

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers Verschiedenes	Communications Mitteilungen				
2.	2013-GC-40	Divers Verschiedenes	Assermentation Vereidigung				
3.	2022-GC-156	Motion Motion	Création d'une loi cantonale sur la politique en matière d'innovation <i>Schaffung eines kantonalen Gesetzes über die Innovationspolitik</i>	Prise en considération Erheblicherklärung	Hubert Dafflon Auteur-e / Urheber/-in  Sébastien Dorthe Auteur-e / Urheber/-in  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		
4.	2022-GC-153	Mandat Auftrag	Folie des prix de l'électricité : soulager rapidement et efficacement la population fribourgeoise ! <i>Strompreise spielen verrückt: Freiburger Bevölkerung rasch und effizient entlasten!</i>	Prise en considération Erheblicherklärung	Chantal Müller David Bonny Pierre Mauron Elias Moussa Alizée Rey Armand Jaquier Françoise Savoy Marie Levrat Simon Zurich Grégoire Kubski Auteurs / Urheber  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2022-GC-149	Motion <i>Motion</i>	Vers une Autonomie minimale électrique pour tous <i>Für eine minimale Selbstversorgung mit Strom für alle</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Catherine Esseiva Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2022-GC-150	Motion <i>Motion</i>	Promotion du photovoltaïque par le soutien aux regroupements de consommation propre - Modification de la LEn ainsi que du règlement d'exécution <i>Förderung der Fotovoltaik durch Unterstützung der Zusammenschlüsse zum Eigenverbrauch - Änderung des EnGe sowie seines Ausführungsreglements</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Christian Clément Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Hubert Dafflon Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2022-GC-125	Postulat <i>Postulat</i>	Potentiel du pompage-turbinage de la force hydraulique dans le Canton de Fribourg <i>Pumpspeicherpotenzial der Wasserkraft im Kanton Freiburg</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Hubert Dafflon Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Christian Clément Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
8.	2022-GC-64	Postulat <i>Postulat</i>	Sortir de la dépendance au gaz <i>Weg von der Gasabhängigkeit</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	François Ingold Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Alexandre Berset Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
9.	2022-GC-161	Postulat <i>Postulat</i>	Pour un plan urgent d'économie d'énergie contribuant aux objectifs climatiques <i>Energiesparplan und Klimaziele</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Julien Vuilleumier Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Ralph Alexander Schmid Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

17 h 00 : Commémoration des 175 ans de la Constitution fédérale de 1848



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2022-GC-156

### Création d'une loi cantonale sur la politique en matière d'innovation

---

Auteurs :	<b>Dorthe Sébastien / Dafflon Hubert</b>
Nombre de cosignataires :	<b>30</b>
Dépôt :	<b>07.09.2022</b>
Développement :	<b>07.09.2022</b>
Transmission au Conseil d'Etat :	<b>08.09.2022</b>
Réponse du Conseil d'Etat :	<b>09.05.2023</b>

---

#### I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 7 septembre 2022, les députés Sébastien Dorthe et Hubert Dafflon demandent au Conseil d'Etat d'élaborer une loi sur l'innovation afin de créer un cadre légal permettant d'intégrer une stratégie globale et concrète sur l'innovation. Ils demandent notamment d'y inscrire un guichet unique dédié à la thématique et la création d'un fonds à l'innovation. De même, la motion vise à intégrer dans la loi des sites technologiques et d'innovation existants et à fixer de conditions-cadres et d'objectifs en matière de recherche fondamentale et appliquée.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

L'instrument parlementaire porte sur la notion d'innovation. Celle-ci mérite en préambule une définition opérationnelle. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) fait la distinction entre l'innovation en tant que résultat (une innovation) et les activités par lesquelles les innovations se produisent (activités d'innovation). Le Manuel d'Oslo 2018 définit une innovation comme étant « un produit ou un procédé (ou une combinaison de ceux-ci) nouveau ou amélioré qui diffère sensiblement des produits ou procédés antérieurs de l'unité et qui a été mis à la disposition d'utilisateurs potentiels (produit) ou mis en service par l'unité (procédé) ». L'innovation peut être aussi bien technologique (procédés, produits) que non technologique (sociale, usages, marketing, communication, organisation...) et elle est souvent multidimensionnelle en impactant le développement de plusieurs de ces secteurs<sup>1</sup>. C'est cette même définition à laquelle se réfère le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)<sup>2</sup>.

L'innovation étant en plus un processus créatif et libre qui ne se commande pas, le rôle de l'Etat est de faciliter son émergence par la mise à disposition d'infrastructures et de conditions cadres adaptées. Le cadre d'innovation fribourgeois actuel compte trois composantes. Une composante fédérale, une composante intercantonale et une composante cantonale. Celles-ci sont décrites ci-dessous. Les éléments du niveau fédéral et intercantonal n'étant pas l'objet principal des

---

<sup>1</sup> OCDE/Eurostat (2019), [Manuel d'Oslo 2018](#) : Lignes directrices pour le recueil, la communication et l'utilisation des données sur l'innovation, 4<sup>ème</sup> édition, Mesurer les activités scientifiques, technologiques et d'innovation, Éditions OCDE, Paris.

<sup>2</sup> Rapport du SEFRI : [« Recherche et innovation en Suisse - Rapport Intermédiaire 2022 »](#), p.8-9.

motionnaires, ceux-ci ne sont pas décrits de manière exhaustive. Ces trois niveaux s'articulent de manière effective et complémentaire. Cette articulation a permis un succès qui se traduit par le nombre record d'emplois créés et de projets réalisés ces dernières années dans le canton.

Rappelons enfin qu'une société active dans le secteur du luxe a choisi notre canton pour s'y installer. Cela va modifier de manière significative et durable le tissu économique fribourgeois et confirme l'attractivité de notre canton, son environnement propice à l'innovation et la qualité des conditions cadres proposées.

## **2.1. Le système d'innovation fribourgeois : une interaction riche à trois niveaux**

### **2.1.1. L'innovation au niveau fédéral**

Sur le plan fédéral, la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI ; RS 420.1) régit l'agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse)<sup>3</sup>. Il s'agit de l'instrument fédéral majeur permettant de soutenir des projets d'innovation entre des partenaires académiques et industriels. 50 % du financement est assuré par la Confédération et 50 % par l'entreprise. Le canton peut prendre en charge 50 % du montant à charge de l'entreprise, mais au maximum 100'000 francs.

En 2022, plus d'une vingtaine de projets et chèques Innosuisse ont été menés dans le canton de Fribourg et plus d'une dizaine d'entreprises fribourgeoises ont été impliquées. Il est à noter une augmentation significative du nombre de projets au cours de cinq dernières années (2017 = 12 projets).

### **2.1.2. L'innovation au niveau intercantonal**

Sur le plan intercantonal, il importe de mentionner deux structures. D'une part, l'association platinn<sup>4</sup> offre du coaching d'entreprises afin de favoriser le développement d'affaires, la recherche de partenaires, le financement ou le développement des ressources. platinn est financée par les cantons et la Confédération. En 2022, platinn a réalisé 70 projets d'innovation d'affaires dans 35 entreprises fribourgeoises, principalement des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE) actives dans la plupart des secteurs économiques du canton. D'autre part, Cautionnement romand (CR)<sup>5</sup> est une coopérative réunissant les cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel, Valais et Vaud dont l'objectif est de faciliter l'accès aux crédits bancaires en octroyant des cautions. CR est financé par ses activités opérationnelles ainsi que via la Confédération, qui prend en charge 65 % des cautionnements à honorer, et par les cantons qui détiennent des parts sociales.

De surcroît, l'amélioration de la compétitivité et de l'innovation du canton passe également par l'implémentation du programme de Nouvelle Politique Régionale (NPR). Celui-ci permet à la fois le renforcement de la collaboration intercantonale à des fins de promotion économique, dans le cadre des plateformes sectorielles portées par l'association Réseau Innovation Suisse Occidentale

---

<sup>3</sup> <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/786/fr>

<sup>4</sup> <https://platinn.ch/>

<sup>5</sup> <https://www.cautionnementromand.ch/fr/>

(ARI-SO)<sup>6</sup>, de la Région Capitale Suisse, ou encore des programmes Interreg notamment, ainsi que le soutien à des projets innovants<sup>7</sup>.

En 2022, la NPR a enregistré 15 projets approuvés, ce qui représente un montant d'aides de 1'353'920 francs. Ces projets sont répartis dans les domaines suivants : projets collaboratifs (9), tourisme (2), programme régions de montagne (3) et nouvelles thématiques (1)<sup>8</sup>. Les montants que le canton investit dans le programme pluriannuel en cours (2020-2023) s'élèvent à 6'740'319 francs.

Les travaux liés au programme NPR 2024-2027 ont débuté. Les deux thèmes-clés à savoir l'industrie et le tourisme sont toujours prioritaires. Les nouveautés concerneront l'économie locale, le développement durable et la numérisation, qui seront traités comme thèmes transversaux.

### 2.1.3. L'innovation au niveau cantonal

Sur le plan cantonal, le Conseil d'Etat rappelle que l'encouragement de l'innovation fait partie intégrante de la mission de la promotion économique. Cette mission est bien ancrée dans la loi cantonale sur la promotion économique (art. 2 al. 1 let. b, art. 3 al. 1 let. b et art. 17ss LPEc ; RSF 900.1) et le règlement y relatif (art. 18ss RPEc ; RSF 900.12). Une séparation entre promotion économique et innovation n'est pas pertinente.

En effet, les activités de promotion économique et d'innovation sont intimement liées. Le rôle de la Promotion économique (PromFR) est notamment de soutenir les entreprises établies dans le canton dans leurs efforts d'innovation (art. 5 al. 1 let b LPEc). Elle a œuvré dans ce sens à travers son rôle de connecteur au cours de ces dernières années. La PromFR utilise de manière active et avec succès l'écosystème dédié à l'innovation pour attirer des entreprises à valeur ajoutée. Ainsi, selon le Conseil d'Etat, le cadre légal existant est adéquat et approprié pour les besoins actuels de politique de l'innovation. Par ailleurs, le Conseil d'Etat tient à relever que la Direction compétente (Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle ; DEEF) réfléchit de manière continue à d'éventuelles améliorations du cadre légal à disposition. Ces réflexions ont d'ailleurs conduit à la révision récente (2018) de la loi sur la promotion économique et de son règlement. Pour mémoire, cette révision portait sur un renforcement en faveur de l'innovation.

Le canton de Fribourg peut s'appuyer sur un dispositif complet permettant de soutenir les entreprises quel que soit le stade de leur existence.

Les porteurs de projets et jeunes entreprises peuvent être accompagnés et conseillés par l'équipe expérimentée de Fri Up<sup>9</sup>. Il s'agit d'une structure d'accompagnement et coaching de porteurs de projets entrepreneuriaux et jeunes entreprises. Cette association est majoritairement financée par l'Etat et la Confédération via la Nouvelle Politique régionale.

---

<sup>6</sup> Les quatre plateformes sectorielles ARI-SO couvrent tout le périmètre de la Suisse Occidentale. Leur objectif est de mettre en œuvre une politique publique de soutien à l'innovation en Suisse occidentale, notamment par un appui de proximité efficient aux PME et start-up dans les domaines de la promotion sectorielle, des prestations de coaching, de la mise en relation avec les hautes écoles et de l'accès aux différents outils de transfert de technologie. En moyenne une centaine de projets d'innovation par année sont menés dans le canton impliquant une cinquantaine d'entreprises fribourgeoises.

<sup>7</sup> Voir également le [rapport sur postulat 2019-DEE-17](#) relatif au postulat 2018-GC-179 Moussa Elias/Gapany Johanna – Santé économique du canton : la compétitivité en jeu.

<sup>8</sup> Par exemple projets dans le domaine de la digitalisation

<sup>9</sup> <https://www.friup.ch/>

En termes de financement, la Fondation Seed Capital Fribourg<sup>10</sup> permet d'octroyer des prêts sans intérêt afin de réaliser un prototype ou de valider un marché. Ladite fondation est financée exclusivement par l'Etat. Le canton de Fribourg intervient ici à un stade très avancé du financement des start-up, le stade le plus risqué. Seed Capital Fribourg a soutenu cinq nouvelles entreprises innovantes par le biais de prêts d'un montant total de 386'000 francs en 2022. La fondation compte 25 start-up dans son portefeuille pour un volume de prêts de plus de 2 millions de francs.

Lorsque son produit est développé, une société peut bénéficier du soutien soit de Fri Up soit de platinn, en fonction des besoins spécifiques, pour industrialiser son produit, établir une stratégie de commercialisation, mettre en place un réseau de distribution, etc.

En termes de financement, Capital Risque Fribourg SA (CRF)<sup>11</sup> peut favoriser la réussite de rounds de financement en intervenant par des prises de participations ou des prêts d'actionnaires minoritaires. Il s'agit d'un instrument de soutien permettant de prendre des participations ou octroyer des prêts d'actionnaires à des start-up en phase de levée de fonds. Capital Risque Fribourg SA est une société anonyme financée par l'Etat, la Banque Cantonale de Fribourg, Groupe E et la Caisse de pension de l'Etat de Fribourg. Ces interventions sont généralement très appréciées des autres investisseurs car elles confirment le soutien régional au projet. CRF a participé à cinq nouveaux investissements pour un montant global de 1'035'000 francs en 2022. Ces financements ont permis aux entreprises concernées de lever 15'229'000 francs de fonds supplémentaires, ainsi que de créer ou maintenir près de 50 emplois.

Ensuite, lorsque le produit est commercialisé et que la société entre dans une phase de croissance, Cautionnement romand peut favoriser l'accès à des crédits bancaires en garantissant tout ou partie d'un crédit d'exploitation ou d'investissement à hauteur de maximum un million de francs. Cette intervention peut de plus être complétée à hauteur d'au maximum 3'000'000 francs par le cautionnement cantonal si nécessaire. A relever que le règlement de Cautionnement romand lui permet également d'intervenir dans le cadre de start-up, ce qui n'est pas habituel pour un tel instrument.

Durant l'ensemble de ces phases de vie d'une entreprise, du projet à la PME, en passant par la start-up et la scale-up, la PromFR peut en plus intervenir par le biais des instruments à sa disposition dans la LPEc. Tous sont de nature à favoriser l'innovation, en soutenant les entreprises via des aides à fonds perdus, permettant ainsi aux sociétés concernées de concentrer un maximum de ressources sur le développement et l'innovation. Des soutiens au loyer, à l'emploi, à l'investissement, aux nouveaux marchés et à la recherche et le développement (R&D) sont envisageables (LPEc, RPEc). Ces deux derniers soutiens méritent une attention particulière dans le contexte de la promotion de l'innovation :

- > Le soutien à la R&D permet de soutenir une entreprise dans le cadre d'un projet d'innovation. S'il s'agit régulièrement d'un projet Innosuisse, ce n'est pas une obligation et ce soutien a déjà été activé dans le cadre de plusieurs projets non labellisés Innosuisse. Afin de donner un exemple chiffré, pour une société qui réalise un projet d'innovation estimé à 600'000 francs et soutenu par Innosuisse, 300'000 francs sont pris en charge par Innosuisse et le canton de Fribourg peut apporter un soutien supplémentaire de 100'000 francs. Finalement, la société doit ainsi s'acquitter d'un montant de 200'000 francs, soit un tiers du coût total du projet.

---

<sup>10</sup> <https://www.seedcapital-fr.ch/>

<sup>11</sup> <https://www.capitalrisque-fr.ch/>

> Le soutien aux nouveaux marchés permet de soutenir diverses actions commerciales et notamment les actions liées aux brevets et aux certifications. Il s'agit là d'un soutien direct aux efforts d'innovation des entreprises.

Finalement, il convient de rappeler que l'octroi de soutiens liés à la LPEc doit respecter deux principes essentiels : la non-distorsion de concurrence (ne pas concurrencer une autre société fribourgeoise sur le marché fribourgeois) et le caractère novateur du projet. La création d'une distorsion de concurrence par l'octroi de fonds publics serait totalement injustifiable alors que le caractère novateur est une évidence dans le contexte de la promotion de l'innovation.

Le canton de Fribourg dispose ainsi d'un écosystème complet à disposition des entreprises innovantes. Le seul chaînon que l'on pourrait éventuellement qualifier de manquant est la présence d'un incubateur de start-up, lequel permettrait d'offrir à ces dernières un environnement stimulant et de qualité à des conditions attractives.

Une offre d'hébergement des start-ups a existé par le passé à Fribourg, Morat et Vaulruz. Il conviendrait à présent d'évaluer si l'offre d'hébergement actuelle sur les sites d'innovation existants, soit la Maillarde à Romont, AgriCo à Saint-Aubin, le Vivier à Villaz-Saint-Pierre, le Marly Innovation Center à Marly ou Bluefactory à Fribourg, est suffisante, avant d'examiner la question de savoir si un incubateur centralisé représenterait un réel atout supplémentaire pour stimuler l'innovation dans notre canton. Cas échéant, le Conseil d'Etat est disposé à réévaluer la pertinence d'une telle structure.

Enfin, il importe de noter que la PromFR est représentée dans les instances dirigeantes de chacun de ces organismes, ce qui permet de garantir une coordination efficace entre l'ensemble des instruments de soutien à destination des entreprises fribourgeoises, et particulièrement les instruments de soutien à l'innovation.

La loi cantonale sur la promotion économique, révisée en 2018 a ainsi permis dans un contexte difficile (crises sanitaire, inflationnaire, énergétique) une performance record tant en nombre de projets réalisés que d'emplois créés grâce au travail mené par la PromFR. Il convient de mentionner ici par exemple le nombre croissant de projets Innosuisse réalisés par des entreprises fribourgeoises. Ou de projets de la Nouvelle Politique Régionale, avec l'appui d'Innosquare<sup>12</sup> (partenariat entre la PromFR, la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg [HEIA-FR] et la Chambre de commerce et d'industrie du canton de Fribourg [CCIF]) qui s'est positionné ces dernières années dans l'écosystème fribourgeois en tant qu'accélérateur de projets d'innovation. Ou encore des plateformes ARI-SO ou la performance record de Fri Up<sup>13</sup> de ces dernières cinq années.

## **2.2. Importance des centres de compétences et des instituts spécialisés dans la recherche appliquée**

L'innovation dépend également des activités de recherche (fondamentale et appliquée) environnantes. Dans la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (art. 2 LERI), la recherche scientifique est définie comme la recherche méthodique de connaissances nouvelles, que sa finalité première soit l'acquisition de connaissances (recherche fondamentale) ou la contribution à la résolution de problèmes liés à la pratique (recherche orientée vers les applications). L'innovation fondée sur la science est définie comme le développement de nouveaux

---

<sup>12</sup> <https://www.innosquare.com/fr>

<sup>13</sup> Fri Up, [Rapport annuel](#) (2021), chiffres clés, p.4.



produits, procédés, processus et services pour l'économie et la société par le biais de la recherche, en particulier celle orientée vers les applications, et la mise en valeur de ses résultats.<sup>14</sup>

Les deux types de recherche poursuivent des objectifs différents ce qui peut justifier que le canton de Fribourg ait une gouvernance distincte (cf. infra point 1.5).

Le Conseil d'Etat rappelle également la densité et l'importance des **centres de compétences** pour la promotion économique du canton. Leur présence constitue des arguments souvent décisifs dans les discussions avec des entreprises intéressées à s'implanter dans le canton.<sup>15</sup> La PromFR utilise ces centres de compétences activement et avec succès dans son travail de prospection.

Pour mémoire, il s'agit notamment de :

- > Le Biofactory competence center (BCC) est un centre de formation et de recherche dans le domaine de la biopharmacie et des biotechnologies.
- > Le Campus Grangeneuve-Posieux est un centre de compétence du canton et de la Confédération dans le domaine de la formation, de la recherche agronomique et de l'agroalimentaire.
- > Le Centre de Compétences en Rénovation des Bâtiments (CCRB) est chargé de constituer, regrouper et mettre à disposition du grand public et des professionnels les outils et le savoir-faire en matière de rénovation énergétique des bâtiments, en étroite collaboration avec les différents acteurs techniques, scientifiques et publics.
- > Le NCCR Bioinspired Materials est un centre de recherche de pointe, d'innovation et d'éducation internationalement reconnu dans le domaine des matériaux "intelligents", dont la conception et la fonction s'inspirent de la nature.
- > L'institut iPrint est actif dans le domaine de l'impression numérique avec des points forts dans la technologie jet d'encre et la fabrication avancée.
- > Le Plastics innovation competence center (PICC) est un centre de formation et de recherche en plasturgie qui constitue un lieu d'interactions et d'innovation entre les entreprises et les hautes écoles.
- > Le Robust and safe systems center Fribourg (ROSAS) est un centre de compétences dans le domaine des systèmes sécurisés et embarqués dans des domaines tels que l'aviation, l'automobile, les chemins de fer, les machines, l'énergie et la cybersécurité.
- > Le Smart living lab (SLL) est un projet de recherche conjoint de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), de la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg, de l'Université de Fribourg et du canton de Fribourg. Il vise à réaliser un centre de référence national et international dans le domaine de l'habitat du futur. Le SLL bénéficie notamment d'un crédit de 25 millions de francs sous la forme d'un prêt remboursable qui permettra de construire son nouveau bâtiment qui devrait être opérationnel en 2025 sur le site de bluefactory (BFF). A la suite de la séance entre la direction de l'EPFL et le Conseil d'Etat fribourgeois en date du 31.01.2023, il est prévu d'examiner une potentielle extension du campus de l'EPFL à Fribourg. Des discussions sont en cours à ce sujet.

Le canton de Fribourg dispose également de plusieurs **instituts spécialisés dans la recherche appliquée** dans des domaines émergents, ce qui constitue des atouts majeurs pour l'entrepreneuriat et l'innovation :

---

<sup>14</sup> Rapport du SEFRI : « [Recherche et innovation en Suisse - Rapport Intermédiaire 2022](#) », p.8.

<sup>15</sup> Voir également la [réponse à la question Bonny David 2021-CE-438](#) Le canton de Fribourg : le canton le moins compétitif sur le plan de l'innovation ?

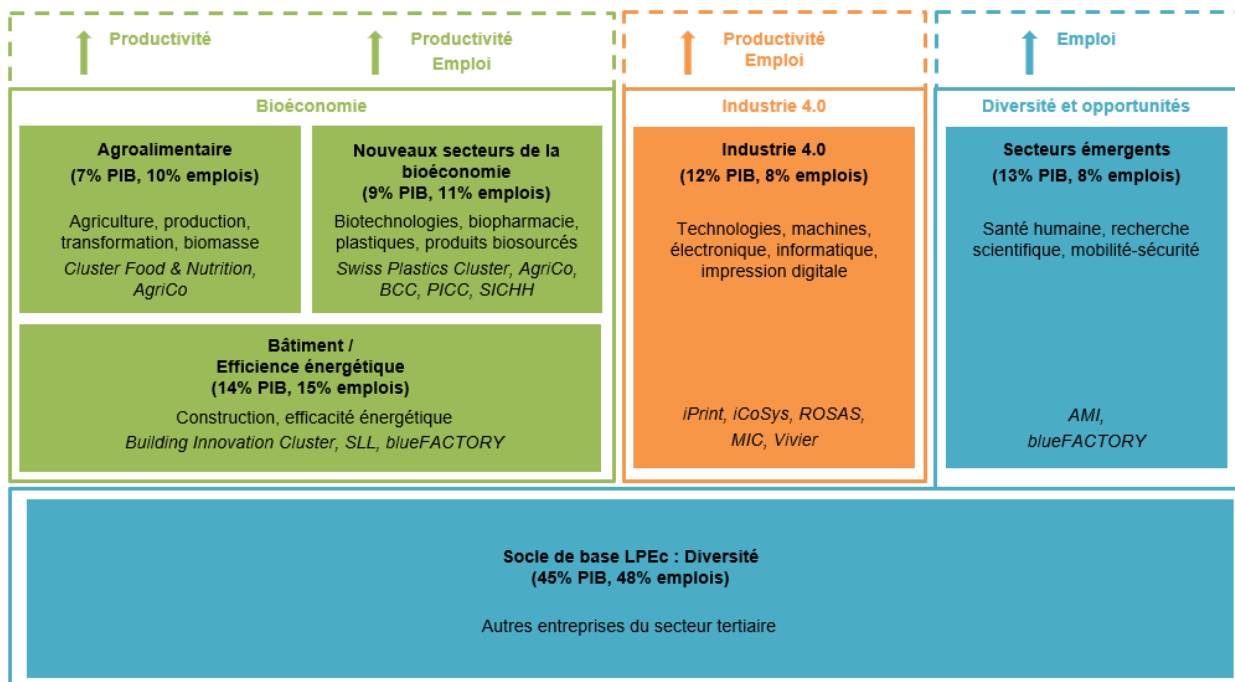
- > L'institut Human-IST (Human-centered interaction science and technology) est spécialisé dans la recherche et l'interaction homme-machine.
- > L'institut des technologies chimiques ChemTech favorise le transfert de technologie entre les innovations moléculaires issues de la recherche fondamentale et les applications industrielles optimisées. Ses activités de recherche appliquée apportent des solutions concrètes au monde de l'industrie chimique.
- > L'institut de recherche appliquée en systèmes énergétiques ENERGY soutient et stimule le développement d'une société durable du point de vue de son approvisionnement et de sa gestion de l'énergie par le biais de partenariats de recherche et développement avec l'économie, d'autres partenaires académiques ainsi qu'avec des collectivités publiques.
- > L'institut des technologies pour le bien-être humain HumanTech a pour but d'améliorer le bien-être et la qualité de vie de l'être humain grâce à l'utilisation des nouvelles technologies afin de renforcer les capacités de ce dernier en tant qu'individu, mais aussi en tant que membre d'une société dynamique, nomade et mondialisée.
- > L'institut des systèmes complexes iCoSys encourage l'innovation au niveau des systèmes complexes pour un développement durable de l'économie et du système de formation. Par la promotion du transfert de savoir et de technologie du monde académique à l'économie locale et régionale, l'institut iCoSys vise à développer des approches interdisciplinaires et à favoriser une coopération nationale et internationale.
- > L'institut de recherche appliquée en plasturgie iRAP est spécialisé dans l'injection plastique, le compounding et le moulage par injection de céramique. L'institut iRAP a pour mission de collaborer avec l'industrie, via des projets de recherche appliquée et de développement ainsi que des prestations de service sur des projets à court, moyen et long terme.
- > L'institut des systèmes intelligents et sécurisés iSIS s'inscrit en tant que partenaire pour le développement de systèmes sécurisés, intelligents et fiables dans une large gamme d'applications industrielles. Il possède une connaissance étendue et une expérience avérée dans le domaine des systèmes embarqués, combinant matériel, réseau et logiciel et qui couvre la chaîne de valeur, du capteur au système informatique.
- > L'institut des technologies de l'environnement construit iTEC se focalise sur le développement de méthodes, procédés technologiques et produits dans le domaine du génie civil et de l'environnement.
- > L'institut des systèmes d'ingénierie durable SeSi se focalise sur les composants mécaniques à haute valeur ajoutée, ainsi que sur les systèmes mécaniques intelligents et durables, dont le développement bénéficie de l'utilisation d'outils numériques.
- > L'institut du patrimoine, de la construction et des usages TRANSFORM a pour objectif l'intégration intelligente de processus et technologies novateurs dans la transformation de l'espace habité.
- > L'institut Adolph Merkle (AMI) est un spécialiste d'envergure internationale dans le domaine des nanotechnologies et l'analyse des nanomatériaux.

Ces centres de compétences et instituts spécialisés dans la recherche appliquée collaborent régulièrement avec les entreprises fribourgeoises. Dans ce cadre, une tâche de la PromFR est la mise en contact et la stimulation de l'innovation en encourageant la collaboration avec les entreprises en partenariat avec les associations économiques du canton.

Quant à la reconnaissance et la catégorisation, le Conseil d'Etat renvoie au rapport détaillé sur la stratégie globale et coordonnée du développement économique du 25 mai 2020<sup>16</sup>.

Il importe de différencier les centres de compétence émanant des hautes écoles et les parcs scientifiques dédiés à l'innovation dans des secteurs spécifiques selon une typologie donnée (p.ex. bioéconomie et industrie 4.0). Celle-ci est en effet clairement catégorisée et structurée<sup>17</sup> comme le montre la figure ci-dessous.

**Figure 1** : Stratégie de promotion économique du canton.



Aujourd'hui, le canton bénéficie de ces foyers d'innovation, centres de compétences et instituts de recherche, qui constituent des produits d'appel importants et jouent un rôle souvent décisif dans les activités de promotion économique.

Les cinq sites dédiés à l'innovation sont clairement décrits dans les publications de la PromFR<sup>18</sup> et dans lesquels des investissements massifs ont été effectués tant par des acteurs privés qu'étatiques. Les partenaires de la promotion économique, et notamment Fri Up, contribuent également à la promotion de cet écosystème. Le canton peut donc justifier de la présence sur son territoire de compétences et infrastructures spécifiques. Il est important de tenir compte de l'impact positif indirect de ces centres dont l'effet sur l'attractivité du territoire fribourgeois pour des sociétés innovantes est avéré.

A titre d'illustration, ces foyers d'innovation ont par exemple permis l'établissement en terres fribourgeoises de la société japonaise EPSON, qui a installé un centre de R&D au Marly Innovation Center (MIC) afin de collaborer de manière rapprochée avec l'iPrint. L'implantation de start-up telles que Bionomous ou Revario ou la décision de PALL d'installer et de financer un laboratoire en

<sup>16</sup> Rapport [2017-DEE-78](#) sur postulat 2016-GC-12 Fellmann Sabrina/Dietrich Laurent – Stratégie globale et coordonnée du développement économique.

<sup>17</sup> Idem, spécifiquement sur la question de l'implantation des entreprises dans le canton.

<sup>18</sup> Voir par exemple Fribourg Network Freiburg 2022: [Industry 4.0: Opportunities of Value Creation](#), p.14.

thérapie génétique sur le site de BFF en collaboration avec le BCC sont également des exemples parmi bien d'autres de la qualité de l'écosystème fribourgeois d'innovation.

### 2.3. Investissements dans les instruments et les infrastructures dédiés à l'innovation

Ces différents éléments susmentionnés confirment que les multiples actions et les importants efforts financiers consentis ces dernières années par l'Etat en matière d'innovation commencent à porter tous leurs fruits attendus.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu indicatif de certains investissements de l'Etat en matière d'innovation à la fois sur le plan du contenu (instruments dédiés) que du contenant (infrastructure).

	Base légale	Instrument	Montant
<b>Investissements dans des instruments dédiés à l'innovation (contenu)</b>			
<b>Promotion économique</b>	Loi sur la promotion économique (LPEc ; RSF 900.1), 2020 ; et son règlement (RPEc ; RSF 900.11), 2018	Aide aux entreprises (soutiens aux nouveaux marchés et à la R&D...)	2 millions de francs/an
		Prix à l'innovation	100 000 francs par édition biannuelle. Ce montant correspond uniquement à la contribution de l'Etat.
		Fri UP	2,7 millions de francs pour la période 2020-2023
		Innosquare	953 000 francs pour le budget 2020-2023
	Loi fédérale sur la politique régionale (RS 901.0), 2006	Nouvelle Politique Régionale (NPR) Projets d'innovation (tourisme et industrie)	7,4 millions de francs pour le budget du programme pluriannuel en cours (2020-2023). La Confédération y ajoute une contribution de 5,6 millions de francs
<b>Fondation Seed Capital Fribourg</b>	Article 10a alinéa 1 Loi sur la promotion économique (LPEc ; RSF 900.1), 2020 Décret ROF 2018_122	Prêts d'amorçage aux sociétés en phase de démarrage (start-up)	2 millions de francs lors de la fondation en 2010. 2,35 millions de francs sont venus compléter le capital initial entre 2018 et 2022, portant le financement total à 4,35 millions de francs.
<b>Capital Risque Fribourg SA</b>	Article 10a alinéa 2 Loi sur la promotion économique (LPEc ; RSF 900.1), 2020 Décret ROF 2018_122	Acquisition des participations minoritaires, temporaires et/ou octroi des prêts. Co-investissement le plus souvent dans le cadre de tours de financement de CHF 1 à 3 millions.	Le capital-actions de CRF SA s'élève à 12 millions de francs. Le financement est assuré par l'Etat de Fribourg (47%), la Banque Cantonale de Fribourg (32%), Groupe E (16%) et la Caisse de Pension du Personnel de l'Etat de Fribourg (5%). L'Etat a participé à la dernière augmentation de capital en 2019 à hauteur de 2,8 millions de francs.

	<b>Base légale</b>	<b>Instrument</b>	<b>Montant</b>
<b>DEEF/DIAF/DIME</b>	Décision du 12 janvier 2021 du Conseil d'Etat concernant l'approbation de la stratégie de développement économique du secteur agroalimentaire.	Stratégie agroalimentaire	1,3 million de francs /an
<b>DIAF</b>	Art. 34 de la loi sur l'agriculture (LAgri) et art. 78ss du RAgri	Prix à l'innovation agricole	20 000 francs par édition biannuelle. Ce montant correspond uniquement à la contribution de l'Etat.
<b>HES-SO/FR</b>	Art. 56 Loi sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR ; RSF 432.12.1), 2015	Fonds Ra&D de la HES-SO//FR	Ce fonds a été alimenté à hauteur de 12 millions de francs en l'espace de cinq ans.
<b>Université de Fribourg</b>	Art. 10a Loi sur l'Université (Luni), 2016	Fonds de l'innovation et du développement (FID) de l'Université de Fribourg	Ce fonds a été alimenté à hauteur de 13.136 millions de francs en l'espace de six ans, dont 4 millions dédiés spécifiquement au projet de Regroupement UNI-HEP, à partager entre les deux institutions.
<b>SLL (chaires)</b>	Convention signée avec l'EPFL le 11 mars 2014 réglant le financement du Smart Living Lab (SLL).	Dans le cadre de l'implantation du campus de l'EPFL à Fribourg, deux chaires de professeurs et une chaire de professeur invité sont financées.	5 063 000 francs par an. Ce financement inclut le corps professoral, le corps intermédiaire, les collaborateurs, ainsi que d'autres charges de fonctionnement.
<b>SLL (part académique)</b>		Contribution de l'Etat à la part académique	1 715 910 francs pour la HEIA-FR et 928 000 francs pour l'UniFR (comptes 2021)

#### **Investissements dans l'infrastructure au service de l'innovation (contenant) \***

<b>Agroscope</b>	Message 2014-DIAF-13 et Décret ROF 2015_031 Message 2020-DAEC-138 et Décret ROF 2020_192	Octroi d'un crédit d'engagement en vue de la construction d'un bâtiment de recherche sur le site Agroscope de Posieux	124,431 millions de francs (avance de fonds)
------------------	---	---	--

	<b>Base légale</b>	<b>Instrument</b>	<b>Montant</b>
<b>Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF)</b>	Loi sur la politique foncière active (LPFA ; RSF 900.2), 2020	Fonds de promotion foncière active (Fonds PFA), 2019	Doté à l'origine de 100 millions de francs, ce fonds permettra de développer les trois sites acquis à des fins de politique foncière active (AgriCo à St-Aubin, La Maillarde à Romont et Pré-aux-Moines à Marly)
<b>BFF SA</b>	Décret ROF 2011_056 du 9 juin 2011 relatif à l'acquisition des immeubles articles 7042 et 7212 de la commune de Fribourg – site Cardinal– en société simple avec la Ville de Fribourg.	Acquisition du site Cardinal par l'Etat et la Ville de Fribourg.	25 millions de francs (Etat et Ville de Fribourg à participation égale)
<b>BFF SA</b>	Décret ROF 2021_022	Augmentation de la participation financière de l'Etat de Fribourg au capital-actions de la société blueFACTORY Fribourg-Freiburg SA	50 millions de francs (Etat et Ville de Fribourg à participation égale). Ce montant est composé d'un apport de nouveaux fonds de 40 millions de francs, et d'une conversion en capital-actions des prêts actionnaires de 10 millions de francs.
<b>SLL (bâtiment)</b>	Décret ROF 2018_043	Crédit d'engagement à BFF SA en faveur de la construction du SLL et sous la forme d'un prêt conditionnellement remboursable.	25 millions de francs

\*Ces différents investissements favorisent les conditions cadres de l'innovation (contenant) en matière d'infrastructure (p.ex. maintien et/ou développement des sites) et soutiennent les instruments dédiés à l'innovation (contenu).

Bien que non exhaustifs, les éléments du tableau ci-dessus reflètent les efforts financiers considérables de l'Etat en faveur de l'innovation, les montants consacrés au contenu étant de l'ordre de 94 millions de francs sur les 5 dernières années, alors que ceux se rapportant au contenant représentent plus de 274 millions sur la même période.

#### **2.4. Objectifs en matière d'innovation et en particulier en matière d'appui à la recherche fondamentale ainsi qu'à la recherche appliquée**

La loi sur l'Université (Luni ; RSF 431.0.1) précise les missions de l'Université de Fribourg en matière de formation et de recherche (art. 1 et 2 LUni). La loi sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR ; RSF 432.12.1) précise également les missions des hautes écoles spécialisées du canton en matière de recherche appliquée et développement (art. 6

LHES-SO//FR). A ce titre, l'existence et les mécanismes d'alimentation des fonds Ra&D de la HES-SO//FR (art. 56 LHES-SO//FR fraîchement révisé) et du fonds de l'innovation et du développement (FID) de l'Université de Fribourg (art. 10a LUni) sont à saluer. Ces fonds ont notamment été alimentés à hauteur de 24 millions de francs par l'Etat en l'espace de cinq ans. Ils permettent ainsi aux hautes écoles cantonales d'accéder aux moyens nécessaires pour l'accomplissement de leurs missions respectives tout en respectant leur autonomie et le principe de l'égalité de traitement.

Le Conseil d'Etat tient à souligner l'excellente relation, collaboration et interaction entre l'Université de Fribourg, les Hautes écoles spécialisées du canton, la PromFR et Fri Up, notamment en termes de transfert technologique. Le potentiel entrepreneurial du monde académique, pour ce qui est de la génération de start-up et spin-off, à l'image du dynamisme des Ecoles polytechniques fédérales (Programme gouvernemental de la législature 2022-2026, p. 27) pourrait toutefois être amélioré. Si ce point concernant les objectifs en termes de transfert technologique devait être encore renforcé alors il conviendrait d'évaluer pour ce faire la nécessité d'une modification des deux lois susmentionnées (LUni et LHES-SO//FR). Cela n'implique pas que la répartition des compétences entre les différentes directions doive être revue.

De ce fait, le Conseil d'Etat n'estime pas justifié d'effectuer une analyse approfondie de la pertinence du partage entre la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, répondante au travers des Hautes écoles spécialisées (HES) de la politique en matière de recherche appliquée, et la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC), répondante au travers de l'Université de la politique en matière de recherche fondamentale<sup>19</sup>. Cela dit, il convient de signaler que recherche fondamentale et appliquée sont complémentaires et ne doivent pas être mises en concurrence.

## **2.5. Points spécifiques soulevés par les motionnaires**

### **2.5.1. Création d'un office unique (single point of entry) pour l'innovation**

Les motionnaires suggèrent la création d'un office unique (single point of entry) pour l'innovation, sorte de guichet, qui pourrait significativement simplifier et coordonner les efforts entre les différents acteurs. Le Conseil d'Etat est d'avis que la PromFR assure déjà ce rôle d'office unique que lui confère par ailleurs la LPEC à son article 20.

Pour rappel, PromFR mobilise régulièrement une multitude de canaux (site web multilingues, présence accrue sur les réseaux sociaux, organisation et participation à des événements...) et de supports de communication (newsletters, factsheets, édition annuelle du magazine économique Fribourg Network Fribourg, dossiers thématiques d'actualité, etc.) pour informer tant ses clients usuels que le grand public sur ses actions et les différents publics cibles sur les instruments de soutien à disposition.

En 2022 plus d'une centaine de sociétés et porteurs de projets ont ainsi été conseillés et dirigés vers les différents partenaires de la PromFR dans le cadre du guichet-entreprises. L'association Fri Up a répondu en 2022 à 306 demandes de conseils, facilité la création de plus de 90 nouvelles entreprises et sélectionné six nouvelles start-up parmi les 23 en cours d'accompagnement. Cautionnement Fribourg, l'antenne fribourgeoise de Cautionnement Romand a soutenu 16 entreprises fribourgeoises pour un total de 4,5 millions de francs, favorisant la réalisation d'investissements de

---

<sup>19</sup> Il est à préciser ici qu'une partie de la recherche menée à l'UniFR est également appliquée.

près de 13 millions de francs, contribuant à la création ou au maintien de 155 équivalents plein temps (EPT).

Ce travail contribue en particulier à offrir des solutions adaptées aux besoins des entreprises locales. Une dizaine d'entreprises ont également pu être soutenues dans le cadre de leurs recherches immobilières, également avec la collaboration des associations régionales<sup>20</sup>.

### 2.5.2. Examen de la création d'un fonds à l'innovation

Les motionnaires suggèrent également la création d'un fonds à l'innovation permettant de renforcer l'attractivité du Canton de Fribourg sous l'angle du financement des PME innovantes et attirant l'attention d'acteurs privés du corporate funding.

Le Conseil d'Etat rappelle que la loi sur la promotion économique (LPEc) a été révisée en 2018 en tenant précisément compte des besoins de soutien à l'innovation. Comme mentionné plus haut, la LPEc met à disposition toute une série d'instruments de soutien à l'innovation (Capital Risque Fribourg, Seed capital Fribourg, Fri Up, coaching d'innovation platinn, soutien financier direct à l'innovation entre autres)<sup>21</sup>. Ces outils sont jugés appropriés, pertinents et efficaces et produisent des très bons résultats au niveau de la promotion de l'innovation.

En outre, cette proposition est à mettre dans le contexte d'une démarche sur le plan fédéral lancée en juin 2022 par le Conseil fédéral en vue de la création d'un fonds d'innovation suisse destiné à toutes les branches de l'économie.

### 2.5.3. Mention du jugement émis par le SECO

Concernant la mention du jugement émis par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) sur la façon fribourgeoise de gérer sa politique en matière d'innovation, le Conseil d'Etat fait remarquer qu'il n'a pas connaissance de l'existence de ce dernier et invite les motionnaires de lui faire parvenir les références documentées y relatives.

A ce sujet, le Conseil d'Etat souligne que le SEFRI mentionne de manière explicite la LPEc fribourgeoise comme exemple pour l'encouragement de l'innovation.<sup>22</sup> Le Conseil d'Etat rappelle en outre que les cantons sont autonomes dans la mise en place d'une politique d'innovation. La Confédération et les cantons partagent la compétence réglementaire dans le domaine de la recherche et de l'innovation, notamment dans le transfert de connaissances et de technologies, les start-up et le développement d'entreprises. La Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP) assume le rôle de coordination intercantonale.

### 2.5.4. Cas du SICHH

Il est intéressant de constater que les motionnaires utilisent l'exemple du Swiss Integrative Center for Human Health (SICHH). Pour mémoire, le Grand Conseil avait conditionné son soutien financier à une approbation initiale de financement par le SEFRI (alors que selon la LERI, le financement du SEFRI s'articule de manière subsidiaire au financement du canton). Les réserves du Grand Conseil à l'égard du SICHH l'ont ainsi privé des moyens publics nécessaires à son

---

<sup>20</sup> Voir [rapport d'activité](#) de la Direction de l'économie et de l'emploi, 2021.

<sup>21</sup> Voir également la [réponse à la question Aebischer Susan/ Schoenenweid André 2021-CE-36](#) : Avenir du SICHH et stratégie dans l'innovation et la recherche - Etat de la situation.

<sup>22</sup> Rapport du SEFRI : « [Recherche et innovation en Suisse - Rapport Intermédiaire 2022](#) », p.34.



fonctionnement<sup>23</sup>, plombant par la même occasion sa demande de reconnaissance en tant que centre de compétences technologiques (CCT) d'importance nationale auprès du SEFRI.

Dans le cas précis du SICHH, le Conseil d'Etat rappelle que la décision du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) de refuser au SICHH ce statut de CCT et le financement y lié était motivé par d'autres raisons que l'inexistence d'une loi sur l'innovation.

Le Conseil d'Etat tient aussi à remémorer que l'existence dans le canton de Berne d'une loi sur l'encouragement à l'innovation a été créée afin de palier à un vide juridique existant pour la création du Switzerland Innovation Park de Bienne et du Sitem-Insel. Ce vide juridique n'existe pas dans le canton de Fribourg. La participation au Switzerland Innovation Park West EPFL sur le site de bluefactory ayant pu être réglée par la création de l'association SIP West EPFL entre les 5 cantons membres (Genève, Fribourg, Neuchâtel, Vaud et Valais) et l'EPFL.

En outre, l'exemple neuchâtelois du Centre suisse d'électronique et de microtechnique (CSEM) démontre qu'un CCT peut être monté de manière effective avec un partenariat public-privé fort sans l'existence d'une loi sur l'innovation.

#### 2.5.5. Affirmations des motionnaires à l'endroit de BFF SA

Le Conseil d'Etat tient à corriger les affirmations des motionnaires à l'endroit de BFF SA et à la réponse à l'instrument parlementaire<sup>24</sup> à laquelle ces derniers se réfèrent.

En effet, le Conseil d'Etat précisait d'emblée dans sa réponse que : *« Le site est également intégré au projet national du Swiss Innovation Park (SIP-West EPFL) et permet au canton de Fribourg de jouer un rôle clé dans un réseau d'innovation au rayonnement international. blueFACTORY constitue donc un projet phare en vue de stimuler la capacité d'innovation de l'économie fribourgeoise. Il est également appelé à devenir un lieu de vie dans lequel seront aussi intégrés, entre autres, des restaurants, des projets culturels et des logements ».*

A la lumière de ces éléments, le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas correct de comparer BFF SA à une simple société immobilière que l'Etat aurait créée dans un but de stratégie immobilière. Si la situation actuelle peut le faire penser, du fait des multiples chantiers immobiliers en projet ou en cours sur le site, ce n'est pas du tout la finalité de BFF SA et encore moins des intentions de l'Etat. Dans ce sens, il importe de souligner que les volumineux investissements de l'Etat et de la Ville de Fribourg dans la société poursuivent bel et bien des objectifs d'innovation.

Le Conseil d'Etat relève un biais similaire avec les terrains mis à disposition de l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) et les moyens financiers très importants consentis pour la politique foncière active. Dans ce cas aussi, le but n'est pas de réaliser des opérations immobilières en tant que telles, mais bien de soutenir le développement économique du canton, également par le biais de l'innovation. Les opérations sur le site de St-Aubin et le programme AgriCo sont également orientés vers l'innovation.

---

<sup>23</sup> Voir également la [réponse à la question Piller Benoît / Kubski Grégoire 2021-CE-43](#) : Licenciements au SICHH, ainsi que la [réponse à la question Berset Solange / Piller Benoît 2021-CE-212](#) : Reprise du SICHH.

<sup>24</sup> Voir la [réponse à la question Kolly Nicolas/ Dorthe Sébastien 2022-CE-129](#), p.2

### III. Conclusion

Le Conseil d'Etat estime qu'un fractionnement de la motion point par point est pertinent et se positionne comme suit :

#### > **LPEc et RPEc**

Les motionnaires estiment que la loi cantonale sur la promotion économique (RSF 900.1) et son règlement y relatif (RSF 900.12) ne traitent pas de manière suffisamment structurée et élaborée la question de la politique concrète que doit mener le canton en matière d'innovation. Cela notamment sous l'angle des responsabilités, des objectifs et des moyens pour y parvenir.

Comme il a été abordé plus haut, les objectifs de la promotion économique posent clairement les enjeux en matière d'innovation. Toutefois, une révision de ces textes légaux pourrait mieux articuler les missions de la promotion économique et la politique cantonale en matière d'innovation.

La mise en place d'une plateforme intégrée, compréhensive et didactique au service de l'innovation ayant un secrétariat commun sous l'égide de la PromFR pourrait contribuer à renforcer la politique d'innovation du canton. Il en va de même pour l'établissement d'un incubateur.

#### > **Centres technologiques et d'innovations existants**

Les différents centres, à savoir les sites technologiques et d'innovation existants (AgriCo, BFF, MIC, Le Vivier, La Maillarde, etc.) sur le canton, sont reconnus et catégorisés comme cela a été établi plus haut. Le Conseil d'Etat est d'avis que le fait d'introduire ces éléments dans une loi n'apportent aucun bénéfice supplémentaire et réduirait potentiellement l'agilité et flexibilité dont ces sites disposent aujourd'hui. En outre, il est à noter que certains de ces sites sont dans des mains privées.

D'autre part, il convient d'évoquer que les moyens d'agir au travers de décrets existent, ces instruments parlementaires constituant un moyen d'action efficace en faveur de l'innovation et qui a été employé avec succès jusqu'à présent à l'instar du site d'AgriCo ou de BFF.

#### > **Recherche universitaire et appliquée**

La recherche fondamentale et la recherche appliquée sont deux aspects complémentaires d'un très large domaine. Le Conseil d'Etat n'estime pas nécessaire de créer davantage de conditions cadres en termes d'objectifs pour la recherche. Cela reviendrait à vouloir planifier l'innovation.

#### > **Création d'un office unique**

Contrairement à l'avis des motionnaires, le Conseil d'Etat estime que l'écosystème des différents organes existants en matière d'encouragement à l'entrepreneuriat est riche, divers et efficace. Le rôle d'un office unique (single point of entry) pour l'innovation et sorte de guichet est déjà assuré par PromFR.

Un guichet unique existant déjà, le Conseil d'Etat propose de rejeter ce point. Toutefois, le Conseil d'Etat estime qu'une révision de la LPEc et le RPEc pourrait mieux positionner et articuler les différentes entités impliquées en matière d'encouragement à l'innovation et l'entrepreneuriat.

#### > **Création d'un fonds d'innovation**

Le soutien aux entreprises en création repose sur deux principaux instruments qui sont les prêts d'amorçage (Fondation Seed Capital) et le capital-risque (Capital Risque Fribourg SA).

Sur le plan fédéral et grâce à Innosuisse, l'arsenal de soutien à l'innovation est déjà suffisant en la matière. Celui-ci pourrait même être renforcé par la mise en place d'un éventuel fonds d'innovation sur le plan suisse.

Pour ces raisons, le Conseil d'Etat propose de refuser la création d'un fonds d'innovation, considérant que les mesures à disposition sur les plans cantonal et fédéral sont adéquates.

**> Création d'une loi sur l'innovation**

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat privilégie à la création d'une loi sur l'innovation la révision de la loi actuelle sur la promotion économique, qui pourrait devenir la Loi sur la promotion économique et l'innovation. Une telle adaptation de la LPEc peut amener de la clarification et renforcer les moyens destinés à soutenir l'innovation, par exemple par l'introduction de nouveaux instruments ou l'adaptation de mesures existantes aux réalités du marché sur la base des expériences constatées depuis 2018, année de la dernière révision de la LPEc et du RPEc. De plus, la pérennisation de certaines mesures du plan de relance mises en place dans le contexte de la crise sanitaire de COVID-19, notamment le soutien à la digitalisation et l'automatisation (mesure 8 du plan de relance), serait également évaluée dans le cadre de cette révision.

Le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à fractionner la motion.

En cas de refus sur le fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.

En cas d'acceptation du fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à :

- > Accepter le principe d'amélioration du dispositif légal de soutien à l'innovation mais en chargeant le Conseil d'Etat de modifier la loi sur la promotion économique au lieu de créer une loi sur l'innovation ;
- > Rejeter le volet visant à l'intégration dans la loi des sites technologiques et d'innovation existants ;
- > Rejeter le volet visant la création d'un office unique supplémentaire pour l'innovation, ce rôle étant déjà assuré par la PromFR ;
- > Rejeter le volet visant à la création d'un fonds d'innovation.



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2022-GC-156

### Schaffung eines kantonalen Gesetzes über die Innovationspolitik

---

Urheber:	<b>Dorthe Sébastien / Dafflon Hubert</b>
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	<b>30</b>
Einreichung:	<b>07.09.2022</b>
Begründung:	<b>07.09.2022</b>
Überweisung an den Staatsrat:	<b>08.09.2022</b>
Antwort des Staatsrats:	<b>09.05.2023</b>

---

#### I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 7. September 2022 eingereichten und begründeten Motion verlangen die Grossräte Sébastien Dorthe und Hubert Dafflon vom Staatsrat, dass er ein Gesetz über die Innovation ausarbeitet, um einen rechtlichen Rahmen zu schaffen, der eine umfassende und konkrete Innovationsstrategie ermöglicht. Sie verlangen namentlich, dass darin eine zentrale Anlaufstelle, die dem Thema gewidmet ist, sowie ein Innovationsfonds verankert werden. Weiter verlangt die Motion, dass im Gesetz die bestehenden Technologie- und Innovationsparks aufgeführt werden und Rahmenbedingungen und Ziele in Bezug auf die Grundlagenforschung und die anwendungsorientierte Forschung definiert werden.

#### II. Antwort des Staatsrats

Der parlamentarische Vorstoss befasst sich mit dem Begriff der Innovation. Um Klarheit über den Begriff zu schaffen, wird im Folgenden kurz erklärt, was unter Innovation zu verstehen ist. Die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) unterscheidet zwischen Innovation als Resultat (eine Innovation) und der Tätigkeit, durch die Innovation entsteht (Innovationstätigkeit). Das Oslo Manual 2018<sup>1</sup> definiert die Innovation als ein neues oder verbessertes Produkt oder ein neues oder verbessertes Verfahren (oder eine Kombination von beidem), das sich merklich von den bisherigen Produkten oder Verfahren der Einheit unterscheidet und potenziellen Nutzern bereitgestellt wurde (Produkt) oder von der Einheit eingesetzt wurde (Verfahren). Die Innovation kann technologischer Art sein (Prozesse, Produkte) oder nicht-technologischer Art (soziale Innovation, Gebrauchs-, Marketing-, Kommunikations-, Organisationinnovation usw.). Sie ist oft multidimensional und beeinflusst die Entwicklung von mehreren dieser Gebiete. Auf diese Definition bezieht sich auch das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI).<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> OECD/Eurostat (2019), [Manuel d'Oslo 2018](#): Lignes directrices pour le recueil, la communication et l'utilisation des données sur l'innovation, 4ème édition, Mesurer les activités scientifiques, technologiques et d'innovation, Éditions OCDE, Paris (Leitfaden zur Sammlung und Nutzung von Daten über Innovation: existiert nur auf Französisch und Englisch).

<sup>2</sup> Bericht des SBFI: [«Forschung und Innovation in der Schweiz - Zwischenbericht 2022»](#), S.8-9.

Da die Innovation ein kreativer, freier Prozess ist, der sich nicht erzwingen lässt, liegt die Rolle des Staats darin, die nötigen Infrastrukturen und geeigneten Rahmenbedingungen zu schaffen, die der Innovation förderlich sind. Der aktuelle Rahmen für die Innovation im Kanton Freiburg ist dreiteilig: ein Teil auf Bundesebene, einer auf interkantonaler und einer auf kantonaler Ebene. Diese werden weiter unten im Einzelnen beschrieben. Die Innovationsförderung auf Bundesebene und auf interkantonaler Ebene sind nicht Hauptgegenstand der vorliegenden Motion, weshalb sie nicht abschliessend beschrieben werden. Die drei Ebenen interagieren miteinander und sind komplementär. Ihr Zusammenwirken war in den letzten Jahren sehr erfolgreich und hat im Kanton zu einer Rekordzahl von Stellenschaffungen und realisierten Projekten geführt.

Es sei an dieser Stelle daran erinnert, dass eine in der Luxuspartie tätige Firma unseren Kanton für eine Niederlassung gewählt hat. Dieses Projekt wird das Freiburger Wirtschaftsgefüge stark und nachhaltig verändern. Es bestätigt auch die Attraktivität unseres Kantons, sein innovationsfreundliches Umfeld und die Qualität der gebotenen Rahmenbedingungen.

## **2.1. Das Freiburger Innovationssystem: ein reichhaltiges Zusammenspiel auf drei Ebenen**

### **2.1.1. Die Innovation auf Bundesebene**

Auf Bundesebene legt das Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation (FIFG; SR 420.1)<sup>3</sup> die Regeln für die Schweizerische Agentur für Innovationsförderung (Innosuisse) fest. Dies ist das wichtigste Instrument auf Bundesebene, mit dem gemeinsame Innovationsvorhaben von akademischen und wirtschaftlichen Partnern unterstützt werden. Die Finanzierung der Projekte erfolgt zu 50 % durch den Bund und zu 50 % durch das Unternehmen. Der Kanton kann die Hälfte des Anteils übernehmen, für den das Unternehmen aufkommen muss, höchstens jedoch 100 000 Franken.

Im Jahr 2022 waren im Kanton Freiburg mehr als zehn Freiburger Unternehmen an über zwanzig Projekten beteiligt, die von Innosuisse mit Innovationsschecks unterstützt wurden. Die Zahl der Projekte ist in den letzten fünf Jahren zudem deutlich angestiegen (2017 = 12 Projekte).

### **2.1.2. Die Innovation auf interkantonaler Ebene**

Auf interkantonaler Ebene sind zwei Einrichtungen erwähnenswert: Der Verein platinn<sup>4</sup> bietet Coaching für Unternehmen in den Bereichen Geschäftsentwicklung, Suche von Partnerschaften, Beschaffung finanzieller Mittel und Ressourcen-Entwicklung. platinn wird von den Kantonen und vom Bund finanziert. Im Jahr 2022 hat platinn 70 Projekte für Geschäftsinnovationen von 35 Freiburger Unternehmen, hauptsächlich kleine und mittlere Unternehmen (KMU) und Mikrounternehmen, begleitet, die auf fast alle Wirtschaftszweige des Kantons verteilt sind. Die Bürgschaft Westschweiz (Cautionnement romand)<sup>5</sup> ist eine Genossenschaft der Kantone Freiburg, Genf, Neuenburg, Waadt und Wallis. Sie bezweckt, durch Solidarbürgschaften den Zugang zu Bankkrediten zu erleichtern. Die Bürgschaft Westschweiz finanziert sich durch ihre Geschäftstätigkeit, durch die Verlustbeteiligung des Bundes von 65 % und durch die Kantone, die Kapitalinhaber sind.

Die Wettbewerbsfähigkeit und die Innovationstätigkeit im Kanton werden auch über das Umsetzungsprogramm zur Neuen Regionalpolitik (NRP) gesteigert. Die NRP stärkt die

---

<sup>3</sup> <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2013/786/de>

<sup>4</sup> <https://platinn.ch/de/>

<sup>5</sup> <https://www.cautionnementromand.ch/de/>

interkantonale Zusammenarbeit zum Zweck der Wirtschaftsförderung, und zwar hauptsächlich im Rahmen der Fachplattformen des Vereins *Réseau Innovation Suisse Occidentale* (ARI-SO)<sup>6</sup>, der Hauptstadtregion Schweiz, der Interreg-Programme und der Unterstützung von innovativen Projekten.<sup>7</sup>

Im Jahr 2022 wurden 15 Projekte im Rahmen der NRP genehmigt. Die Finanzhilfen dafür belaufen sich auf insgesamt 1 353 920 Franken. Diese Projekte verteilen sich auf die folgenden Gebiete: Gemeinschaftsprojekte (9), Tourismus (2), Programm Bergregionen (3) und neue Themen (1).<sup>8</sup> Der Staat hat für das laufende Mehrjahresprogramm (2020-2023) 6 740 319 Franken bereitgestellt.

Die Arbeiten am NRP-Programm 2024-2027 haben begonnen. Die beiden zentralen Themen, die Industrie und der Tourismus, bleiben prioritär. Neuerungen betreffen die lokale Wirtschaft, die nachhaltige Entwicklung und die Digitalisierung – alles gebietsübergreifende Themen.

### 2.1.3. Die Innovation auf kantonaler Ebene

Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass die Innovationsförderung auf kantonaler Ebene zum Auftrag der Wirtschaftsförderung gehört. Dieser Auftrag ist im kantonalen Gesetz über die Wirtschaftsförderung (Art. 2 Abs. 1 Bst. b, Art. 3 Abs. 1 Bst. b und Art. 17ff. WFG; SGF 900.1) und seinem Reglement (Art. 18ff. WFR; SGF 900.12) verankert. Eine Trennung von Wirtschaftsförderung und Innovation ist nicht sinnvoll.

Denn die Förderung der Wirtschaft und der Innovation sind eng miteinander verknüpft. Die Aufgabe der Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (WIF) ist es namentlich, die im Kanton niedergelassenen Unternehmen bei ihrer Innovationstätigkeit zu unterstützen (Art. 5 Abs. 1 Bst. b WFG). Sie hat in den vergangenen Jahren diese Aufgabe im Rahmen ihrer Mittlerrolle erfüllt. Die WIF nutzt aktiv und mit Erfolg das Innovationsökosystem, um wertschöpfende Unternehmen anzuziehen. Deshalb geht nach Meinung des Staatsrats der bestehende gesetzliche Rahmen angemessen und ausreichend auf die aktuellen Bedürfnisse der Innovationspolitik ein. Im Übrigen weist der Staatsrat darauf hin, dass die zuständige Direktion (Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion; VWBD) stetig nach allfälligen Verbesserungen des gesetzlichen Rahmens sucht. Dies hat denn auch zur letzten Revision des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung und seines Reglements im Jahr 2018 geführt, die genau zum Ziel hatte, die Innovationsförderung zu verstärken.

Der Kanton Freiburg verfügt über ein vollständiges Instrumentarium zur Unterstützung von Unternehmen in jeder Phase ihrer Entwicklung.

---

<sup>6</sup> Die vier ARI-SO-Fachplattformen decken das gesamte Gebiet der Westschweiz ab. Ihr Ziel ist es, in der Westschweiz eine öffentliche Innovationsförderpolitik umzusetzen, die hauptsächlich aus einer persönlichen und effizienten Betreuung der auf dem Fachgebiet der Plattformen tätigen KMU und Start-ups besteht, aber auch aus Coachingdienstleistungen, Vermittlung von Kontakten mit den Hochschulen und dem Zugang zu verschiedenen Technologie-Transfer-Möglichkeiten. Im Durchschnitt werden im Kanton jährlich rund hundert Innovationsprojekte durchgeführt, an denen rund fünfzig Freiburger Unternehmen beteiligt sind.

<sup>7</sup> Vgl. hierzu auch den [Bericht 2019-DEE-17](#) zum Postulat 2018-GC-179 Moussa Elias/Gapany Johanna – Wirtschaftliche Gesundheit des Kantons: die Wettbewerbsfähigkeit auf dem Spiel.

<sup>8</sup> Zum Beispiel Projekte im Bereich der Digitalisierung

So steht den Projektträgerinnen und Projektträgern sowie den Jungunternehmen das erfahrene Team von Fri Up<sup>9</sup> zur Verfügung. Diese Einrichtung dient der Begleitung und dem Coaching von Trägerinnen und Trägern unternehmerischer Projekte sowie von Jungunternehmen. Der Verein wird mehrheitlich durch den Staat und den Bund über die Neue Regionalpolitik finanziert.

Auf finanzieller Ebene kann die Stiftung Seed Capital Freiburg<sup>10</sup>, zinslose Darlehen für die Herstellung eines Prototyps oder für die Marktvalidierung gewähren. Diese Stiftung wird durch den Staat finanziert. Der Staat Freiburg wird also in einem sehr frühen Finanzierungsstadium von Start-ups aktiv, dem riskantesten. Im Jahr 2022 hat Seed Capital Freiburg fünf neue innovative Unternehmen mit Darlehen über einen Gesamtbetrag von 386 000 Franken unterstützt. Die Stiftung hat 25 Start-ups in ihrem Portfolio mit einem gesamten Darlehensvolumen von über 2 Millionen Franken.

Sobald ein Unternehmen ein Produkt entwickelt hat, kann es je nach seinen spezifischen Bedürfnissen von der Unterstützung von Fri Up oder von platinn profitieren, um die industrielle Produktion zu starten, eine Vermarktungsstrategie aufzustellen, ein Vertriebsnetz aufzubauen usw.

Auf finanzieller Ebene kann die Risikokapital Freiburg AG (RKF)<sup>11</sup> den Erfolg von Finanzierungsrunden begünstigen, indem sie Beteiligungen aufnimmt oder Darlehen als Minderheitsaktionärin gewährt. Diese Einrichtung bietet eine finanzielle Unterstützung in der Kapitalbeschaffungsphase. Sie beteiligt sich an Start-ups oder gewährt ihnen Aktionärsdarlehen. Die Risikokapital Freiburg AG ist eine Aktiengesellschaft, die vom Staat, von der Freiburger Kantonalbank, Groupe E und der Pensionskasse des Staats Freiburg finanziert wird. Im Allgemeinen wird ihre Beteiligung von den anderen Investoren sehr geschätzt, da sie die regionale Unterstützung des Projekts bestätigt. Im Jahr 2022 hat sich die RKF an fünf neuen Investitionen mit einem Gesamtbetrag von 1 035 000 Franken beteiligt. Diese Investitionen haben es den betroffenen Unternehmen ermöglicht, zusätzliche Mittel in der Höhe von 15 229 000 Franken aufzunehmen und knapp 50 Arbeitsplätze zu schaffen oder zu erhalten.

Wenn das Produkt auf dem Markt ist und das Unternehmen in die Wachstumsphase tritt, kann die Bürgschaft Westschweiz den Zugang zu Bankkrediten erleichtern, indem sie einen Betriebs- oder Investitionskredit bis zu einem Betrag von einer Million Franken ganz oder teilweise verbürgt. Die Bürgschaft kann bei Bedarf durch eine kantonale Bürgschaft bis zu einem Betrag von drei Millionen Franken ergänzt werden. Bemerkenswert ist, dass das Reglement von Bürgschaft Westschweiz es ihr erlaubt, auch Start-ups zu unterstützen, was für ein derartiges Instrument ungewöhnlich ist.

Während all diesen Entwicklungsphasen, vom Projekt über das Start-up und das Scale-up bis zum KMU, kann die WIF die Instrumente nutzen, die ihr durch das WFG zur Verfügung gestellt werden. All diese Instrumente fördern die Innovation dank A-fonds-perdu-Beiträgen für Unternehmen, damit diese ihre eigenen Ressourcen möglichst ausschliesslich auf die Entwicklung und die Innovation konzentrieren können. Möglich ist auch eine Unterstützung für die Miete, die Beschäftigung, für Investitionen, die Erschliessung neuer Märkte und die Forschung und Entwicklung (F&E) (WFG, WFR). Die beiden letzten Unterstützungsmöglichkeiten sind besonders interessant in Bezug auf die Innovationsförderung:

---

<sup>9</sup> <https://www.friup.ch/de/>

<sup>10</sup> <https://www.seedcapital-fr.ch>

<sup>11</sup> <https://capitalrisque-fr.ch>

- > Die Unterstützung der F&E ermöglicht es, ein Unternehmen bei einem Innovationsvorhaben zu fördern. Oft handelt es sich dabei um ein Innosuisse-Projekt, was aber nicht zwingend ist. Die Unterstützung wurde denn auch bereits mehrfach für Projekte gewährt, die nicht das Innosuisse-Label trugen. Um ein Zahlenbeispiel zu nennen: Ein Unternehmen, das ein von Innosuisse unterstütztes Innovationsprojekt durchführt, dessen Kosten auf 600 000 Franken veranschlagt werden, erhält von Innosuisse 300 000 Franken und kann vom Kanton Freiburg einen zusätzlichen Beitrag von 100 000 Franken erhalten. Das Unternehmen muss nur noch für 200 000 Franken selber aufkommen, was einem Drittel der Projektkosten entspricht.
- > Die Unterstützung für die Erschliessung neuer Märkte ermöglicht es, verschiedene Massnahmen für die Vermarktung zu fördern, insbesondere Massnahmen im Zusammenhang mit Patenten und Zertifizierungen. Dies fördert die Innovationstätigkeit der Unternehmen sehr direkt.

Dem ist anzufügen, dass für einen Beitrag gestützt auf das WFG zwei zentrale Voraussetzungen erfüllt sein müssen: Es darf keine Wettbewerbsverzerrung geben (keine Benachteiligung eines anderen Freiburger Unternehmens auf dem Freiburger Markt) und das Projekt muss neuartig sein. Eine Wettbewerbsverzerrung durch die Vergabe von öffentlichen Geldern wäre stossend und die Neuartigkeit des Projekts ist im Zusammenhang mit der Innovationsförderung selbstverständlich.

Der Kanton Freiburg verfügt also über ein vollständiges Ökosystem zur Förderung innovativer Unternehmen. Das Einzige, was allenfalls fehlen könnte, wäre möglicherweise ein Gründerzentrum, das Start-ups ein bereicherndes und qualitativ hochstehendes Umfeld zu attraktiven Bedingungen bieten würde.

Früher hat es einmal Gründerzentren in Freiburg, Murten und Vaulruz gegeben. Bevor jedoch der Frage nachgegangen wird, ob ein zentrales Gründerzentrum einen echten Mehrwert bieten und der Innovation im Kanton mehr Dynamik verleihen würde, ist zu prüfen, wie weit das aktuelle Beherbergungsangebot in den bestehenden Innovationsparks – La Maillarde in Romont, AgriCo in Saint-Aubin, Le Vivier in Villaz-Saint-Pierre, Marly Innovation Center in Marly und Bluefactory in Freiburg – die Nachfrage zu decken vermag. Sollte ein Bedarf bestehen, ist der Staatsrat bereit, die Eignung einer derartigen Einrichtung zu prüfen.

Weiter ist zu erwähnen, dass die WIF in den leitenden Gremien aller oben genannten Organisationen vertreten ist, was eine effiziente Koordination dieser Instrumente zur Förderung der Freiburger Unternehmen und insbesondere zur Innovationsförderung ermöglicht.

Das im Jahr 2018 revidierte kantonale Gesetz über die Wirtschaftsförderung hat es der WIF trotz einem schwierigen Umfeld (Gesundheits-, Inflations- und Energiekrise) ermöglicht, ein Rekordergebnis zu erzielen, was die Zahl der realisierten Projekte und der geschaffenen Stellen betrifft. So hat beispielsweise die Zahl der Innosuisse-Projekte von Freiburger Unternehmen zugenommen, wie auch die Zahl der NRP-Projekte mit der Unterstützung von Innosquare<sup>12</sup> (Partnerschaft zwischen der WIF, der Hochschule für Technik und Architektur [HTA-FR] und der Handels- und Industriekammer des Kantons Freiburg [HIKF]). Dieser Verein hat sich in den vergangenen Jahren im Freiburger Ökosystem als Beschleuniger von Innovationsvorhaben positioniert. Auch die ARI-SO-Plattformen sind erfolgreich, wie auch Fri Up<sup>13</sup>, was die ausgezeichneten Resultate der letzten fünf Jahre beweisen.

---

<sup>12</sup> <https://www.innosquare.com/de/>

<sup>13</sup> Fri Up, [Jahresbericht](#) (2021), Eckdaten, S.4.



## 2.2. Bedeutung der Kompetenzzentren und Institute, die auf anwendungsorientierte Forschung spezialisiert sind.

Die Innovation hängt auch von der Forschungstätigkeit (Grundlagenforschung und anwendungsorientierte Forschung) in der Umgebung ab. Das Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation (Art. 2 FIFG) definiert die wissenschaftliche Forschung als methodengeleitete Suche nach neuen Erkenntnissen. Sie umfasst die Grundlagenforschung, deren primäres Ziel der Erkenntnisgewinn ist, sowie die anwendungsorientierte Forschung, deren primäres Ziel Beiträge für praxisbezogene Problemlösungen sind. Das Gesetz definiert die wissenschaftsbasierte Innovation als die Entwicklung neuer Produkte, Verfahren, Prozesse und Dienstleistungen für Wirtschaft und Gesellschaft durch Forschung, insbesondere anwendungsorientierte Forschung, und die Verwertung ihrer Resultate.<sup>14</sup>

Die beiden Arten von Forschung verfolgen unterschiedliche Ziele, was eine unterschiedliche Führung wie im Kanton Freiburg rechtfertigen kann (vgl. Kapitel 1.5 weiter unten).

Der Staatsrat ruft auch die hohe Dichte an Kompetenzzentren und ihre Bedeutung für die Wirtschaftsförderung des Kantons in Erinnerung. Ihre Präsenz stellt oft ein entscheidendes Argument im Gespräch mit Unternehmen dar, die sich für eine Niederlassung im Kanton interessieren.<sup>15</sup> Die WIF nutzt diese Kompetenzzentren aktiv und mit Erfolg bei ihrer Akquisitionstätigkeit.

Die wichtigsten Kompetenzzentren werden im Folgenden kurz beschrieben:

- > Das Biofactory Competence Center (BCC) ist ein Bildungs- und Forschungszentrum im Biopharma- und Biotech-Bereich.
- > Der Campus Grangeneuve-Posieux ist ein Kompetenzzentrum des Kantons und des Bundes für Bildung und Forschung im Bereich der Landwirtschaft und der Ernährung.
- > Das Kompetenzzentrum für Gebäudesanierung (KGS) hat den Auftrag, die Instrumente und das Know-how im Bereich der energetischen Gebäudesanierung zu sammeln und der Öffentlichkeit und den Fachpersonen zur Verfügung zu stellen. Es wird zu diesem Zweck mit den verschiedenen Akteuren aus Technik, Wissenschaft und Verwaltung zusammenarbeiten.
- > Der Nationale Forschungsschwerpunkt (NFS) Bioinspirierte Materialien ist ein international anerkanntes Zentrum für Spitzenforschung, Innovation und Lehre im Bereich der «intelligenten» Materialien, deren Funktion und Design von der Natur inspiriert sind.
- > Das Institut iPrint ist im Bereich des Digitaldrucks tätig. Seine Stärken liegen in der Inkjet-Technologie und der additiven Fertigung.
- > Das Plastics Innovation Competence Center (PICC) ist ein Bildungs- und Forschungszentrum in Kunststofftechnologien und dient den Unternehmen und Hochschulen als Ort der Zusammenarbeit und Innovation.
- > Das Robust and Safe Systems Center Fribourg (ROSAS) ist ein Kompetenzzentrum im Bereich der eingebetteten sicheren und robusten Systeme, die in Branchen wie Luftfahrt, Automobil, Eisenbahn, Maschinen, Energie und Internetsicherheit zur Anwendung kommen.
- > Das Smart living lab (SLL) ist ein gemeinsames Forschungsprojekt der Eidgenössischen Technischen Hochschule Lausanne (ETH Lausanne), der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg, der Universität Freiburg und des Kantons Freiburg. Es zielt darauf ab, ein national und international anerkanntes Zentrum für das Wohnen der Zukunft zu schaffen. Das

---

<sup>14</sup> Bericht des SBFI: [«Forschung und Innovation in der Schweiz - Zwischenbericht 2022»](#), S.8.

<sup>15</sup> Vgl. auch die Antwort auf die [Anfrage 2021-CE-438 Bonny David](#) – Ist der Kanton Freiburg der am wenigsten wettbewerbsfähige Kanton im Bereich der Innovation?

SLL wird ein Versuchsgebäude erhalten, für das ein Verpflichtungskredit von 25 Millionen Franken in Form eines rückzahlbaren Darlehens vergeben wurde. Das Gebäude auf dem blueFACTORY-Gelände wird voraussichtlich 2025 betriebsbereit sein. Anlässlich des Treffens der Direktion der ETH Lausanne mit dem Staatsrat des Kantons Freiburg vom 31.01.2023 wurde vereinbart, eine Erweiterung des ETH-Campus in Freiburg zu prüfen. Entsprechende Gespräche sind zurzeit im Gange.

Der Kanton Freiburg verfügt auch über mehrere **Forschungsinstitute**, die auf die **anwendungsorientierte Forschung** in aufstrebenden Bereichen spezialisiert sind und einen wichtigen Trumpf für das Unternehmertum und die Innovation darstellen:

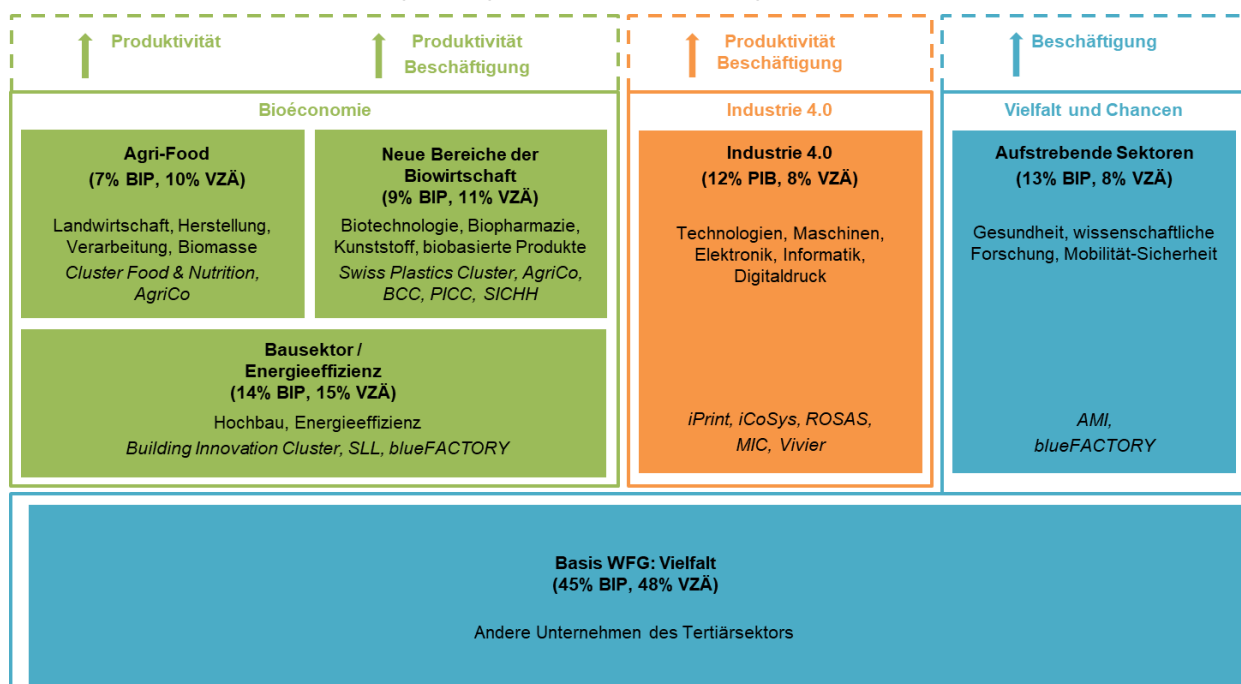
- > Das Human-Centered Interaction Science and Technology Institute (Human-IST) widmet sich der Forschung im Bereich der Interaktion von Mensch und Maschine.
- > Das Institut für chemische Technologien (ChemTech) fördert den Technologietransfer zwischen den Innovationen der Grundlagenforschung im Molekularbereich und den industriellen Anwendungen, die durch sie optimiert werden. Seine anwendungsorientierte Forschungstätigkeit bietet konkrete Lösungen für die chemische Industrie.
- > Das Institut für anwendungsorientierte Forschung in Energiesystemen (ENERGY) unterstützt und fördert die Entwicklung einer Gesellschaft, die in Bezug auf ihre Energieversorgung und ihr Energiemanagement nachhaltig ist.
- > Das Institut für Technologien zur Verbesserung des Wohlbefindens (HumanTech) bezweckt, das Wohlbefinden und die Lebensqualität der Menschen dank dem geschickten Einsatz von neuen Technologien zu verbessern und so ihre Fähigkeiten zu stärken, die sie als Individuen, aber auch als Mitglieder einer Gesellschaft, die immer dynamischer, mobiler und globaler wird, nutzen.
- > Das Institut für komplexe Systeme (iCoSys) fördert die Innovation im Bereich der komplexen Systeme im Dienste einer nachhaltigen Entwicklung der Wirtschaft und der Ausbildung. Mit der Förderung des Wissens- und Technologietransfers von der Lehre und Forschung zur lokalen und regionalen Wirtschaft will das Institut iCoSys interdisziplinäre Ansätze entwickeln und die nationale und internationale Zusammenarbeit begünstigen.
- > Das Institut für angewandte Forschung in der Kunststofftechnologie (iRAP) hat sich auf die Fachbereiche Spritzgiessen, Compounding und Keramikspritzgiessen spezialisiert. Das iRAP arbeitet im Rahmen von kurz-, mittel- und langfristigen anwendungsorientierten Forschungs- und Entwicklungsprojekten mit der Industrie zusammen und bietet ihr auch Dienstleistungen an.
- > Das Institut für Sichere und Intelligente Systeme (iSIS) bietet sich als Partner für die Entwicklung von sicheren, intelligenten und zuverlässigen Systemen für eine Vielzahl von industriellen Anwendungen an. Es verfügt über weitreichende Erfahrung und Kompetenzen im Bereich von zuverlässigen eingebetteten Systemen, die Hardware, Netzwerke und Software kombinieren und die gesamte Wertkette vom Sensor bis zum komplexen Informatiksystem abdecken.
- > Das Institut für Bau- und Umwelttechnologien (iTEC) forscht in der Entwicklung von Methoden, technologischen Verfahren und Produkten im Bereich Bauingenieurwissenschaften und Umwelt.
- > Das Sustainable Engineering Systems Institute (SeSi) konzentriert sich auf mechanische Bauteile mit hoher Wertschöpfung sowie auf intelligente und nachhaltige mechanische Systeme und deren Entwicklung unter Einsatz digitaler Tools.
- > Das Institut für Architektur: Erbe, Konstruktion und Nutzer (TRANSFORM) befasst sich mit der umsichtigen Umgestaltung der gebauten Umwelt unter Einbezug von innovativen Prozessen und Technologien.
- > Das Adolph-Merkle-Institut (AMI) ist ein international anerkanntes Kompetenzzentrum für Nanotechnologien und die Analyse von Nanomaterialien.

Diese anwendungsorientierten Forschungsinstitute und Kompetenzzentren arbeiten regelmässig mit Freiburger Unternehmen zusammen. Diesbezüglich hat die WIF die Aufgabe, Kontakte zu vermitteln und die Innovation zu stimulieren, indem sie gemeinsam mit den Wirtschaftsverbänden des Kantons die Zusammenarbeit mit den Unternehmen fördert.

Was ihre Anerkennung und Kategorisierung betrifft, verweist der Staatsrat auf den ausführlichen Bericht über die globale und koordinierte Wirtschaftsstrategie vom 25. Mai 2020.<sup>16</sup>

Die Kompetenzzentren, die den Hochschulen angeschlossen sind, und die Wissenschaftsparks, die der Innovation auf bestimmten Gebieten gewidmet sind, lassen sich nach Themen einteilen (z.B. Biowirtschaft und Industrie 4.0). Die resultierende Typologie<sup>17</sup> ist klar strukturiert, wie die folgende Grafik illustriert:

**Abbildung 1:** Wirtschaftsförderungsstrategie des Kantons Freiburg.



Heute profitiert der Kanton von der starken Appellwirkung dieser Innovations-Hotspots, die die Kompetenzzentren und Forschungsinstitute bilden und die oft eine entscheidende Rolle für die Tätigkeit der Wirtschaftsförderung spielen.

Die fünf Innovationsstandorte, in die der Staat und die privaten Akteure massiv investiert haben, sind in den Publikationen<sup>18</sup> der WIF detailliert beschrieben. Die Partner der Wirtschaftsförderung und namentlich Fri Up werben ebenfalls für dieses Ökosystem. Der Kanton verfügt also nachweislich über spezifische Kompetenzen und Infrastrukturen auf seinem Kantonsgebiet. Diese Zentren haben nachweislich eine indirekte positive Wirkung auf die Attraktivität des Kantons Freiburg für innovative Unternehmen.

<sup>16</sup> Bericht [2017-DEE-78](#) zum Postulat 2016-GC-12 Fellmann Sabrina/Dietrich Laurent – Globale und koordinierte Wirtschaftsstrategie.

<sup>17</sup> Ibid. besonders zur Frage der Niederlassung von Unternehmen im Kanton.

<sup>18</sup> Vgl. zum Beispiel Fribourg Network Freiburg 2022: [Industry 4.0: Opportunities of Value Creation](#), S.14.

Diese Innovations-Hotspots haben beispielsweise die Niederlassung der japanischen Firma EPSON im Kanton Freiburg ermöglicht, die ein F&E-Zentrum im Marly Innovation Center (MIC) eingerichtet hat, um enger mit dem Institut iPrint zusammenzuarbeiten. Die Ansiedlung von Start-ups wie Bionomous oder Revario oder der Entscheidung von PALL, zusammen mit dem BCC ein Labor für Gentherapie auf dem BFF-Gelände einzurichten und zu finanzieren, sind weitere Beispiele unter vielen, die für die Qualität des Freiburger Innovationsökosystems sprechen.

### 2.3. Investitionen in die Instrumente und die Infrastruktur zugunsten der Innovation

Die verschiedenen oben angeführten Punkte bestätigen, dass die zahlreichen Aktionen und die hohen finanziellen Mittel, die der Staat in den letzten Jahren zugunsten der Innovation eingesetzt hat, Früchte zu tragen beginnen.

Die untenstehende Tabelle liefert eine Übersicht über einige Investitionen des Staats in die Innovation, und zwar auf Ebene der Inhalte (Instrumente zur Förderung der Innovation) und auf Ebene der Hülle (Infrastruktur).

	Gesetzesgrundlage	Instrument	Betrag
<b>Investitionen in Instrumente zur Förderung der Innovation (Inhalt)</b>			
<b>Wirtschafts-förderung</b>	Gesetz über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1), 2020; und sein Reglement (WFR; SGF 900.11), 2018	Unterstützung von Unternehmen (Erschliessung neuer Märkte, aF&E...)	2 Mio. Franken / Jahr
		Innovationspreis	100 000 Franken pro Ausgabe, die alle zwei Jahre stattfindet. Der Betrag entspricht nur dem Beitrag des Staats.
		Fri Up	2,7 Mio. Franken für die Jahre 2020-2023
		Innosquare	953 000 Franken für das Budget 2020-2023
	Bundesgesetz über Regionalpolitik (SR 901.0), 2006	Neue Regionalpolitik (NRP) Innovative Projekte (Tourismus und Industrie)	7,4 Mio. Franken für das Budget des aktuellen Mehrjahresprogramms (2020-2023). Der Bund leistet einen Beitrag von 5,6 Mio. Franken an das Programm.
<b>Stiftung Seed Capital Freiburg</b>	Art. 10a Abs. 1 Gesetz über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1), 2020 Dekret ASF 2018_122	Seed-Darlehen für Firmen in der Anfangsphase (Start-ups)	2 Mio. Franken bei der Gründung 2010. 2,35 Mio. Franken zusätzliche Mittel zwischen 2018 und 2022 für eine gesamte Finanzierungssumme von 4,35 Mio. Franken.
<b>Risikokapital Freiburg AG</b>	Art. 10a Abs. 2 Gesetz über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1), 2020 Dekret ASF 2018_122	Vorübergehender Erwerb von Minderheitsbeteiligungen und/oder Gewährung von Darlehen. Mitinvestition meist im Rahmen von Finanzierungsrunden von 1-3 Mio. Franken.	Das Aktienkapital der RKF SA beläuft sich auf 12 Mio. Franken. Finanzierung durch den Staat (47%), die Freiburger Kantonalbank (32%), Groupe E (16%) und die Pensionskasse des Freiburger Staatspersonals (5%). Der Staat hat sich 2019 an der letzten Kapitalerhöhung mit 2,8 Millionen Franken beteiligt.

	<b>Gesetzesgrundlage</b>	<b>Instrument</b>	<b>Betrag</b>
<b>VWBD/ILFD/RIMU</b>	Staatsratsbeschluss vom 12. Januar 2021 über die Genehmigung der Entwicklungsstrategie für den Landwirtschafts- und Lebensmittelsektor	Lebensmittelstrategie	1,3 Mio. Franken / Jahr
<b>ILFD</b>	Art. 34 Landwirtschaftsgesetz (LandwG; SGF 910.1) und Art. 78 ff. LandwR	Landwirtschaftlicher Innovationspreis	20 000 Franken pro Ausgabe, die alle zwei Jahre stattfindet. Der Betrag entspricht nur dem Beitrag des Staats.
<b>HES-SO/FR</b>	Art. 56 Gesetz über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG; SGF 432.12.1), 2015	aF&E-Fonds der HES-SO//FR	Speisung mit 12 Millionen Franken über die letzten fünf Jahre.
<b>Universität Freiburg</b>	Art. 10a Gesetz über die Universität (UniG), 2016	Innovations- und Entwicklungsfonds (FIE) der Universität Freiburg	Speisung mit 13,136 Millionen Franken über die letzten sechs Jahre, davon sind 4 Millionen Franken für das Projekt Zusammenführung UNI-HEP bestimmt, die sich die beiden Institutionen teilen.
<b>SLL (Lehrstühle)</b>	Vereinbarung vom 11. März 2014 mit der EPFL über die Finanzierung des Smart Living Lab (SLL).	Finanzierung von zwei ordentlichen Lehrstühlen und eines Lehrstuhls für eine/n Gastprofessor/in im Rahmen des EPFL-Campus in Freiburg.	5 063 000 Franken / Jahr. Die Finanzierung umfasst den Lehrkörper, den Mittelbau und die Mitarbeitenden.
<b>SLL (akademische Aspekte)</b>		Beitrag des Staats an die akademischen Aspekte	1 715 910 Franken für die HTA-FR und 928 000 Franken für die UniFR (Staatsrechnung 2021)

#### **Investitionen in die Infrastruktur im Dienste der Innovation (Hülle) \***

<b>Agroscope</b>	Botschaft 2014-DIAF-13 und Dekret ASF 2015_031 Botschaft 2020-DAEC-138 und Dekret ASF 2020_192	Verpflichtungskredit für den Bau eines Forschungsgebäudes am Standort von Agroscope in Posieux	124,431 Mio. Franken (Kostenvorschuss)
<b>Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik (KAAB)</b>	Gesetz über die aktive Bodenpolitik (ABPG; SGF 900.2), 2020	Fonds für aktive Bodenpolitik (ABP-Fonds), 2019	Der mit 100 Mio. Franken dotierte Fonds ermöglicht die Entwicklung der drei Gelände, die der Staat zum Zweck der aktiven Bodenpolitik erworben hat. (AgriCo in St-Aubin, La Maillarde in Romont und Pré-aux-Moines in Marly).

	<b>Gesetzesgrundlage</b>	<b>Instrument</b>	<b>Betrag</b>
<b>BFF SA</b>	Dekret ASF 2011_056 vom 9. Juni 2011 über den Erwerb der Liegenschaft Artikel 7042 und 7212 der Gemeinde Freiburg – Cardinal-Areal – in einfacher Gesellschaft mit der Stadt Freiburg.	Erwerb des Cardinal-Geländes durch den Staat und die Stadt Freiburg	25 Mio. Franken (Staat und Stadt Freiburg beteiligen sich je hälftig)
<b>BFF SA</b>	Dekret ASF 2021_022	Kapitalerhöhung der blueFACTORY Fribourg-Freiburg SA durch den Staat Freiburg.	50 Mio. Franken (Staat und Stadt Freiburg beteiligen sich je hälftig): bestehend aus 40 Mio. Franken und Umwandlung von Aktionärsdarlehen von 10 Mio. Franken in Aktienkapital.
<b>SLL (Gebäude)</b>	Dekret ASF 2018_043	Verpflichtungskredit in Form eines bedingt rückzahlbaren Darlehens an die BFF SA für den Bau des SLL-Gebäudes.	25 Mio. Franken

\*Diese verschiedenen Investitionen verbessern die Rahmenbedingungen für die Innovation durch die Bereitstellung geeigneter Infrastruktur (Hülle) (z.B. Erhaltung bzw. Entwicklung von Standorten) und unterstützen so die Instrumente zur Förderung der Innovation (Inhalt).

Die obenstehende Tabelle ist zwar nicht vollständig, zeigt aber den hohen finanziellen Aufwand des Staats zugunsten der Innovation. So wurden in den letzten fünf Jahren etwa 94 Millionen Franken für die Inhalte und über 274 Millionen Franken für die Hülle eingesetzt.

#### **2.4. Ziele in Bezug auf die Innovation und insbesondere die Unterstützung der Grundlagenforschung und anwendungsorientierten Forschung**

Das Gesetz über die Universität (UniG; SGF 431.0.1) präzisiert die Aufträge der Universität Freiburg im Bereich der Lehre und Forschung (Art. 1 und 2 UniG). Das Gesetz über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG) präzisiert ebenfalls die Aufträge der Fachhochschulen des Kantons im Bereich der anwendungsorientierten Forschung und Entwicklung (Art. 6 HES-SO//FRG; SGF 432.12.1). In dieser Hinsicht ist das Bestehen von Mechanismen zur Speisung der aF&E-Fonds der HES-SO//FR (erst kürzlich revidierter Artikel 56 HES-SO//FRG) und des Innovations- und Entwicklungsfonds (FIE) der Universität Freiburg (Art. 10a UniG) erfreulich. Diese Fonds sind durch den Staat innerhalb der letzten fünf Jahre mit 24 Millionen Franken gespeist worden. Sie ermöglichen es den Hochschulen des Kantons, unter Wahrung ihrer Unabhängigkeit und unter Beachtung des Grundsatzes der Gleichbehandlung die nötigen Mittel zu beschaffen, um ihre jeweiligen Aufträge zu erfüllen.

Der Staatsrat unterstreicht die ausgezeichneten Beziehungen, die Zusammenarbeit und die Interaktion zwischen der Universität Freiburg, den Fachhochschulen des Kantons, der WIF und Fri Up insbesondere im Hinblick auf den Technologietransfer. Das unternehmerische Potenzial der akademischen Welt, was die Gründung von Start-ups und Spin-offs nach dem Vorbild der Eidgenössischen Technischen Hochschulen betrifft (Regierungsprogramm für die Legislaturperiode 2022-2026, S. 27), könnte jedoch noch verbessert werden. Falls die Ziele in Bezug auf den

Technologietransfer verstärkt werden sollen, müsste geprüft werden, ob dafür eine Änderung der beiden oben erwähnten Gesetze (UniG und HES-SO//FRG) erforderlich ist. Die Kompetenzenteilung zwischen den Direktionen ist davon nicht berührt.

Deshalb hält es der Staatsrat nicht für angezeigt, die Aufgabenteilung zwischen der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion, die über die Fachhochschulen (FH) für die anwendungsorientierte Forschungspolitik zuständig ist, und der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD), die über die Universität für die Politik im Bereich der Grundlagenforschung zuständig ist,<sup>19</sup> einer vertieften Analyse zu unterziehen. Im Übrigen sind die Grundlagenforschung und die anwendungsorientierte Forschung komplementär und dürfen nicht gegeneinander ausgespielt werden.

## **2.5. Spezifische in der Motion angesprochene Punkte**

### **2.5.1. Schaffung einer einzigen Anlaufstelle (Single Point of Entry) für die Innovation**

Die Verfasser der Motion schlagen die Schaffung einer einzigen Anlaufstelle (Single Point of Entry) für die Innovation vor, die die Tätigkeit der verschiedenen Akteure vereinfacht und koordiniert. Der Staatsrat vertritt die Meinung, dass die WIF diese Rolle bereits innehat, die ihr das WFG im Übrigen in Artikel 20 überträgt.

Zur Erinnerung: Die WIF nutzt regelmässig eine Vielzahl von Kanälen (mehrsprachige Website, verstärkte Präsenz in den sozialen Netzwerken, Organisation von Veranstaltungen bzw. Teilnahme daran usw.) und diverse Kommunikationsträger (Newsletter, Factsheets, jährliche Herausgabe des Wirtschaftsmagazins Fribourg Network Freiburg, aktuelle Themendossiers usw.), um ihre üblichen Kundinnen und Kunden wie auch die Öffentlichkeit über ihre Tätigkeit und die verschiedenen Zielgruppen über die verfügbaren Förderinstrumente zu informieren.

Die Kontaktstelle für Unternehmen hat 2022 rund hundert Unternehmen und Projektträger beraten und auf verschiedene Partner der WIF aufmerksam gemacht. Im Jahr 2022 hat Fri Up 306 Beratungsanfragen beantwortet, die Schaffung von über 90 neuen Unternehmen erleichtert und sechs neue Start-ups für eine Begleitung ausgewählt, die der Verein den 23 bisherigen Start-ups angeeignet lässt. Bürgschaft Freiburg, die Freiburger Zweigstelle von Bürgschaft Westschweiz hat 16 Freiburger Unternehmen unterstützt, indem sie insgesamt 4,5 Millionen Franken verbürgt hat. Dadurch hat sie Investitionen von knapp 13 Millionen Franken ermöglicht, die dazu beitragen, 155 Vollzeitstellenäquivalente (VZÄ) zu schaffen oder zu erhalten.

Diese Tätigkeit trägt insbesondere dazu bei, den lokalen Unternehmen massgeschneiderte Lösungen zu bieten. Rund zehn dieser Unternehmen konnten ferner bei der Suche nach Immobilien unterstützt werden, dies auch dank der Zusammenarbeit der Regionalverbände.<sup>20</sup>

### **2.5.2. Schaffung eines Innovationsfonds**

Die Verfasser der Motion schlagen ausserdem vor, einen Innovationsfonds zu schaffen, der die Attraktivität des Kantons Freiburg stärkt, was die Finanzierung von innovativen KMU betrifft, indem die Aufmerksamkeit von privaten Akteuren im Bereich Corporate Funding auf den Kanton gelenkt wird.

---

<sup>19</sup> Es muss präzisiert werden, dass ein Teil der Forschung an der UniFR ebenfalls anwendungsorientiert ist.

<sup>20</sup> Vgl. [Tätigkeitsbericht](#) der Volkswirtschaftsdirektion 2021.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass das Gesetz über die Wirtschaftsförderung (WFG) im Jahr 2018 genau mit dem Ziel revidiert wurde, auf den Bedarf nach Innovationsförderung einzugehen. Wie weiter oben erwähnt, stellt das WFG eine Reihe von Instrumenten zur Innovationsförderung zur Verfügung (Risikokapital Freiburg, Seed Capital Freiburg, Fri Up, Innovationscoaching platinn, direkte finanzielle Unterstützung der Innovation usw.).<sup>21</sup> Diese Instrumente werden als geeignet und effizient gewertet und sind in Bezug auf die Innovationsförderung sehr erfolgreich.

Bei diesem Vorschlag ist ausserdem zu beachten, dass der Bundesrat im Juni 2022 auf Bundesebene erste Schritte zur Schaffung eines Schweizer Innovationsfonds unternommen hat, der für alle Wirtschaftszweige bestimmt ist.

### 2.5.3. Bewertung der Freiburger Innovationspolitik durch das SECO

In der Motion wird erwähnt, dass sich das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) über die Art und Weise geäussert hat, wie der Kanton Freiburg seine Innovationspolitik führt. Der Staatsrat hat keine Kenntnis von einer derartigen Bewertung und lädt die Verfasser der Motion ein, ihm die Dokumente zu zeigen, aus denen dies hervorgeht.

Im Übrigen unterstreicht der Staatsrat, dass das SBFI das Freiburger WFG ausdrücklich als Beispiel für die Innovationsförderung nennt.<sup>22</sup> Der Staatsrat erinnert zudem daran, dass die Kantone bei der Umsetzung ihrer Innovationspolitik autonom sind. Der Bund und die Kantone teilen die gesetzliche Kompetenz im Bereich der Forschung und Innovation, insbesondere was den Wissens- und Technologietransfer, die Start-ups und den Aufbau von Unternehmen betrifft. Die Konferenz kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren (VDK) ist für die interkantonale Koordination zuständig.

### 2.5.4. Das SICHH

Es ist interessant, dass die Verfasser der Motion das Swiss Integrative Center for Human Health (SICHH) als Beispiel anführen. Zur Erinnerung: Der Grosse Rat hatte seine finanzielle Unterstützung an die Bedingung geknüpft, dass es vom SBFI einen finanziellen Beitrag erhält (obwohl das Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation (FIGI) vorschreibt, dass das SBFI nur Beiträge gewährt, wenn sich der Kanton an der Finanzierung beteiligt). Die Vorbehalte des Grossen Rats gegenüber dem SICHH haben ihm die öffentlichen Gelder verwehrt, die es für seinen Betrieb benötigt hätte,<sup>23</sup> was sich auf seinen Antrag beim SBFI auf Anerkennung als technologisches Kompetenzzentrum von nationaler Bedeutung negativ ausgewirkt hat.

Was den spezifischen Fall des SICHH betrifft, ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass sich der Entscheid des Eidgenössischen Departements für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF), das SICHH nicht als technologisches Kompetenzzentrum anzuerkennen und ihm somit keinen finanziellen Beitrag zu gewähren, auf andere Gründe stützt als auf ein fehlendes Innovationsgesetz.

Des Weiteren weist der Staatsrat darauf hin, dass im Kanton Bern ein Innovationsförderungsgesetz geschaffen wurde, weil für die Errichtung des Switzerland Innovation Park in Biel und der Sitem-Insel eine Gesetzeslücke geschlossen werden musste. Eine derartige Gesetzeslücke gibt es im Kanton Freiburg nicht. Die Beteiligung am Switzerland Innovation Park West EPFL auf dem blueFACTORY-Gelände konnte mit der Gründung des Vereins SIP West EPFL durch die fünf

---

<sup>21</sup> Vgl. auch die Antwort auf die [Anfrage Aebischer Susan/ Schoenenweid André 2021-CE-36](#): Zukunft des SICHH sowie Innovations- und Forschungsstrategie, Stand der Dinge.

<sup>22</sup> Bericht des SBFI: «Forschung und Innovation in der Schweiz - Zwischenbericht 2022», S.34.

<sup>23</sup> Vgl. auch die Antwort auf die [Anfrage 2021-CE-43 Piller Benoît / Kubski Grégoire](#): Entlassungen am SICHH; und die Antwort auf die [Anfrage 2021-CE-212 Berset Solange / Piller Benoît](#): Übernahme des SICHH.



Mitgliederkantone (Genf, Freiburg, Neuenburg, Waadt und Wallis) und die ETH Lausanne geregelt werden.

Darüber hinaus zeigt das Neuenburger Beispiel des Centre suisse d'électronique et de microtechnique (CSEM), dass es sehr gut möglich ist, ohne Innovationsgesetz ein technologisches Kompetenzzentrum mit einer starken öffentlich-privaten Partnerschaft zu errichten.

#### 2.5.5. Äusserungen der Verfasser der Motion zur BFF SA

Der Staatsrat möchte die Äusserungen der Verfasser der Motion in Bezug auf die BFF SA und die Antwort zum parlamentarischen Vorstoss<sup>24</sup>, auf die sie sich beziehen, berichtigen.

In der Tat präzisierte der Staatsrat in seiner Antwort gleich zu Beginn: « *Der Standort gehört auch zum nationalen Projekt Swiss Innovation Park (SIP West EPFL), was es dem Kanton Freiburg ermöglicht, eine Schlüsselrolle in einem internationalen Innovationsnetzwerk zu übernehmen. blueFACTORY ist also ein wichtiges Projekt, um die Innovationsfähigkeit der Freiburger Wirtschaft zu steigern. Das Gelände soll zudem ein pulsierender Ort mit Restaurants, kulturellen Projekten, Wohnungen und vielem mehr werden* ».

Deshalb ist der Staatsrat nicht damit einverstanden, die BFF SA auf eine blossе Immobiliengesellschaft zu reduzieren, die der Staat nur aufgrund einer Immobilienstrategie gegründet hätte. Auch wenn die zahlreichen Baustellen, die zurzeit auf dem Gelände im Gang sind, diesen Gedanken nahelegen, ist dies keineswegs das oberste Ziel der BFF SA und erst recht nicht die Absicht des Staats. Es muss deshalb unterstrichen werden, dass die hohen Investitionen des Staats und der Stadt Freiburg in diese Gesellschaft durchaus den Zweck der Innovationsförderung verfolgen.

Der Staatsrat stellt fest, dass es eine ähnliche Fehleinschätzung bezüglich der Grundstücke gibt, die von der kantonalen Anstalt für aktive Bodenpolitik (KAAB) zur Verfügung gestellt werden, und der bedeutenden finanziellen Mittel, die in die aktive Bodenpolitik investiert werden. Auch hier ist es nicht das Ziel, blossе Immobiliengeschäfte zu tätigen, sondern vielmehr die Wirtschaftsentwicklung des Kantons zu fördern, unter anderem mittels Innovation. Die gesamten Aktionen in Bezug auf das Gelände von Saint-Aubin und das AgriCo-Programm sind ebenfalls auf die Innovation ausgerichtet.

### III. Schluss

Der Staatsrat hält es für angezeigt, die Motion auf die einzelnen Punkte aufzuteilen, und nimmt wie folgt Stellung:

#### > WFG und WFR

Die Verfasser der Motion sind der Meinung, dass das kantonale Gesetz über die Wirtschaftsförderung (SGF 900.1) und sein Reglement (SGF 900.12) keine ausreichend strukturierten und ausführlichen Bestimmungen über die Innovationspolitik enthält, die der Kanton verfolgen soll. In ihren Augen fehlen namentlich Angaben über die Zuständigkeit, die Ziele und die dafür eingesetzten Mittel.

---

<sup>24</sup> Vgl. die Antwort auf die [Anfrage Kolly Nicolas / Dorthe Sébastien 2022-CE-129](#), S. 2

Wie bereits erwähnt, gehen die Ziele der Wirtschaftsförderung ausdrücklich auf die Herausforderungen im Bereich der Innovation ein. Die Aufgaben der Wirtschaftsförderung und die kantonale Innovationspolitik könnten jedoch durch eine Revision dieser Erlassstexte ausführlicher definiert werden.

Die Einrichtung einer umfassenden und didaktischen Plattform für die Innovation mit einem gemeinsamen Sekretariat unter der Leitung der WIF könnte die Innovationspolitik des Kantons stärken. Dasselbe gilt für die Schaffung eines Gründerzentrums.

#### > **Bestehende Technologie- und Innovationszentren**

Die verschiedenen im Kanton bestehenden Technologie- und Innovationszentren (AgriCo, BFF, MIC, Le Vivier, La Maillarde usw.) sind bereits anerkannt und kategorisiert, wie dies weiter oben dargelegt wurde. Nach Meinung des Staatsrats bietet die Verankerung dieser Elemente in einem Gesetz keinen zusätzlichen Mehrwert und könnte gar dazu führen, dass die Standorte künftig weniger agil und flexibel sein werden als heute. Ausserdem befindet sich ein Teil dieser Standorte in privater Hand.

Im Übrigen existieren Handlungsmöglichkeiten mit dem Erlass von Dekreten. Diese parlamentarischen Instrumente sind ein wirksames Mittel zur Innovationsförderung und wurden bereits erfolgreich eingesetzt, wie etwa für AgriCo oder BFF.

#### > **Grundlagenforschung und anwendungsorientierte Forschung**

Die Grundlagenforschung und die anwendungsorientierte Forschung sind zwei komplementäre Aspekte eines sehr weitgefassten Gebiets. Der Staatsrat hält es nicht für notwendig, der Forschung weitere Rahmenbedingungen in Form von Zielen vorzugeben. Dies würde darauf hinauslaufen, die Innovation planen zu wollen.

#### > **Schaffung einer einzigen Anlaufstelle**

Entgegen der Meinung der Verfasser der Motion, hält der Staatsrat das Ökosystem der verschiedenen Stellen zur Förderung des Unternehmertums für umfassend, vielfältig und effizient. Die Rolle der zentralen Anlaufstelle (Single Point of Entry) für die Innovation wird bereits von der WIF erfüllt.

Da eine einzige Anlaufstelle bereits existiert, empfiehlt der Staatsrat, diesen Punkt der Motion abzulehnen. Er hält jedoch eine Revision des WFG und des WFR für angezeigt, um die verschiedenen Stellen, die an der Förderung der Innovation und des Unternehmertums beteiligt sind, besser zu positionieren und zu umreissen.

#### > **Schaffung eines Innovationsfonds**

Die Unterstützung von in Gründung befindlichen Unternehmen erfolgt hauptsächlich über zwei Instrumente, nämlich Seed-Darlehen (Stiftung Seed Capital) und Risikokapital (Risikokapital Freiburg AG).

Auf Bundesebene ist dank Innosuisse das Instrumentarium zur Unterstützung der Innovation bereits gut ausgebaut. Mit der Einführung eines allfälligen Innovationsfonds auf Landesebene könnte dieses noch verstärkt werden.

Aus diesen Gründen empfiehlt der Staatsrat, die Schaffung eines Innovationsfonds abzulehnen, da bereits geeignete Massnahmen auf kantonaler und eidgenössischer Ebene existieren.

> **Schaffung eines Innovationsgesetzes**

Aufgrund der weiter oben aufgeführten Darlegungen empfiehlt der Staatsrat, das bestehende Wirtschaftsförderungsgesetz zu revidieren, das zum Wirtschafts- und Innovationsförderungsgesetz umbenannt werden könnte, statt ein neues Innovationsgesetz aufzustellen. Eine Änderung des WFG kann die nötige Klarheit schaffen und zusätzliche Mittel für die Innovationsförderung vorsehen. Gestützt auf die seit der letzten Revision des WFG und des WFR im Jahr 2018 gesammelte Erfahrung könnten beispielsweise neue Instrumente eingeführt oder bestehende Massnahmen an die Marktbedingungen angepasst werden. Im Rahmen dieser Gesetzesrevision könnte zudem die dauerhafte Einführung bestimmter Massnahmen des Wiederankurbelungsplans geprüft werden, die im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise aufgestellt wurden, und zwar insbesondere die Unterstützung der Digitalisierung und Automatisierung (Massnahme Nr. 8 des Wiederankurbelungsplans).

Der Staatsrat empfiehlt deshalb dem Grossen Rat, die Motion aufzuteilen.

Wird die Aufteilung abgelehnt, fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, die Motion abzulehnen.

Wird die Aufteilung gutgeheissen, empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat,

- > dem Grundsatz zuzustimmen, dass die Gesetzesbestimmungen über die Innovationsförderung verbessert werden müssen, aber statt den Staatsrat mit der Ausarbeitung eines neuen Gesetzes über die Innovation zu beauftragen, von ihm die Anpassung des Gesetz über die Wirtschaftsförderung zu verlangen;
- > den Teil abzulehnen, der die Aufnahme der bestehenden Technologie- und Innovationsparks in das Gesetz beinhaltet;
- > den Teil abzulehnen, der die Schaffung einer weiteren zentralen Anlaufstelle für die Innovation beinhaltet, da diese Aufgabe bereits durch die WIF erfüllt wird;
- > den Teil abzulehnen, der die Schaffung eines Innovationsfonds beinhaltet.



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2022-GC-153

### Folie des prix de l'électricité : soulager rapidement et efficacement la population fribourgeoise !

---

Auteur-e-s :	<b>Rey Alizée / Bonny David / Zurich Simon / Moussa Elias / Savoy Françoise / Jaquier Armand / Kubski Grégoire / Mauron Pierre / Levrat Marie / Müller Chantal</b>
Nombre de cosignataires :	<b>8</b>
Dépôt :	<b>06.09.2022</b>
Développement :	<b>06.09.2022</b>
Transmission au Conseil d'Etat :	<b>07.09.2022</b>
Réponse du Conseil d'Etat :	<b>20.06.2023</b>

---

#### I. Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le 6 septembre 2022, les député-e-s signataires demandent au Conseil d'Etat d'élaborer un « chèque électricité » pour les ménages fribourgeois à bas et moyens revenus, visant à compenser la hausse des coûts de l'électricité, estimée à 180 francs pour un ménage moyen, ceci afin de préserver leur pouvoir d'achat et éviter un recul dommageable des dépenses auprès des entreprises du canton. Le Conseil d'Etat est en outre chargé de prévoir un financement indirect de la mesure en augmentant les dividendes versés à l'Etat de Fribourg par les entreprises électriques dans lesquelles il est actionnaire majoritaire et en cas de bénéfices futurs de ces dernières.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

Comme il le sera expliqué ci-après (ch. 1), le mandat tel que déposé est formellement irrecevable. Cependant, par souci d'économie de procédure, le fond du mandat fera également l'objet d'un examen (ch. 2).

##### 1. Irrecevabilité formelle du mandat

Il convient en premier lieu de se pencher sur la recevabilité de l'instrument parlementaire choisi par les député-e-s signataires en vue de requérir l'élaboration de « chèques électricité » à l'intention des ménages fribourgeois à bas et moyens revenus. L'article 79 al. 1 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC ; RSF 121.1) prévoit que le mandat est la proposition faite au Grand Conseil d'amener le Conseil d'Etat à prendre des mesures dans un domaine ressortissant à la compétence de ce dernier. L'alinéa 2 let. a précise que le mandat est irrecevable s'il met en cause la répartition des tâches ou d'autres règles qui figurent dans la Constitution ou dans une loi. Actuellement, il n'existe pas de base légale permettant l'instauration de « chèques électricité » tels que proposés par les député-e-s signataires et ce, tant au niveau fédéral ou cantonal. La mise en œuvre de l'aide financière spécifique destinée à un cercle délimité de destinataires dans un contexte particulier doit

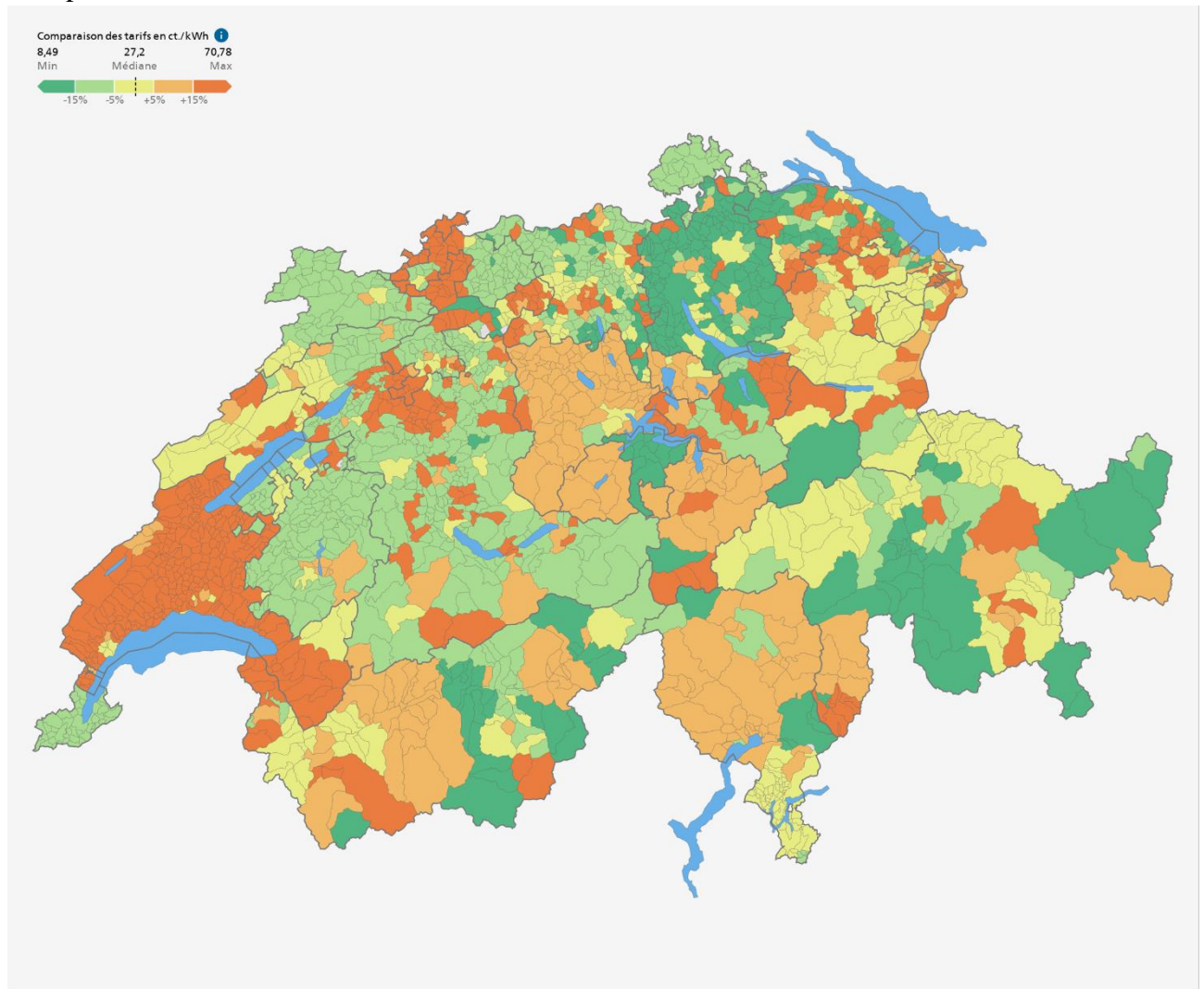
dès lors être examinée à l'aune des dispositions générales relevant de la loi sur les subventions (LSub ; RSF 616.1). La mesure envisagée semble se recouper avec la notion de contribution individuelle prévue à l'article 5 LSub. D'après cet article, est une contribution individuelle la contribution que l'Etat octroie à des individus dans un but social ou culturel et qui ne présuppose pas l'accomplissement d'une tâche d'intérêt public par ceux-ci. Sous réserve de l'exception prévue à l'article 9 al. 2 LSub, selon lequel les aides financières uniques de moins de 100 000 francs ou périodiques d'un montant annuel inférieur à 20 000 francs peuvent être instituées par voie réglementaire, les subventions doivent répondre au principe de légalité et, partant, être instituées par une loi (art. 9 al. 1). Les contributions individuelles ne sont toutefois pas des aides financières au sens de l'art. 3 LSub de sorte que l'exception précitée ne trouve pas d'application s'agissant de la mesure proposée par les député-e-s signataires. Ainsi, pour que le mandat puisse être exécuté conformément à la volonté de ces derniers et dernières, une base légale formelle devrait dès lors être créée. Cette compétence n'est pas du ressort du Conseil d'Etat et le mandat remet ainsi en cause la répartition des tâches entre ce dernier et le Grand Conseil. Le mandat est ainsi irrecevable. Au surplus, il est rappelé qu'en plus du principe de légalité précité, la mise en œuvre de subventions doit également répondre aux principes d'opportunité et de subsidiarité (art. 9 al. 3, 10 et 11 LSub), ce qui semble ne pas être le cas dans le présent cas comme ceci est développé ci-après.

## **2. Appréciation sur le fond du mandat**

Bien que l'irrecevabilité du mandat doive être constatée, le Conseil d'Etat reconnaît que l'augmentation des coûts de l'électricité, annoncée par les gestionnaires de réseau de distribution suisses au 31 août 2022, est importante. Selon les montants avancés par les député-e-s signataires, la hausse atteint en effet 15 francs par mois pour un ménage moyen fourni par Groupe E.

Le Conseil d'Etat rappelle toutefois les grandes variations de prix qui peuvent exister entre les différents gestionnaires, dues principalement aux différences de stratégie d'approvisionnement et de production propre ainsi qu'aux coûts d'entretien du réseau qui peuvent différer. Les chiffres moyens cantonaux fournis par la commission fédérale de l'électricité (ELCom) correspondent aux prix proposés par Groupe E et ne tiennent pas compte des autres gestionnaires proposant des tarifs différents. Un tableau récapitulatif est présenté plus loin dans la réponse par soucis de transparence. Le tarif moyen est de 25,35 centimes par kWh en 2023, le canton de Fribourg se situe donc en dessous de la médiane suisse, laquelle se trouve à 27,2 centimes, alors qu'il se situait sur la médiane en 2022. La situation dépend en outre fortement de la commune et du distributeur, comme le montre le graphique suivant.

## Comparaison des tarifs en ct/kWh



Source : Commission fédérale de l'électricité Elcom, 2023.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le prix de l'électricité a quatre composantes. Il englobe le tarif d'utilisation du réseau (prix pour le transport de l'électricité de la centrale au consommateur), lequel est passé en moyenne de 9,47 à 9,97 par kWh, le tarif de l'énergie (prix de l'énergie électrique fournie, produite par l'exploitant ou achetée en amont par ce dernier), lequel est passé en moyenne de 9,39 à 13,08 centimes par kWh, les redevances dues aux collectivités publiques (taxes et redevances communales et cantonales), lesquelles sont nulles au niveau cantonal mais sont perçues par certaines communes, et le supplément sur le réseau (redevance fédérale pour l'encouragement des énergies renouvelables, pour le soutien de la grande hydraulique et pour l'assainissement écologique des centrales hydrauliques), lequel s'élève comme l'année précédente au maximum légal de 2,3 centimes par kWh. L'augmentation de la composante réseau a donc été de 5,2 % en moyenne cantonale contre 7% en moyenne suisse, et celle de la composante énergie de 39 % en moyenne cantonale contre 64% en moyenne suisse, selon les calculs de l'Elcom<sup>1</sup>. Les redevances cantonales sont quant à elles restées nulles, contre une augmentation de 11 % en

<sup>1</sup> [Prix de l'électricité en Suisse \(admin.ch\)](https://www.admin.ch).

moyenne suisse. Le canton, à l'inverse de certaines communes, ne peut agir sur le prix de l'électricité par le biais de cette composante-là. Le tableau suivant, issu des chiffres communiqués par Elcom, résume la situation et présente les différentes nuances au niveau cantonal<sup>2</sup>.

Gestionnaire et année de référence	Prix en centimes des différentes composantes					Différence 2022-2023 en centimes
	Total	Tarif de l'électricité	Utilisation du réseau	Redevances aux communes	Supplément de réseau	
Groupe E 22	21.16	9.39	9.47	0.00	2.30	4.19
Groupe E 23	25.35	13.08	9.97	0.00	2.30	
IB-Murten 22	21.43	7.92	10.65	0.56	2.30	21.20
IB-Murten 23	42.63	27.42	12.35	0.56	2.30	
Gruyère Energie 22	20.11	8.07	9.19	0.55	2.30	8.51
Gruyère Energie 23	28.62	15.25	10.44	0.63	2.30	

Le Conseil d'Etat rappelle que la hausse des prix concerne également tous les carburants et combustibles et que cette dernière est perceptible depuis la reprise économique post-pandémie et surtout la guerre en Ukraine. Cette évolution des prix de l'énergie dans sa globalité a contribué à l'augmentation de l'inflation. Celle-ci reste toutefois modeste par rapport à d'autres pays. En 2022, le taux de variation annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 2.8 %, contre 9.2 % pour la zone euro. Cela s'explique notamment par le fait que la part des dépenses des ménages consacrées à l'énergie est relativement faible et que les milieux économiques veillent à l'efficacité énergétique. Le renchérissement dans le domaine de l'énergie devrait se stabiliser. L'indice de la composante énergie et carburant de l'IPC en mars 2023 était en recul par rapport au mois précédent<sup>3</sup>.

Il faut rappeler qu'en novembre 2022, le Conseil fédéral a discuté des diverses mesures destinées à soutenir les entreprises et les ménages face à la forte hausse des prix de l'énergie et à l'inflation, et conclu que ni la situation économique ni l'inflation ne justifiaient une intervention. Le Conseil d'Etat estime donc qu'au vu l'augmentation modérée des prix de l'électricité en comparaison nationale, aucune intervention au niveau cantonal ne se justifie non plus à ce stade. Il partage en outre l'avis exprimé par le Conseil fédéral dans sa réponse à l'interpellation 22.3847 Pfister Gerhard, « Protéger le pouvoir d'achat. Bons d'achat pour les ménages à bas ou à moyens revenus », selon lequel il conviendrait de cibler les personnes qui sont les moins capables de faire face à l'augmentation des prix de l'énergie, et d'éviter des mesures basées sur « le principe de l'arrosoir », tels que des bons d'achat ciblés et limités dans le temps, qui pourrait grever inutilement le budget des pouvoirs publics. Corrélativement, le Conseil d'Etat est d'avis que la distribution de « chèques électricité » n'aurait pas forcément pour effet une diminution moindre des dépenses des ménages

<sup>2</sup> Il peut exister certaines différences communales liés à certains prix, c'est notamment le cas pour la ville de Bulle qui présente certains coûts très légèrement plus faibles que ceux présentés notés sous Gruyère Energie.

<sup>3</sup> Voir notamment le [communiqué de l'Office fédéral de la statistique sur l'indice des prix à la production et à l'importation en mars 2023](#).

auprès des entreprises fribourgeoises, dès lors que de tels chèques devraient alors, pour les personnes les mieux ciblées, leur permettre de pourvoir aux besoins de première nécessité, profitant indirectement essentiellement à la grande distribution.

Si, d'une manière générale, le pouvoir d'achat des ménages à plus faible revenu se trouve érodé par l'inflation, il faut rappeler également que le système de sécurité sociale dispose déjà de différents instruments pour les personnes les moins aptes à faire face au renchérissement. S'agissant des prestations complémentaires, le montant de ces dernières et des prestations transitoires ont notamment été adaptés au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les montants annuels des prestations complémentaires et des prestations transitoires, destinées à couvrir les besoins vitaux, sont ainsi passées de 19 610 à 20 100 francs pour les personnes seules et de 29 415 à 30 150 francs pour les couples. Ils sont également passés à 10 515 francs pour les enfants âgés de plus de 11 ans et à 7380 francs pour les enfants de moins de 11 ans.

Dans le cadre de l'aide sociale, les charges courantes sont prises en considération dans la couverture des besoins fondamentaux selon l'article 11 de l'ordonnance fixant les normes de calcul de l'aide matérielle de la loi sur l'aide sociale (RSF 831.0.12). Une recommandation a été adressée par le Service de l'action sociale aux Services sociaux régionaux le 16 septembre 2022 pour prendre en compte les effets du renchérissement dans le calcul des prestations d'aide sociale conformément à la proposition de la Conférence Suisse des institutions d'action sociale (CSIAS).

Concernant les dividendes versés à l'Etat par Groupe E, seul gestionnaire détenu majoritairement par l'Etat de Fribourg, le Conseil d'Etat rappelle que le résultat de cette entreprise est également impacté par les tarifs appliqués en amont par les fournisseurs auprès desquels elle achète du courant. Cela rend plus difficile une augmentation du taux de distribution du bénéfice sans impacter la santé financière de Groupe E. Puiser dans les dividendes pour le financement de tels chèques ne pourrait se faire qu'au détriment d'autres politiques publiques, voire d'autres mécanismes de soutien pour les ménages modestes.

De plus, les hausses du prix de l'électricité s'expliquent par une dépendance électrique du canton et plus largement de la Suisse en hiver envers différents partenaires européens. Dans cette optique, il est nécessaire que les gestionnaires de réseau puissent investir dans la production d'électricité locale avec des moyens financiers suffisants.

Finalement un subventionnement de la consommation d'électricité irait à l'encontre des objectifs climatiques prônés par le canton. En effet, ces chèques électricité seraient de nature à diminuer les incitations à réduire la consommation d'électricité pour les ménages ciblés.

En conclusion de ce qui précède, le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à

- > d'une part, de constater l'irrecevabilité du mandat pour des raisons formelles ;
- > d'autre part, par économie de procédure, d'examiner quand même la question sur le fond et de rejeter la demande pour les raisons invoquées au point 2.





## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2022-GC-153

### Strompreise spielen verrückt: Freiburger Bevölkerung rasch und effizient entlasten!

---

Urheber/innen:	<b>Rey Alizée / Bonny David / Zurich Simon / Moussa Elias / Savoy Françoise / Jaquier Armand / Kubski Grégoire / Mauron Pierre / Levrat Marie / Müller Chantal</b>
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	<b>8</b>
Einreichung:	<b>06.09.2022</b>
Begründung:	<b>06.09.2022</b>
Überweisung an den Staatsrat:	<b>07.09.2022</b>
Antwort des Staatsrats:	<b>20.06.2023</b>

---

#### I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit dem am 6. September 2022 eingereichten und begründeten Auftrag verlangen die unterzeichnenden Grossrätinnen und Grossräte vom Staatsrat, dass er einen «Stromscheck» für alle Freiburger Haushalte mit tiefem und mittlerem Einkommen ausarbeitet, um die steigenden Strompreise zu kompensieren, die für einen durchschnittlichen Haushalt Mehrkosten von etwa 180 Franken bedeuten. Dadurch kann ein für die Unternehmen des Kantons schädlicher Konsumrückgang vermieden werden. Der Staatsrat wird ferner beauftragt, eine indirekte Finanzierung der Massnahme vorzusehen, indem die Elektrizitätsversorger, bei denen der Staat Mehrheitsaktionär ist, ihre Dividenden zu seinen Gunsten erhöhen, falls sie künftig Gewinne machen.

#### II. Antwort des Staatsrats

Wie im Folgenden dargelegt (Kap. 1), ist der eingereichte Auftrag formal nicht zulässig. Doch aus Gründen der Verfahrensökonomie wird der Inhalt des Auftrags trotzdem erörtert (Kap. 2).

##### 1. Formale Unzulässigkeit des Auftrags

Als Erstes ist zu klären, ob der parlamentarische Vorstoss in der Form, die von seinen Verfasserinnen und Verfassern gewählt wurde, zulässig ist, um die Ausarbeitung eines «Stromschecks» für alle Freiburger Haushalte mit tiefem und mittlerem Einkommen zu verlangen. Gemäss Artikel 79 Abs. 1 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) besteht ein Auftrag in einem Antrag an den Grossen Rat, den Staatsrat zu veranlassen, in einem Bereich, der in dessen Zuständigkeit steht, Massnahmen zu ergreifen. Absatz 2 Bst. a präzisiert, dass der Auftrag nicht zulässig ist, wenn er die Aufgabenteilung oder andere Bestimmungen aus der Verfassung oder aus einem Gesetz in Frage stellt. Es gibt heute weder auf Bundes- noch auf Kantonsebene eine gesetzliche Grundlage, gestützt auf die «Stromschecks» eingeführt werden könnten. Die Umsetzung einer spezifischen Finanzhilfe, die sich vor einem besonderen Hintergrund an einen bestimmten Empfängerkreis richtet, muss deshalb unter Beachtung der allgemeinen

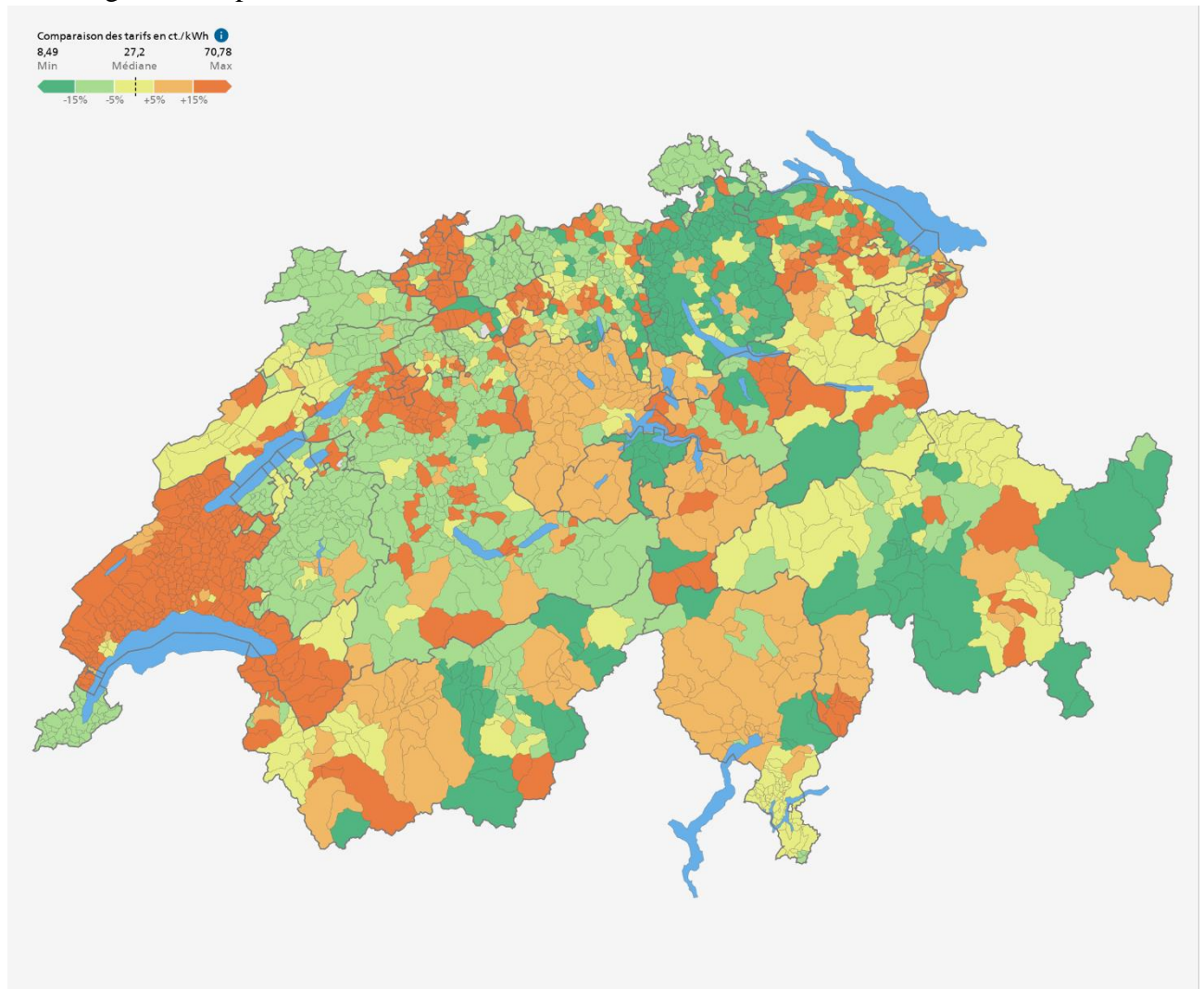
Bestimmungen des Subventionsgesetzes (SubG; SGF 616.1) geprüft werden. Die vorgeschlagene Massnahme scheint sich mit dem Begriff des Individualbeitrags gemäss Artikel 5 SubG zu decken. Dieser legt fest, dass ein Individualbeitrag eine Subvention ist, die der Staat zu einem sozialen oder kulturellen Zweck an Einzelpersonen ausrichtet, ohne dass vorausgesetzt wird, dass diese eine Aufgabe im öffentlichen Interesse erfüllen. Unter Vorbehalt der in Artikel 9 Abs. 2 SubG vorgesehenen Ausnahme, der zufolge einmalige Finanzhilfen von weniger als 100 000 Franken oder periodische Finanzhilfen von weniger als 20 000 Franken pro Jahr auf Reglementsstufe vorgesehen werden können, müssen Subventionen den Grundsatz der Gesetzmässigkeit erfüllen. Das heisst, sie müssen auf einem Gesetz beruhen (Art. 9 Abs. 1). Individualbeiträge gelten jedoch nicht als Finanzhilfen im Sinne von Artikel 3 SubG, so dass die oben erwähnte Ausnahme nicht auf die Massnahme anwendbar ist, die im Auftrag vorgeschlagen wird. Damit der vorliegende Auftrag nach dem Willen seiner Verfasserinnen und Verfasser ausgeführt werden kann, müsste also eine formale Gesetzesgrundlage dafür geschaffen werden. Doch dies liegt ausserhalb des Zuständigkeitsbereichs des Staatsrats. Der Auftrag widerspricht der Aufgabenteilung zwischen dem Staatsrat und dem Grossen Rat. Der Auftrag muss deshalb für unzulässig erklärt werden. Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass die Einführung von Subventionen zusätzlich zum Gesetzmässigkeitsprinzip auch die Grundsätzen der Zweckmässigkeit und der Subsidiarität erfüllen müssen (Art. 9 Abs. 3, 10 und 11 SubG), was im vorliegenden Fall nicht als gegeben erscheint, wie im Folgenden dargelegt wird.

## **2. Inhaltliche Erörterung des Auftrags**

Auch wenn der vorliegende Auftrag für unzulässig erklärt werden muss, räumt der Staatsrat ein, dass die von den Schweizer Verteilnetzbetreibern am 31. August 2022 angekündigten Strompreiserhöhungen markant sind. Wie die Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags darlegen, nehmen die Stromkosten eines durchschnittlichen Haushalts, der von der Groupe E versorgt wird, in der Tat um 15 Franken pro Monat zu.

Der Staatsrat weist jedoch darauf hin, dass es zwischen den verschiedenen Verteilnetzbetreibern grosse Preisunterschiede gibt, die hauptsächlich auf verschiedene Versorgungsstrategien und Möglichkeiten der Eigenproduktion sowie auf die unterschiedlichen Kosten für den Unterhalt des Stromnetzes zurückzuführen sind. Die von der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (ELCom) gelieferten kantonalen Durchschnittspreise entsprechen den Tarifen der Groupe E und berücksichtigen nicht die anderen Verteilnetzbetreiber, die andere Tarife anwenden. Um Transparenz zu schaffen, befindet sich weiter unten in dieser Antwort eine Tarifübersicht. Der durchschnittliche Tarif beläuft sich auf 25,35 Rappen pro kWh im Jahr 2023. Damit liegt der Kanton Freiburg unter dem Schweizer Median von 27,2 Rappen aus dem Jahr 2022. Die Situation hängt ausserdem stark von der Gemeinde und vom Verteilnetzbetreiber ab, wie die folgende Grafik zeigt:

## Tarifvergleich in Rp/kWh



Quelle: Eidgenössische Elektrizitätskommission ElCom, 2023.

Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass sich der Strompreis aus vier Bestandteilen zusammensetzt. Er umfasst den Tarif für die Netznutzung (Preis für den Stromtransport vom Kraftwerk zum Verbraucher), der von durchschnittlich 9,47 auf 9,97 Rappen pro kWh gestiegen ist, den Energietarif (Preis der gelieferten Elektrizität, die vom Netzbetreiber produziert oder eingekauft wird), der von durchschnittlich 9,39 auf 13,08 Rappen pro kWh gestiegen ist, die Abgaben an das Gemeinwesen (Steuern und Gebühren der Gemeinde und des Kantons), die auf Kantonsebene bei Null liegen, aber von gewissen Gemeinden eingezogen werden, und den Netzzuschlag (Gebühr des Bundes zur Förderung von erneuerbaren Energien, zur Unterstützung von Grosswasserkraftwerken und zur ökologischen Sanierung von Wasserkraftanlagen), der wie im Vorjahr dem gesetzlichen Höchstbetrag von 2,3 Rappen pro kWh entspricht. Der Netznutzungstarif ist also nach den Berechnungen der ElCom im Kanton durchschnittlich um 5,2 % und im Landesdurchschnitt um 7 % gestiegen. Der Energietarif ist im Kantonsdurchschnitt um 39 % und im Landesdurchschnitt um 64 % gestiegen.<sup>1</sup> Die Kantonsabgaben blieben bei Null, während sie im Landesdurchschnitt um

<sup>1</sup> [Strompreise Schweiz \(admin.ch\)](https://www.admin.ch/strompreise).

11 % angestiegen sind. Der Staat kann nicht wie bestimmte Gemeinden über diesen Bestandteil Einfluss auf den Strompreis nehmen. Die folgende Tabelle mit Zahlen der ElCom fasst die Situation zusammen und zeigt die verschiedenen Entwicklungen auf Kantonsebene auf.<sup>2</sup>

Netzbetreiber und Bezugsjahr	Preis der verschiedenen Bestandteile in Rappen					Differenz 2022-2023 in Rappen
	Total	Stromtarif	Netznutzung	Abgaben an Gemeinwesen	Netzzuschlag	
Groupe E 22	21.16	9.39	9.47	0.00	2.30	4.19
Groupe E 23	25.35	13.08	9.97	0.00	2.30	
IB-Murten 22	21.43	7.92	10.65	0.56	2.30	21.20
IB-Murten 23	42.63	27.42	12.35	0.56	2.30	
Gruyère Energie 22	20.11	8.07	9.19	0.55	2.30	8.51
Gruyère Energie 23	28.62	15.25	10.44	0.63	2.30	

Der Staatsrat weist darauf hin, dass der Preisanstieg auch alle Treib- und Brennstoffe betrifft und seit der wirtschaftlichen Erholung nach der Pandemie und vor allem seit dem Krieg in der Ukraine spürbar ist. Die gesamte Entwicklung der Energiepreise hat die Inflation verstärkt, die im Vergleich zu anderen Ländern jedoch bescheiden ausfällt. Im Jahr 2022 wies der Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) eine Jahreststeuerung von 2,8 % aus, während diese in der Eurozone 9,2 % betrug. Dies ist unter anderem darauf zurückzuführen, dass unter den Haushaltsausgaben die Energie nur einen relativ geringen Teil ausmacht und die Wirtschaft auf Energieeffizienz achtet. Die Teuerung im Energiebereich sollte sich abflachen. Der Preisindex für Energie und Treibstoffe als Bestandteil des LIK ist im März 2023 gegenüber dem Vormonat gesunken.<sup>3</sup>

Es ist zu erwähnen, dass der Bundesrat im November 2022 verschiedene Massnahmen erörtert hat, um die Unternehmen und Haushalte aufgrund der starken Zunahme der Energiepreise und der allgemeinen Teuerung zu unterstützen. Am Ende ist er aber zum Schluss gekommen, dass weder die Wirtschaftslage noch die Inflation ein Eingreifen rechtfertigen würden. Da die Strompreise im Kanton im Vergleich zum Landesdurchschnitt nur moderat gestiegen sind, ist der Staatsrat der Ansicht, dass derzeit auch keine Massnahme auf kantonaler Ebene gerechtfertigt ist. Er teilt im Übrigen die Meinung des Bundesrats, die dieser in seiner Antwort auf die Interpellation 22.3847 Pfister Gerhard «Kaufkraft schützen! Gezielte Gutscheine für Haushalte mit kleinen und mittleren Einkommen» dargelegt hat: Der Bundesrat würde Massnahmen bevorzugen, die gezielt jenen zugutekommen, die höhere Energiepreise am wenigsten gut tragen können. Massnahmen nach dem «Giesskannenprinzip», wie gezielte und zeitlich begrenzte Gutscheine, möchte er hingegen vermeiden, da sie die öffentliche Hand unnötig belasten würden. Auch der Staatsrat vertritt die Meinung, dass die Verteilung von «Stromschecks» nicht unbedingt dazu führen würde, dass die

<sup>2</sup> Es kann zwischen den Gemeinden Unterschiede geben, die mit bestimmten Preisen verbunden sind. Dies gilt insbesondere für die Stadt Bulle, wo die Kosten etwas niedriger sind als die unter Gruyère Energie aufgeführten Kosten.

<sup>3</sup> Vgl. insbesondere die [Medienmitteilung des Bundesamts für Statistik über den Produzenten- und Importpreisindex im März 2023](#).

Haushalte ihre Ausgaben bei den Freiburger Unternehmen weniger reduzieren. Schliesslich sollten die Schecks den Personen, die sie am meisten benötigen, die Möglichkeit geben, ihre Grundbedürfnisse zu decken, was indirekt vor allem den Supermärkten zugutekommen wird.

Die Kaufkraft der einkommensschwächsten Haushalte wird zwar durch die Inflation in der Tat ausgehöhlt, das Sozialsystem verfügt aber bereits über verschiedene Instrumente für diejenigen, die am wenigsten in der Lage sind, die Teuerung zu tragen. So wurden die Ergänzungsleistungen zusammen mit den Überbrückungsleistungen auf den 1. Januar 2023 angepasst. Der Betrag für die Deckung des allgemeinen Lebensbedarfs ist für Alleinstehende von 19 610 auf 20 100 Franken und für Ehepaare von 29 415 auf 30 150 Franken gestiegen. Der Betrag ist ferner auf 10 515 Franken für Kinder über 11 Jahre respektive 7380 Franken für Kinder unter 11 Jahren gestiegen.

Im Rahmen der Sozialhilfe werden die laufenden Kosten gestützt auf Artikel 11 der Verordnung über die Richtsätze für die Bemessung der materiellen Hilfe nach dem Sozialhilfegesetz (SGF 831.0.12) an den Grundbedarf angerechnet. Das kantonale Sozialamt hat den regionalen Sozialdiensten am 16. September 2022 eine Empfehlung geschickt, damit sie die Teuerung bei der Berechnung der Sozialhilfeleistungen berücksichtigen können. Diese Empfehlung erging auf Vorschlag der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS).

Was Groupe E, die einzige Netzbetreiberin mit dem Staat als Mehrheitsaktionär, und die Dividenden betrifft, die sie dem Staat ausschüttet, weist der Staatsrat darauf hin, dass der Unternehmenserfolg von den Tarifen der Stromlieferanten beeinflusst wird, bei denen Groupe E Strom einkauft. Dies macht es schwieriger, die Gewinnausschüttungsquote zu erhöhen, ohne die finanzielle Gesundheit von Groupe E zu gefährden. Die Finanzierung solcher Schecks aus den Dividenden könnte nur auf Kosten anderer öffentlicher Politikbereiche oder sogar anderer Unterstützungsmechanismen für einkommensschwache Haushalte gehen.

Die Ursache für die steigenden Strompreise liegt im Übrigen in der Abhängigkeit des Kantons aber auch der ganzen Schweiz von winterlichen Stromimporten von den europäischen Partnern. Es ist deshalb wichtig, dass die Netzbetreiber ausreichend finanzielle Mittel in die regionale Stromerzeugung investieren können.

Überdies würde eine Subventionierung des Stromverkaufs gegen die Klimaziele des Kantons verstossen. Denn diese Stromschecks würden die begünstigten Haushalte weniger zum Stromsparen ermuntern.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat,

- > den Auftrag aus formalen Gründen für unzulässig zu erklären und
- > aus Gründen der Verfahrensökonomie den Auftrag dennoch inhaltlich zu prüfen und ihn aus den im Kapitel 2 dargelegten Gründen abzulehnen.



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2022-GC-149

### Vers une Autonomie minimale électrique pour tous

---

Auteure :	Esseiva Catherine
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	28.08.2022
Développement :	28.08.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	30.08.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	30.05.2023

---

#### I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 28 août 2022, la députée Catherine Esseiva demande au Conseil d'Etat d'élaborer un plan d'action ciblé vers une autonomie électrique minimale pour tous par l'installation de panneaux photovoltaïques. Pour atteindre cet objectif, un nouvel instrument financier devrait notamment être créé, sous la forme de crédits facilités par l'Etat. L'installation de panneaux photovoltaïques deviendrait obligatoire tant pour les constructions neuves que pour les rénovations. Un groupe de travail nouvellement créé serait chargé d'évaluer les surfaces d'exploitation disponibles au sein des entreprises ainsi que de donner impulsion à la réalisation des projets. Les différentes mesures proposées devraient contribuer ensemble à accélérer la transition énergétique et à éviter des pénuries.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

##### 1. Contexte

En préambule, il est utile de rappeler que la politique énergétique de la Suisse et, subsidiairement, du canton, a pour but d'assurer un approvisionnement sûr, économique et respectueux de l'environnement. Ces principes sont notamment fixés dans la Loi fédérale sur l'énergie (LEne ; RS 730.0) ainsi que dans le projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables ([21.047](#)). Selon la LEne, un approvisionnement énergétique sûr implique une disponibilité énergétique suffisante en tout temps, une offre d'énergie diversifiée et des systèmes d'approvisionnement et de stockage techniquement sûrs et efficaces. La LEne dispose en outre que l'approvisionnement relève de la branche énergétique. De façon subsidiaire, la Confédération et les cantons créent les conditions générales nécessaires pour que la branche puisse assurer l'approvisionnement de manière optimale (art. 6). De façon analogue, la Loi sur l'énergie du canton de Fribourg (LEn ; 770.1) définit comme principe de l'action publique cantonale la subsidiarité des interventions étatiques, conformément à la législation fédérale.

Pour garantir la sécurité de l'approvisionnement et diminuer la dépendance vis-à-vis de l'étranger, la Confédération et les cantons mettent en œuvre des mesures concernant notamment la capacité de production indigène et l'efficacité énergétique. Le projet de loi relatif à un approvisionnement en

électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables ([21.047](#)), actuellement en discussion au parlement, fixe des objectifs contraignants et ambitieux en matière de développement des énergies renouvelables d'ici 2035 et 2050. En lien avec la stratégie énergétique 2050, différents instruments d'encouragement ont par ailleurs été mis en place au niveau fédéral. Dans le cadre du programme fédéral, le photovoltaïque, la biomasse, l'hydraulique, l'éolien et la géothermie sont ainsi subventionnés. En ce qui concerne le photovoltaïque, mentionné plus spécifiquement dans la motion, la législation fédérale en vigueur prévoit une rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques (jusqu'à 100kW) à hauteur d'au maximum 30 % des coûts d'investissements. Dans le cadre du projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables ([21.047](#)), ces aides seront prolongées jusqu'en 2035, sous la forme de contributions d'investissement.

Par rapport à la question de « l'autonomie » énergétique ou électrique, il convient de signaler que la politique énergétique de la Confédération et des cantons ne vise pas à assurer une équivalence entre production et consommation au niveau individuel, comme le demande la motion. Il n'est d'ailleurs pas possible d'atteindre une telle autonomie selon le modèle proposé car, dans le cas des immeubles d'habitation par exemple, la surface disponible ne permet pas d'installer des cellules photovoltaïques en nombre suffisant pour répondre à la demande en électricité. Néanmoins, des mécanismes existent sur le plan légal pour favoriser la consommation propre, c'est-à-dire la consommation directe d'électricité simultanément à la production sur le lieu de production (voir réponse du Conseil d'Etat à l'instrument parlementaire 2022-GC-150, *Promotion du photovoltaïque par le soutien aux regroupements de consommation propre - Modification de la LEn ainsi que du règlement d'exécution*). Généralement, il s'agit d'électricité produite à partir d'installations photovoltaïques. Le cadre légal en vigueur offre ainsi aux particuliers la possibilité de produire eux-mêmes une partie de l'électricité consommée et de vendre l'électricité non consommée au gestionnaire du réseau. Dans le but de favoriser encore plus la consommation propre, l'introduction d'un tarif minimum de rachat de l'électricité non consommée est en discussion sur le plan fédéral.

## **2. Plan d'action ciblé vers une autonomie électrique pour tous**

Partant de ces constats préliminaires, le Conseil d'Etat prend position comme suit sur le plan d'action proposé dans la motion :

### *> Etablissement de la convention*

Concernant l'établissement d'une convention à laquelle l'Etat serait associée, il est utile de rappeler que la LEn ainsi que le projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables ([21.047](#)) définissent de manière précise les relations entre le gestionnaire du réseau ainsi que le producteur et le consommateur. Les dispositions légales ne prévoient pas d'intervention des pouvoirs publics, que ce soit au niveau de la Confédération ou du canton, dans les rapports contractuels entre le gestionnaire du réseau et les propriétaires désireux d'installer des panneaux photovoltaïques. Comme indiqué plus haut, la Confédération et le canton jouent un rôle subsidiaire en matière de production d'électricité, focalisé sur les conditions cadres. A ce titre, il est possible de constater que le programme fédéral de promotion des énergies renouvelables ainsi que les instruments créés pour favoriser la consommation propre donnent satisfaction. Dans le canton de Fribourg, le photovoltaïque connaît un développement conséquent. En comparaison nationale, Fribourg figure même parmi les cantons où le déploiement des installations photovoltaïques est le

plus important<sup>1</sup>. Pour ce qui est des aspects financiers, il convient de signaler que le photovoltaïque est aujourd'hui généralement rentable pour le propriétaire. Les modifications légales en cours, en particulier dans le cadre du projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (21.047), ainsi que l'introduction d'un tarif minimum de rachat par le gestionnaire du réseau, renforceront encore l'attractivité pour les propriétaires d'investir dans les installations photovoltaïques. De ce point de vue, il n'est pas utile d'introduire un nouvel outil financier au niveau du canton, d'autant plus que des instruments sont à disposition des personnes qui n'auraient pas la capacité d'investir. Il s'agit notamment des mécanismes de tiers investisseurs et de location ou de leasing de toits, qui permettent aux propriétaires de bénéficier du photovoltaïque sans investir eux-mêmes dans un équipement solaire et son exploitation. En ce qui concerne enfin les aspects techniques de conseil et d'accompagnement, différents outils d'information sont à disposition pour guider les propriétaires intéressés par l'installation de panneaux photovoltaïques. Une information technique précise est disponible auprès des gestionnaires de réseau ainsi que sur des sites spécialisés (voir par exemple swissolar.ch). Dans le cadre de son mandat légal, le Service de l'énergie mène également des campagnes de sensibilisation auprès de la population concernant le photovoltaïque.

#### > *Autonomie minimale des particuliers*

Au niveau cantonal, la LEn dispose que les bâtiments à construire devront être équipés de sorte que les besoins d'électricité soient couverts en partie par une source renouvelable (art. 11b, al. 3). Le Règlement sur l'énergie (REn ; RSF 770.11) précise que pour les bâtiments à construire, l'installation de production d'électricité doit générer au moins 10 W/m<sup>2</sup> de surface de référence énergétique, mais sans imposer une puissance supérieure à 30 kW. Cette disposition répond entièrement à la demande formulée dans la motion concernant l'obligation légale d'installer des panneaux photovoltaïques lors de la construction de nouveaux bâtiments. Sur le plan fédéral, le Conseil national a introduit dans le projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (21.047) l'obligation d'équiper les nouveaux bâtiments d'une surface de construction supérieure à 300 m<sup>2</sup> d'une installation solaire. Cette obligation concernera également les bâtiments déjà existants dont la toiture est rénovée, sauf s'il n'est techniquement pas possible de procéder à l'installation ou si cette dernière n'est pas rentable. Au vu de ces évolutions, une révision des dispositions légales cantonales dans le sens proposé par la motion n'est pas indiquée.

En ce qui concerne les aspects financiers, les instruments déjà existants donnent satisfaction, de sorte que l'introduction d'outils complémentaires, par exemple sous la forme de crédits facilités par l'Etat, n'est pas nécessaire. Par rapport à ce point, il est également utile de rappeler que le développement du photovoltaïque n'est pas freiné aujourd'hui par d'éventuelles difficultés au niveau du financement, mais par les capacités limitées des entreprises, qui ne sont pas en mesure de répondre entièrement à la forte demande du marché.

#### > *Autonomie minimale des entreprises*

Au même titre que les particuliers, les entreprises sont concernées par l'obligation légale cantonale d'équiper les nouveaux bâtiments d'équipements de production électrique provenant d'une source renouvelable. L'obligation actuellement en discussion au niveau fédéral, concernant les surfaces de

---

<sup>1</sup> *Quels cantons investissent le plus dans l'énergie renouvelable ?* La vie économique, 07.03.2023.



construction supérieure à 300 m<sup>2</sup>, s'appliquera également lors de la rénovation de bâtiments existants. Par ailleurs, les entreprises bénéficient des programmes fédéraux de soutien à l'installation de panneaux photovoltaïques ainsi que des mesures d'encouragement relatives à la consommation propre. En matière de sensibilisation, l'Etat mène régulièrement des actions pour augmenter la visibilité de ces instruments auprès des entreprises. Partant de ces constats, les outils sont en place pour assurer un développement accéléré du photovoltaïque au niveau des entreprises, pour autant que la demande puisse être absorbée par le marché. La création d'un groupe de travail spécifique dédié à l'installation d'équipements de production d'électricité sur les infrastructures des entreprises n'est donc pas requis.

### **3. Stratégie photovoltaïque pour Fribourg**

Le Conseil d'Etat est conscient de l'importance à tout mettre en œuvre pour accélérer encore le développement du photovoltaïque dans le canton. Dans ce sens, il rejoint la volonté de la députée. Néanmoins, il mène à ce jour une réflexion plus large visant l'élaboration d'une feuille de route destinée à consolider sa vision sur les moyens de production d'électricité à installer dans le canton afin de contribuer à la sécurité d'approvisionnement de la Suisse, tenant compte de nos ressources disponibles. Il rappelle dans ce contexte que le photovoltaïque est essentiellement produit durant le semestre d'été, et que la Suisse manque d'importantes capacités de production en hiver.

S'agissant spécifiquement du photovoltaïque, une stratégie est en cours de finalisation, le but étant de préciser les objectifs dans ce domaine, définir les priorités en particulier s'agissant des secteurs à favoriser, et introduire différentes mesures susceptibles d'en faire encore progresser l'implantation dans le canton.

### **III. Conclusion**

Au vu de ces considérations, le Conseil d'Etat propose de rejeter la motion.



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2022-GC-149

### Für eine minimale Selbstversorgung mit Strom für alle

---

Urheberin:	<b>Esseiva Catherine</b>
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	<b>0</b>
Einreichung:	<b>28.08.2022</b>
Begründung:	<b>28.08.2022</b>
Überweisung an den Staatsrat:	<b>30.08.2022</b>
Antwort des Staatsrats:	<b>30.05.2023</b>

---

#### I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 28. August 2022 eingereichten und begründeten Motion verlangt Grossrätin Catherine Esseiva vom Staatsrat, dass er einen gezielten Aktionsplan für eine minimale Selbstversorgung für alle mit Strom aus Fotovoltaik aufstellt. Um dieses Ziel zu erreichen, sollte namentlich ein neues Finanzinstrument in Form von staatlich erleichterten Krediten geschaffen werden. Für alle Neubau- und Sanierungsprojekte würde der Einbau von Fotovoltaikanlagen obligatorisch werden. Eine neu geschaffene Arbeitsgruppe hätte den Auftrag, die nutzbaren Flächen von Unternehmen zu beurteilen und die Umsetzung von Projekten anzustossen. Die verschiedenen vorgeschlagenen Massnahmen sollten zusammen dazu beitragen, die Energiewende zu beschleunigen und Mangellagen zu vermeiden.

#### II. Antwort des Staatsrats

##### 1. Hintergrund

Einleitend ist darauf hinzuweisen, dass die Energiepolitik der Schweiz und damit auch des Kantons darauf abzielt, eine sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sicherzustellen. Diese Grundsätze sind namentlich im Energiegesetz des Bundes (EnG; SR 730.0) verankert und werden auch im Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) erwähnt. Eine sichere Energieversorgung umfasst gemäss EnG die jederzeitige Verfügbarkeit von ausreichend Energie, ein breit gefächertes Angebot sowie technisch sichere und leistungsfähige Versorgungs- und Speichersysteme. Das EnG schreibt ferner vor, dass die Energieversorgung Sache der Energiewirtschaft ist. Subsidiär sorgen der Bund und die Kantone für die Rahmenbedingungen, die erforderlich sind, damit die Energiewirtschaft diese Aufgabe optimal erfüllen kann (Art. 6). Analog dazu legt das Energiegesetz des Kantons Freiburg (EnGe; SGF 770.1) das Prinzip der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung fest.

Um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten und die Auslandabhängigkeit zu vermindern, setzen der Bund und die Kantone Massnahmen um, die namentlich die inländische Stromproduktion und die Energieeffizienz betreffen. Der Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)), der zurzeit im Bundesparlament behandelt wird, legt verbindliche

und ehrgeizige Ziele für den Ausbau der erneuerbaren Energien bis 2035 und 2050 fest. Mit der Energiestrategie 2050 wurden ausserdem verschiedene Förderinstrumente auf Bundesebene eingeführt. So unterstützt der Bund mit seinem Förderprogramm die Fotovoltaik, die Biomasse, die Wasserkraft, die Windenergie und die Geothermie. Was die Fotovoltaik betrifft, die Gegenstand der Motion ist, sieht die geltende Bundesgesetzgebung für kleine Fotovoltaikanlagen (bis 100kW) eine Einmalvergütung vor, die höchstens 30 % der Investitionskosten deckt. Im Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) ist vorgesehen, diese Vergütungen bis 2035 in Form von Investitionsbeiträgen weiterzuführen.

Was die Frage der «Selbstversorgung» mit Energie oder Strom betrifft, ist darauf hinzuweisen, dass die Energiepolitik des Bundes und der Kantone keinen Ausgleich von Produktion und Verbrauch auf individueller Ebene anstrebt, wie es die Motion verlangt. Es ist im Übrigen auch nicht möglich, eine Selbstversorgung nach dem vorgeschlagenen Modell zu erlangen. Denn bei Mehrfamilienhäusern etwa würde die Fläche, die mit Solarmodulen bestückt werden könnte, nicht ausreichen, um den Strombedarf zu decken. Es gibt aber trotzdem gesetzliche Mechanismen, die den Eigenverbrauch fördern, das heisst den direkten und simultanen Verbrauch von Strom am Ort seiner Produktion (vgl. hierzu die Antwort des Staatsrats auf den parlamentarischen Vorstoss 2022-GC-150: *Förderung der Fotovoltaik durch Unterstützung der Zusammenschlüsse zum Eigenverbrauch – Änderung des EnGe sowie seines Ausführungsreglements*). In der Regel handelt es sich um Strom, der mit einer Fotovoltaikanlage produziert wird. Der geltende gesetzliche Rahmen bietet also den Privatpersonen die Möglichkeit, einen Teil des selbst produzierten Stroms direkt zu verbrauchen und den überschüssigen Strom dem Netzbetreiber zu verkaufen. Um den Eigenverbrauch noch stärker zu fördern, steht zurzeit auf Bundesebene die Einführung eines Mindesttarifs für die Übernahme des nicht verbrauchten Stroms zur Diskussion.

## **2. Gezielter Aktionsplan für eine minimale Selbstversorgung mit Strom für alle**

Gestützt auf diese Vorbemerkungen nimmt der Staatsrat wie folgt zum Aktionsplan Stellung, der in der Motion vorgeschlagen wird:

### *> Ausarbeitung einer Vereinbarung*

Hinsichtlich der Ausarbeitung einer Vereinbarung, der sich der Staat anschliessen würde, ist zu erwähnen, dass das EnG und der Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) das Verhältnis zwischen den Netzbetreibern, den Produzenten und den Verbrauchern genau definieren. Die Gesetzesbestimmungen sehen den Einbezug der Behörden in das Vertragsverhältnis zwischen dem Netzbetreiber und den Eigentümerinnen und Eigentümern, die eine Fotovoltaikanlage installieren möchten, weder auf Bundes- noch auf Kantonsebene vor. Wie bereits erwähnt, nehmen der Bund und die Kantone hinsichtlich der Stromproduktion eine subsidiäre Rolle ein, die sich auf die Rahmenbedingungen konzentriert. Diesbezüglich kann festgestellt werden, dass das Bundesprogramm zur Förderung der erneuerbaren Energien und die Instrumente zur Förderung des Eigenverbrauchs ihren Zweck erfüllen. Im Kanton Freiburg schreitet der Ausbau der Fotovoltaik zügig voran. Im Landesvergleich gehört Freiburg sogar zu den Kantonen mit dem stärksten Fotovoltaik-Zubau.<sup>1</sup> In Bezug auf die finanziellen Aspekte ist zu erwähnen, dass die Fotovoltaik heute für die Eigentümerinnen und Eigentümer in der Regel rentabel ist. Die laufenden Gesetzesänderungen insbesondere im Rahmen des Gesetzesentwurfs über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) und die Einführung eines

---

<sup>1</sup> Welche Kantone investieren am meisten in erneuerbare Energien? Die Volkswirtschaft, 7.3.2023.

Mindesttarifs für die Übernahme des Stroms durch den Netzbetreiber werden die Attraktivität von Investitionen in Fotovoltaikanlagen zusätzlich steigern. Es ist deshalb nicht angezeigt, ein neues Finanzinstrument auf kantonaler Ebene zu schaffen. Schliesslich gibt es bereits Instrumente für Personen, die nicht über die nötigen Mittel für eine Investition verfügen. Dazu gehören namentlich der Beizug von Drittinvestoren oder die An- bzw. Vermietung von Dächern, was es den Eigentümerinnen und Eigentümern ermöglicht, Fotovoltaik zu nutzen, ohne selbst in den Bau und den Betrieb einer Anlage investieren zu müssen. Hinsichtlich der technischen Beratung und Betreuung gibt es bereits verschiedene Werkzeuge, die den Eigentümerinnen und Eigentümern, die sich für den Einbau einer Fotovoltaikanlage interessieren, Hilfestellung geben. Die Netzbetreiber bieten eine präzise technische Information, die auch auf spezialisierten Websites zu finden ist (z.B. [swissolar.ch](http://swissolar.ch)). Im Rahmen seines gesetzlichen Auftrags führt das Amt für Energie zudem Kampagnen durch, mit denen es die Bevölkerung für die Fotovoltaik sensibilisiert.

> *Minimale Selbstversorgung von Privatpersonen*

Auf kantonaler Ebene legt das EnGe fest, dass Neubauten so ausgerüstet werden müssen, dass der Strombedarf teilweise durch erneuerbare Energien gedeckt wird (Art. 11b Abs. 3). Das Energiereglement (EnR; SGF 770.11) präzisiert diesen Gesetzesartikel und schreibt vor, dass bei Neubauten die im, auf oder am Gebäude installierte Elektrizitätserzeugungsanlage mindestens 10 W/m<sup>2</sup> Energiebezugsfläche betragen muss, wobei aber nie mehr als 30 kW verlangt werden. Diese Bestimmung entspricht ganz dem Bestreben der Motion, eine gesetzliche Pflicht für den Einbau von Fotovoltaikanlagen bei Neubauten einzuführen. Auf Bundesebene hat der Nationalrat eine Bestimmung in den Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) aufgenommen, die bei Neubauten mit einer Gebäudefläche von mehr als 300 m<sup>2</sup> die Pflicht zum Einbau einer Solaranlage vorsieht. Diese Pflicht betrifft auch bestehende Gebäude, deren Dach saniert wird, ausser der Einbau ist technisch nicht möglich oder wirtschaftlich unverhältnismässig. Aufgrund dieser Entwicklungen ist eine Überarbeitung der kantonalen Gesetzesbestimmungen im Sinne der Motion nicht erforderlich.

In finanzieller Hinsicht erfüllen die bestehenden Instrumente ihren Zweck, so dass die Einführung zusätzlicher Instrumente wie etwa staatlich erleichterte Kredite nicht notwendig ist. Der Ausbau der Fotovoltaik wird nämlich nicht durch allfällige Finanzierungsschwierigkeiten gebremst, sondern dadurch, dass die Solar-Baufirmen nicht über ausreichend Kapazitäten verfügen, um die hohe Marktnachfrage zu decken.

> *Minimale Selbstversorgung von Unternehmen*

Wie die Privatpersonen sind auch die Unternehmen gemäss kantonalem Gesetz verpflichtet, Neubauten mit einer Anlage zu versehen, die Strom aus erneuerbaren Energien erzeugt. Die zurzeit auf Bundesebene im Gespräch stehende Pflicht für Neubauten mit einer Gebäudefläche von mehr als 300 m<sup>2</sup> wird auch für Sanierungsprojekte von bestehenden Gebäuden gelten. Im Übrigen profitieren auch die Unternehmen von den Bundesprogrammen zur Unterstützung von Fotovoltaikanlagen und von den Massnahmen zur Förderung des Eigenverbrauchs. Was die Sensibilisierung betrifft, führt der Staat regelmässige Aktionen durch, um die Unternehmen auf diese Instrumente aufmerksam zu machen. Folglich sind die nötigen Instrumente vorhanden, um den Ausbau der Fotovoltaik bei den Unternehmen zu beschleunigen, sofern der Markt in der Lage ist, die Nachfrage zu erfüllen. Die Schaffung einer spezifischen Arbeitsgruppe, die sich mit dem Einbau von Stromerzeugungsanlagen auf den Gebäuden der Unternehmen befasst, ist folglich nicht notwendig.

### **3. Fotovoltaikstrategie für den Kanton Freiburg**

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass es wichtig ist, alles daran zu setzen, um den Ausbau der Fotovoltaik im Kanton zu beschleunigen, und geht darin mit der Grossrätin einig. Er stellt aber zurzeit breitere Überlegungen im Hinblick auf die Ausarbeitung einer Roadmap an. Diese soll aufzeigen, welche Stromerzeugungsanlagen aus seiner Sicht im Kanton gebaut werden müssen, um zur Versorgungssicherheit der Schweiz mit den im Kanton verfügbaren Ressourcen beizutragen. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass die Fotovoltaik hauptsächlich im Sommerhalbjahr Strom produziert, die Schweiz aber im Winterhalbjahr ein hohes Produktionsdefizit aufweist.

Für die Fotovoltaik wird derzeit eine Strategie ausgearbeitet, die kurz vor dem Abschluss steht. Darin werden die Ziele präzisiert, die Prioritäten insbesondere hinsichtlich der zu fördernden Bereiche festgelegt und verschiedene Massnahmen definiert, die den Fotovoltaik-Ausbau im Kanton beschleunigen sollen.

### **III. Schluss**

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat die Motion zur Ablehnung.



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2022-GC-150

### Promotion du photovoltaïque par le soutien aux regroupements de consommation propre - Modification de la LEn ainsi que du règlement d'exécution

---

Auteurs :	Clément Christian / Dafflon Hubert
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	02.09.2022
Développement :	02.09.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	02.09.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	22.05.2023

---

#### I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 2 septembre 2022, les députés Christian Clément et Hubert Dafflon demandent au Conseil d'Etat d'adapter les dispositions légales cantonales dans le but de soutenir, par des aides financières versées aux propriétaires fonciers, les travaux permettant à des bâtiments existants d'intégrer un regroupement de consommation propre (RCP). La proposition vise à accélérer le déploiement des RCP dans le contexte de la transition énergétique, en réduisant les coûts de transformation à la charge des propriétaires. Alors que les investissements nécessaires pour créer un RCP sont limités lorsqu'il s'agit de bâtiments neufs, ils peuvent être conséquents sur des bâtiments existants.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

##### 1. Contexte

En préambule, il est utile de rappeler en quelques lignes les objectifs et les modalités de la consommation propre. Les termes de consommation propre ou d'autoconsommation sont utilisés pour désigner la consommation directe d'électricité simultanément à la production sur le lieu de production. Généralement, il s'agit d'électricité produite à partir d'installations photovoltaïques. L'électricité non consommée par le producteur est revendue et réinjectée dans le réseau. Lorsque la production est partagée entre plusieurs habitations ou immeubles, on parle d'une autoconsommation collective. Pour le consommateur, l'intérêt de la consommation propre réside en premier lieu dans l'opportunité de produire sur place une partie de l'électricité consommée, économisant de ce fait les coûts d'électricité en provenance du réseau. La consommation propre est ainsi un moyen de gagner en indépendance énergétique et de rentabiliser des installations de production d'électricité. Dans une perspective plus large, la consommation propre permet d'accélérer la production d'énergies renouvelables, dans la mesure où elle rend les investissements plus attractifs pour les propriétaires fonciers.

Sur le plan légal, le principe de la consommation propre a été introduite en 2014 dans le cadre d'une révision de la Loi fédérale sur l'énergie (LEne ; RS 730.0). Depuis début 2018, la LEne prévoit par ailleurs des réglementations concernant une forme spécifique d'autoconsommation collective, à savoir le regroupement pour la consommation propre (RCP). Ce modèle permet de rassembler à la fois un ou des producteurs d'électricité et plusieurs consommateurs. Il peut s'agir d'immeubles ou mêmes d'habitations voisines qui se regroupent en RCP. Le RCP se caractérise par un seul raccordement au réseau de distribution existant, qui permet l'injection et le soutirage d'électricité pour l'ensemble des utilisateurs du regroupement. Il convient toutefois de signaler que l'autoconsommation collective ne se limite pas aux RCP, même si les dispositions légales et réglementaires fédérales concernent essentiellement cette forme d'autoconsommation. De nombreux gestionnaires de réseaux de distribution, dont Groupe E, proposent des modèles de service pour la consommation propre qui ne constituent pas un RCP, au sens de la LEne. Il s'agit notamment des communautés d'autoconsommateurs (CA), qui restent un modèle d'actualité malgré le déploiement des RCP. A la différence des participants à un RCP, tous les consommateurs finaux regroupés en CA gardent un lien contractuel direct avec le fournisseur d'électricité, qui assume l'obligation de les approvisionner. Dans la mesure où la CA ne requiert aucune intervention technique sur les éléments de mesure, elle est généralement plus simple à mettre en œuvre que le RCP, notamment lorsqu'il s'agit d'immeubles déjà existants.

## 2. Développement de l'autoconsommation collective dans le canton de Fribourg

Dans le canton de Fribourg, l'autoconsommation collective s'est développée de manière progressive au cours des dernières années. Selon les données fournies par Groupe E, on comptait fin mars 2023 plus de 450 autoconsommations collectives, avec ou sans regroupement :

	Autoconsommation collective selon modèle RCP			Autoconsommation collective selon modèle CA			Total général
	Sans suppression de raccordement au réseau	Avec suppression de raccordement au réseau	Total	Sans suppression de raccordement au réseau	Avec suppression de raccordement au réseau	Total	
<b>2019</b>	74		<b>74</b>				<b>74</b>
<b>2020</b>	79		<b>79</b>	4		<b>4</b>	<b>83</b>
<b>2021</b>	62	4	<b>66</b>	47	3	<b>50</b>	<b>116</b>
<b>2022</b>	52	1	<b>53</b>	85	1	<b>86</b>	<b>139</b>
<b>2023*</b>	15	1	<b>16</b>	24	2	<b>26</b>	<b>42</b>
<b>Total général</b>	<b>282</b>	<b>6</b>	<b>288</b>	<b>160</b>	<b>6</b>	<b>166</b>	<b>454</b>

\* Données du 1<sup>er</sup> trimestre

Ces chiffres reflètent un déploiement globalement satisfaisant de l'autoconsommation collective dans le canton, avec ou sans regroupement, dans des proportions similaires à celles que l'on peut constater au niveau romand. Ils révèlent par ailleurs que les autoconsommations collectives avec suppression de raccordements, c'est-à-dire celles qui entraînent une modification du réseau de distribution, sont très rares. Sur les 454 autoconsommations collectives recensées, seules 12 sont concernées par un tel cas de figure, ce qui représente environ 2.5 %. L'autoconsommation collective s'est donc déployée dans le canton de Fribourg sans que cela ne requière une intervention technique significative sur le réseau de distribution. Ce constat s'explique également par la typologie des projets réalisés. A ce jour, ceux-ci se concentrent essentiellement sur un seul bâtiment.

Pour ce qui est du nombre d'anciens et nouveaux immeubles concernés par l'autoconsommation collective, il n'est pas possible de produire des données statistiques au niveau cantonal. Pour évaluer la question de l'intérêt des RCP pour les constructions déjà existantes, on peut néanmoins s'appuyer sur les résultats d'une enquête récente sur le déploiement des RCP en Suisse Romande, menée par Swissolar avec la participation de Groupe E et de Gruyère Energie, entre autres<sup>1</sup>. L'étude révèle que 554 nouvelles autoconsommations collectives avec RCP ont été introduites en 2018 et 2019 en Suisse romande. Pour l'année 2019, le détail du nombre de RCP portant sur des nouvelles constructions et ceux portant sur des constructions existantes a été analysé. Durant cette année, 21 % des RCP de Suisse romande ont été créés sur des nouvelles constructions et 79 % sur des constructions existantes. Ces chiffres montrent que l'ancienneté du bâtiment ne peut pas être présentée globalement comme un frein au déploiement des RCP. Même si l'analyse détaillée n'a pas été renouvelée depuis 2019, il n'y a pas d'éléments qui amèneraient à croire que la situation se présente fondamentalement différente aujourd'hui.

Concernant enfin les coûts d'intervention sur l'infrastructure liés à l'autoconsommation collective, il est utile de rappeler que ceux-ci sont principalement liés à une éventuelle suppression de raccordements. Comme le révèlent les statistiques présentées plus haut, de tels cas sont rares dans la pratique. Les coûts ne semblent pas non plus représenter un frein lorsqu'une suppression de raccordement se révèle néanmoins nécessaire. Selon les informations recueillies auprès de Groupe E, il n'y a quasiment aucune demande de suppression de raccordement qui est annulée en raison du coût que cela engendre pour le propriétaire foncier. Par rapport à la question des coûts, il est important de rappeler que l'augmentation de la rentabilité pour le producteur constitue le principal argument en faveur des RCP. Des projets trop complexes sur le plan technique, qui engendreraient des coûts disproportionnés, n'entrent généralement pas en ligne de compte pour la constitution d'un RCP. En outre, de telles interventions ne seraient pas efficaces du point de vue de la politique énergétique car il existerait un risque de développement d'un réseau parallèle, en raison de la non-utilisation des installations existantes au profit d'installations neuves. Aussi, c'est le secteur résidentiel collectif qui est principalement concerné par le déploiement de l'autoconsommation collective.

### **3. Mesures en faveur du déploiement de l'autoconsommation collective**

Concernant les questions soulevées par les motionnaires, il convient de signaler que le cadre légal relatif aux RCP est en cours d'adaptation au niveau fédéral. Le projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables ([21.047](#)) prévoit une modification de l'art. 16 al. 1 LEné autorisant l'usage des lignes de raccordement dans le but de

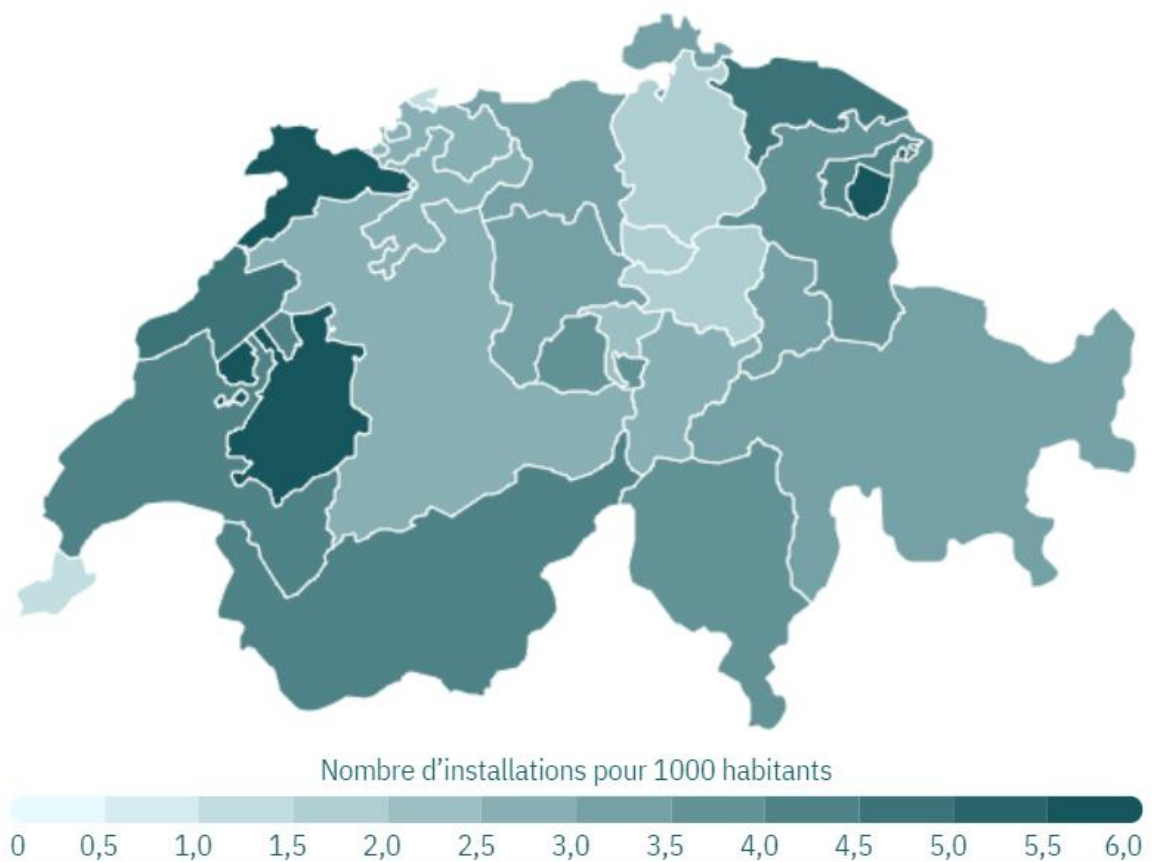
---

<sup>1</sup> Enquête sur le déploiement des RCP en Suisse Romande, Swissolar, 2021.



faciliter l'autoconsommation collective. Ce principe a déjà été accepté par les deux Conseils. Dans le même contexte, le Conseil des Etats, suivi sur le principe par le Conseil National, a proposé d'élargir le périmètre d'autoconsommation en créant des « Communautés électriques locales ». Celles-ci permettront de partager l'autoconsommation en utilisant le réseau du distributeur, moyennant un paiement partiel de l'utilisation du réseau. Les divergences encore existantes entre les deux chambres ne concernent pas le principe, mais seulement les modalités de mise en œuvre de ces communautés électriques locales. La possibilité d'utiliser le réseau du distributeur permettra d'accélérer le déploiement de l'autoconsommation collective tout en réduisant le risque de perte d'efficacité liée à l'installation de réseaux parallèles. Les dispositions proposées répondent également à la demande exprimée par les motionnaires de faciliter l'intégration de bâtiments existants dans des projets de partage de la production locale, dans la mesure où elles limiteront fortement les contraintes techniques qui y sont liées, sans pour autant passer par de nouvelles aides financières.

Indépendamment des modifications apportées au cadre légal et réglementaire, il est utile de rappeler qu'un régime efficace d'aides publiques existe pour favoriser le déploiement de nouvelles installations photovoltaïques. Au niveau fédéral, les contributions couvrent jusqu'à 30 % des coûts d'investissement des petites installations photovoltaïques avec une puissance jusqu'à 100 kW. Sur le plan cantonal, des mesures de soutien indirectes existent par ailleurs pour encourager le développement du photovoltaïque, en particulier sur le plan fiscal. En comparaison nationale, Fribourg figure parmi les cantons où le déploiement des installations photovoltaïques est le plus important, comme le montre le graphique ci-dessous :



Installations photovoltaïques subventionnées par la rétribution unique (2021), source : OFEN, CEIS (2021), La Vie économique

Enfin, le principe de la consommation de l'électricité au plus près du lieu de production correspond aux priorités stratégiques des gestionnaires des réseaux de distribution. La valorisation de l'électricité par le producteur lui-même, sous la forme de la consommation propre, est en effet une démarche pertinente du point de vue de la gestion efficiente du réseau. Les gestionnaires des réseaux de distribution, dont Groupe E et Gruyère Energie, ont ainsi mis en place des offres pour faciliter aux producteurs l'autoconsommation sous ses différentes formes, tant sur le plan technique qu'administratif (p.ex. simplification de facturation). De ce point de vue, des conditions favorables au déploiement des RCP et de l'autoconsommation collective en général existent déjà dans le canton de Fribourg.

#### **4. Conclusion**

Partant de ces différents constats, le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas pertinent de soutenir, par des aides financières cantonales versées aux propriétaires fonciers, les travaux permettant à des bâtiments existants d'intégrer un RCP. Il propose donc au Grand Conseil de rejeter la présente motion.



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2022-GC-150

### Förderung der Fotovoltaik durch Unterstützung der Zusammenschlüsse zum Eigenverbrauch - Änderung des EnGe sowie seines Ausführungsreglements

---

Verfasser:	Clément Christian / Dafflon Hubert
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	02.09.2022
Begründung:	02.09.2022
Überweisung an den Staatsrat:	02.09.2022
Antwort des Staatsrats:	22.05.2023

---

## I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 2. September 2022 eingereichten und begründeten Motion verlangen die Grossräte Christian Clément und Hubert Dafflon vom Staatsrat, dass in der kantonalen Gesetzgebung ein Beitrag an Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer vorgesehen wird, mit dem der Zusammenschluss von bestehenden Gebäuden zum Eigenverbrauch (ZEV) gefördert wird. Der Vorschlag zielt darauf ab, die Verbreitung von ZEV vor dem Hintergrund der Energiewende zu beschleunigen, indem die Eigentümerinnen und Eigentümer von den Umbaukosten teilweise entlastet werden. Denn während sich die Investitionen für die Gründung eines ZEV bei Neubauten in Grenzen halten, können sie bei bestehenden Gebäuden beträchtlich sein.

## II. Antwort des Staatsrats

### 1. Hintergrund

Einleitend werden kurz die Ziele und Modalitäten des Eigenverbrauchs in Erinnerung gerufen. Der Begriff Eigenverbrauch bezeichnet den unmittelbaren Verbrauch des Stroms zeitgleich mit der Produktion am Ort der Produktion. In der Regel handelt es sich dabei um Strom, der mit Fotovoltaikanlagen erzeugt wird. Der von der Produzentin bzw. vom Produzenten nicht verbrauchte Strom wird weiterverkauft und in das Netz eingespeist. Wird der produzierte Strom an mehrere Wohnungen oder Gebäude verteilt, spricht man von gemeinsamem Eigenverbrauch. Für die Verbraucherin bzw. den Verbraucher liegt der Vorteil des Eigenverbrauchs in erster Linie in der Möglichkeit, einen Teil des benötigten Stroms vor Ort zu produzieren und so die Kosten für Strom aus dem Netz zu sparen. Der Eigenverbrauch verringert also die Energieabhängigkeit und macht die Stromproduktionsanlagen rentabler. Umfassender betrachtet ermöglicht es der Eigenverbrauch, die Produktion von erneuerbaren Energien zu beschleunigen, da er Investitionen für Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer attraktiver macht.

Auf gesetzlicher Ebene wurde der Grundsatz des Eigenverbrauchs 2014 im Rahmen einer Revision des Bundesgesetzes über die Energie (EnG; SR 730.0) eingeführt. Seit Anfang 2018 sieht das EnG zudem Regelungen für eine spezifische Form des gemeinsamen Eigenverbrauchs vor, nämlich den

Zusammenschluss zum Eigenverbrauch (ZEV). Dieses Modell ermöglicht es, einen oder mehrere Stromproduzenten mit mehreren Verbraucherinnen oder Verbraucher zusammenzubringen. Dabei kann es sich um Mehrfamilienhäuser oder auch benachbarte Bauten handeln, die sich zu einem ZEV zusammenschliessen. Der ZEV zeichnet sich durch einen einzigen Anschluss an das bestehende Verteilnetz aus, der allen Nutzerinnen und Nutzern des Zusammenschlusses die Einspeisung und den Bezug von Strom ermöglicht. Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass der gemeinsame Eigenverbrauch nicht auf ZEV beschränkt ist, auch wenn die gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen des Bundes hauptsächlich diese Form des Eigenverbrauchs betreffen. Zahlreiche Verteilnetzbetreiber, darunter auch Groupe E, bieten Dienstleistungsmodelle für den Eigenverbrauch an, die nicht einen ZEV im Sinne des EnG darstellen. Es handelt sich dabei namentlich um Eigenverbrauchsgemeinschaften (EVG), die trotz der Einführung des ZEV-Modells noch aktuell sind. Im Gegensatz zu den Teilnehmenden eines ZEV behalten alle in einer EVG zusammengeschlossenen Endverbraucherinnen und Endverbraucher eine direkte Vertragsbeziehung mit dem Stromanbieter, der verpflichtet ist, sie zu beliefern. Da bei der EVG keine technischen Eingriffe an den Messeinrichtungen erforderlich sind, ist sie in der Regel einfacher umzusetzen als der ZEV, insbesondere wenn es sich um bereits bestehende Gebäude handelt.

## 2. Entwicklung des gemeinsamen Eigenverbrauchs im Kanton Freiburg

Im Kanton Freiburg hat sich der gemeinsame Eigenverbrauch in den letzten Jahren schrittweise entwickelt. Nach Angaben von Groupe E gab es Ende März 2023 mehr als 450 Anlagen für gemeinsamen Eigenverbrauch, mit oder ohne ZEV:

	Gemeinsamer Eigenverbrauch nach ZEV-Modell			Gemeinsamer Eigenverbrauch nach EVG-Modell			Gesamttotal
	Ohne Auflösung von Netzanschlüssen	Mit Auflösung von Netzanschlüssen	Total	Ohne Auflösung von Netzanschlüssen	Mit Auflösung von Netzanschlüssen	Total	
<b>2019</b>	74		<b>74</b>				<b>74</b>
<b>2020</b>	79		<b>79</b>	4		<b>4</b>	<b>83</b>
<b>2021</b>	62	4	<b>66</b>	47	3	<b>50</b>	<b>116</b>
<b>2022</b>	52	1	<b>53</b>	85	1	<b>86</b>	<b>139</b>
<b>2023*</b>	15	1	<b>16</b>	24	2	<b>26</b>	<b>42</b>
<b>Gesamt total</b>	<b>282</b>	<b>6</b>	<b>288</b>	<b>160</b>	<b>6</b>	<b>166</b>	<b>454</b>

\* Daten für das erste Quartal

Diese Zahlen spiegeln eine insgesamt zufriedenstellende Verbreitung des gemeinsamen Eigenverbrauchs (mit oder ohne ZEV) im Kanton wider und sind ähnlich wie in den Westschweizer Kantonen. Sie zeigen auch, dass die Anlagen für gemeinsamen Eigenverbrauch mit Auflösung von

Netzanschlüssen – also jene, die eine Änderung des Verteilnetzes zur Folge haben – selten sind. Denn dies ist nur bei 12 der 454 Anlagen für gemeinsamen Eigenverbrauch der Fall, was etwa 2,5 % entspricht. Der gemeinsame Eigenverbrauch hat sich also im Kanton Freiburg verbreitet, ohne dass dafür nennenswerte technische Eingriffe in das Verteilnetz erforderlich gewesen wären. Dies lässt sich auch mit der Art der durchgeführten Projekte erklären. Denn bisher konzentrieren sich diese im Wesentlichen jeweils auf ein einziges Gebäude.

Zur Verteilung des gemeinsamen Eigenverbrauchs auf bestehende und neue Gebäude gibt es auf kantonaler Ebene keine statistischen Daten. Um die Frage nach dem Nutzen des ZEV für bereits bestehende Gebäude zu beurteilen, kann man sich jedoch auf die Ergebnisse einer kürzlich durchgeführten Studie<sup>1</sup> zur Verbreitung von ZEV in der Westschweiz stützen, die von Swissolar unter anderem mit Beteiligung von Groupe E und Gruyère Energie durchgeführt wurde. Die Studie zeigt, dass in den Jahren 2018 und 2019 in der Westschweiz 554 neue Anlagen für gemeinsamen Eigenverbrauch mit ZEV eingeführt worden sind. Für das Jahr 2019 wurde im Detail analysiert, wie viele ZEV neue Gebäude betreffen und wie viele bestehende Gebäude betreffen: So wurden in der Westschweiz 21 % der ZEV bei Neubauten und 79 % mit bestehenden Gebäuden umgesetzt. Diese Zahlen zeigen, dass das Alter des Gebäudes nicht pauschal als Hindernis für die Bildung eines ZEV angesehen werden kann. Auch wenn die detaillierte Analyse seit 2019 nicht mehr wiederholt wurde, gibt es keine Anhaltspunkte dafür, dass sich die Situation heute grundlegend anders darstellt.

Was schliesslich die Kosten für Eingriffe in die Infrastruktur im Zusammenhang mit dem gemeinsamen Eigenverbrauch betrifft, so sei daran erinnert, dass diese hauptsächlich mit einer allfälligen Auflösung von Netzanschlüssen zusammenhängen. Wie die Tabelle weiter oben zeigt, sind diese Fälle in der Praxis jedoch selten. Die Kosten scheinen auch kein Hindernis darzustellen, wenn dennoch eine Auflösung von Netzanschlüssen notwendig ist. Gemäss den Informationen von Groupe E wird kaum ein Antrag auf Auflösung von Netzanschlüssen wegen der Kosten, die der Grundbesitzerin bzw. dem Grundbesitzer dadurch entstehen, zurückgezogen. In Bezug auf die Kostenfrage sei daran erinnert, dass die höhere Rentabilität für die Produzentin bzw. den Produzenten das Hauptargument für die Bildung eines ZEV ist. Technisch allzu komplexe Projekte, die unverhältnismässig hohe Kosten verursachen würden, kommen in der Regel nicht für die Bildung eines ZEV in Frage. Zudem wären solche Projekte aus energiepolitischer Sicht nicht effektiv, weil statt der bestehenden Anlagen neue Anlagen genutzt würden, die sich zu einem parallelen Netz entwickeln könnten. Daher kommt der gemeinsame Eigenverbrauch vor allem bei Mehrfamilienhäusern zur Anwendung.

### **3. Massnahmen zur Förderung des gemeinsamen Eigenverbrauchs**

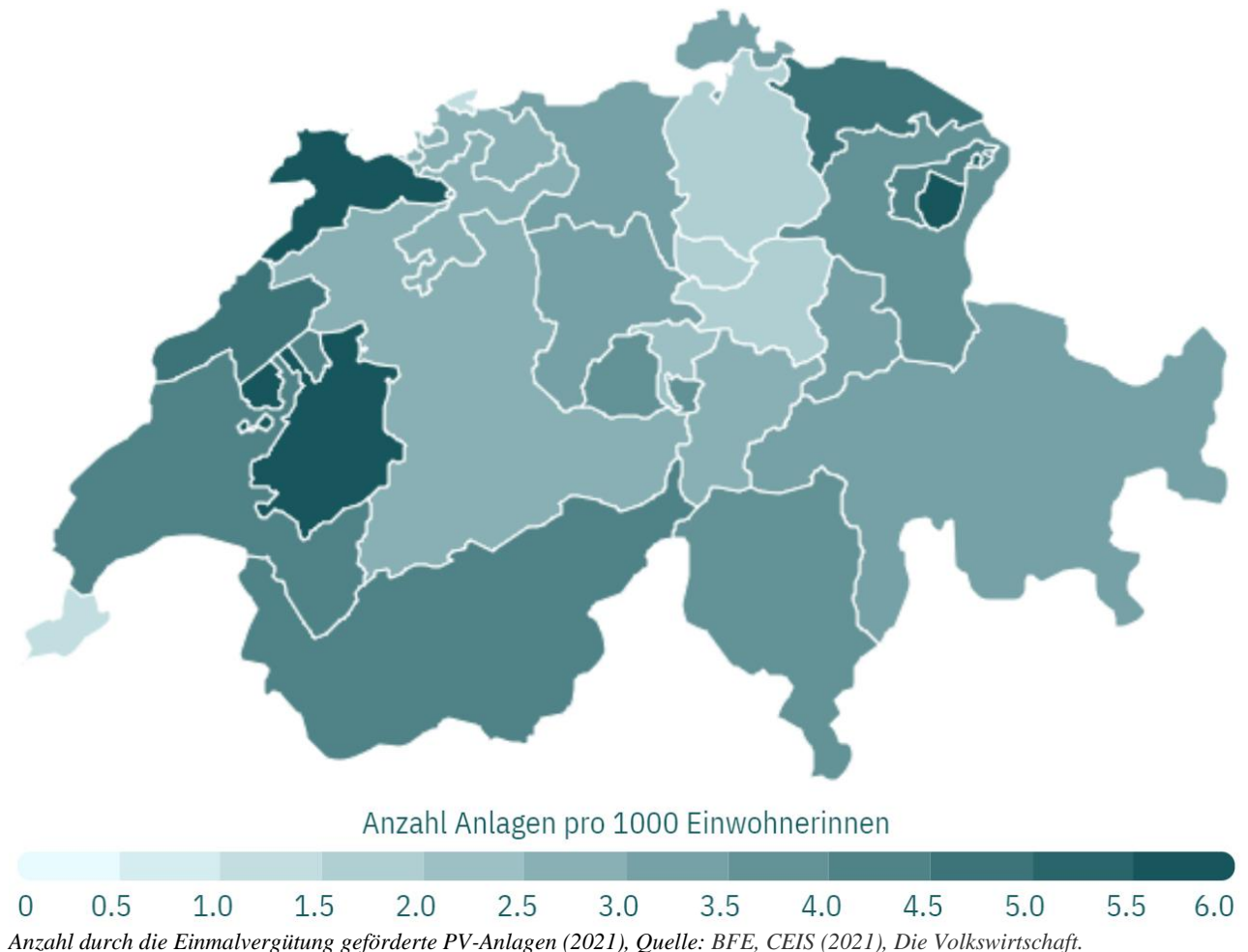
In Bezug auf die von den Verfassern der Motion gestellten Fragen ist anzumerken, dass der gesetzliche Rahmen für ZEV auf Bundesebene derzeit angepasst wird. Der Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) sieht eine Änderung von Artikel 16 Abs. 1 EnG vor, um die Nutzung der Anschlussleitungen zur Förderung des gemeinsamen Eigenverbrauchs zu erlauben. Dieser Grundsatz wurde bereits von beiden Räten angenommen. Im gleichen Zusammenhang hat der Ständerat vorgeschlagen, den Perimeter des Eigenverbrauchs durch die Schaffung von «lokalen Elektrizitätsgemeinschaften» zu erweitern, und der Nationalrat ist ihm im Grundsatz gefolgt. Die lokalen Elektrizitätsgemeinschaften werden es ermöglichen, den selbst erzeugten Strom im Kreise dieser Gemeinschaft zu verbrauchen. Sie können dafür das

---

<sup>1</sup> *Enquête sur le déploiement des RCP en Suisse Romande*, Swissolar, 2021.

Verteilnetz benutzen und bezahlen dafür einen Kostenanteil für die Netznutzung. Die noch bestehenden Differenzen zwischen den beiden Kammern betreffen nicht den Grundsatz, sondern nur die Art und Weise, wie diese lokalen Elektrizitätsgemeinschaften umgesetzt werden sollen. Die Möglichkeit, das Verteilnetz zu nutzen, wird die Einführung des gemeinsamen Eigenverbrauchs beschleunigen und gleichzeitig das Risiko von Effizienzverlusten durch die Installation paralleler Netze verringern. Die vorgeschlagenen Bestimmungen entsprechen auch der von den Verfassern der Motion geäußerten Forderung, die Aufnahme bestehender Gebäude in Projekte zur gemeinsamen Nutzung der lokalen Produktion zu erleichtern, da so der damit verbundene technische Aufwand begrenzt bleibt, ohne dass neue Finanzhilfen erforderlich sind.

Unabhängig von den Änderungen des rechtlichen und reglementarischen Rahmens ist es sinnvoll, daran zu erinnern, dass bereits ein wirksames System staatlicher Finanzhilfen zur Förderung von neuen Fotovoltaikanlagen besteht. Auf Bundesebene decken die Beiträge bis zu 30 % der Investitionskosten für kleine Fotovoltaikanlagen mit einer Leistung von bis zu 100 kW. Darüber hinaus gibt es auf kantonaler Ebene indirekte Unterstützungsmassnahmen, um die Entwicklung der Fotovoltaik zu fördern, insbesondere steuerliche Anreize. Im nationalen Vergleich gehört Freiburg zu den Kantonen mit den meisten Fotovoltaikanlagen, wie die folgende Grafik zeigt:



Der Grundsatz, Strom so nah wie möglich am Ort der Produktion zu verbrauchen, entspricht den strategischen Prioritäten der Verteilnetzbetreiber. Denn die Nutzung des Stroms durch die Produzentin bzw. den Produzenten selbst im Eigenverbrauch ist aus Sicht eines effizienten Netznutzungs-Managements ein sinnvoller Ansatz. Die Verteilnetzbetreiber, darunter Groupe E und Gruyère Energie, haben daher Angebote geschaffen, die den Produzentinnen und Produzenten den Eigenverbrauch in seinen verschiedenen Formen sowohl in technischer als auch in administrativer Hinsicht (z.B. Vereinfachung der Rechnungsstellung) erleichtern sollen. In dieser Hinsicht bestehen im Kanton Freiburg bereits günstige Bedingungen für die Verbreitung von ZEV und für den gemeinsamen Eigenverbrauch im Allgemeinen.

#### **4. Schluss**

Aufgrund dieser Feststellungen ist der Staatsrat der Ansicht, dass es nicht sinnvoll ist, den Grundeigentümerinnen und Grundeigentümern kantonale Finanzhilfen für die Aufnahme von bestehenden Gebäuden in einen ZEV zu gewähren. Er empfiehlt deshalb die Motion zur Ablehnung.



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat 2022-GC-125

### Potentiel du pompage-turbinage de la force hydraulique dans le canton de Fribourg

---

Auteurs :	Dafflon Hubert / Clément Christian
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	19.07.2022
Développement :	19.07.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	22.07.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	16.05.2023

---

#### I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 19 juillet 2022, les députés Hubert Dafflon et Christian Clément relèvent la volonté d'« augmenter la production d'énergie hydraulique par l'amélioration de l'efficacité des centrales existantes et la réalisation de nouvelles moyennes ou grandes centrales hydrauliques » exprimée par le Conseil d'Etat dans sa réponse au postulat 2021-GC-98 Wicht / de Weck.

Afin de tout mettre en œuvre pour augmenter la production d'énergie et ainsi relever les défis énergétiques futurs et assurer notre indépendance énergétique, les postulants demandent au Conseil d'Etat de réaliser une étude complète sur le potentiel du pompage-turbinage dans notre canton et son coût. Les nombreux barrages fribourgeois offrent très certainement des opportunités (lac de la Gruyère, lac de Montsalvens, Sarine, lac de Pérolles, etc.).

Cette étude porterait aussi sur le rehaussement des barrages, couplé ou non à du pompage-turbinage.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

L'histoire de l'utilisation de la force hydraulique à des fins de production d'électricité dans le canton de Fribourg commence à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle avec notamment les initiatives visionnaires de l'ingénieur Guillaume Ritter et la première grande centrale hydroélectrique à voir le jour en 1910, avec la réalisation du barrage de la Maignrage.

Un autre ingénieur s'illustre également au début du 20<sup>ème</sup> siècle dans ce domaine. Il s'agit de Hans Maurer, alors chef des Services industriels du canton, lequel établit en 1913 une cartographie des infrastructures à mettre en œuvre pour valoriser au mieux les ressources énergétiques de la Sarine et de ses affluents. Pratiquement tous les ouvrages imaginés à l'époque par M. Maurer ont été réalisés, à l'exception du projet de turbinage entre les lacs de Schiffenen et de Morat (projet SCHEM), actuellement à l'étude.



A ce jour, la force hydraulique couvre environ 30 % de la consommation d'électricité du canton, et il est à relever que près de 90 % du potentiel hydraulique du canton est exploité. A lui seul, le projet SCHEM représenterait un apport supplémentaire d'environ 6 %.

En termes d'efficacité énergétique, respectivement d'augmentation de la production grâce à une optimisation de l'exploitation et/ou du remplacement de certaines machines, les détenteurs des ouvrages, dont le principal est Groupe E, procèdent déjà depuis de nombreuses années et chaque fois que cela est possible, aux travaux nécessaires allant dans ce sens. Ces améliorations de l'efficacité énergétique doivent tout de même être mises en regard avec la diminution de production liée à certaines mesures d'assainissement écologique de la force hydraulique en application de la législation sur la protection des eaux.

Le Conseil d'Etat relève également qu'un rehaussement des barrages n'exercerait absolument aucune influence sur la capacité de production d'énergie dans le canton, mais permettrait uniquement de stocker un volume plus important d'eau afin de la turbiner à des périodes de l'année estimées plus propices, notamment pour disposer de réserves supplémentaires en cas de pénurie d'énergie. Les plans d'eau créés dans le canton par les barrages font aujourd'hui partie du paysage fribourgeois, de même que le territoire et les infrastructures se sont développées ces dernières années avec cette composante. Le rehaussement de barrages aurait pour conséquence de relever sensiblement le niveau des lacs, alors que les abords des lacs et retenues d'eau sont occupés par de nombreuses infrastructures. Dès lors, il est d'ores et déjà possible d'évaluer qu'un tel scénario serait disproportionné, sur les plans économique, territorial, sociétal et environnemental.

S'agissant du potentiel de pompage-turbinage entre les différents ouvrages du canton, il y a lieu de rappeler en préambule certains éléments :

Le pompage-turbinage consiste à pomper de l'eau dans un bassin afin de la remonter via une conduite forcée pour la stocker dans un autre bassin lorsque qu'il y a une surproduction d'électricité sur le marché, et ensuite à inverser le processus en turbinant cette eau lorsque le marché est demandeur. Par leur capacité de stockage de l'énergie, les ouvrages de pompage-turbinage existants servent également au réglage du réseau électrique.

Sans tenir compte du turbinage des apports en eau du bassin versant, le bilan énergétique d'une installation de pompage-turbinage est négatif, à savoir que, pour cette fonction, elle consomme plus d'énergie qu'elle n'en produit principalement en raison des pertes de charges dans les conduites.

Selon leur configuration et la situation du marché, les ouvrages de pompage-turbinage permettent de stocker de l'énergie sur des périodes journalières, voire hebdomadaires. Ils ne sont pas prévus pour stocker l'énergie sur de longues périodes, par exemple pour du stockage saisonnier.

Il existe en Suisse plusieurs ouvrages de pompage-turbinage pour une puissance totale supérieure à 3 GW, soit une puissance plus élevée que celle de l'ensemble des centrales nucléaires encore en fonction en Suisse. Une grande partie de cette puissance a été mise en service récemment : Linth-Limmern 1000 MW en 2016, Nant de Drance 900 MW en 2022, FMHL 480 MW en 2017 suite à la seconde phase de construction de 240 MW. A relever que cet aménagement de pompage-turbinage se situe à Veythaux (VD) et relie le Lac Léman à celui de l'Hongrin. Groupe E est actionnaire pour une part de 13 % dans la société.

Dans le cadre des études pour le projet SCHEM, Groupe E a étudié une variante de pompage-turbinage. Il s'est avéré que celle-ci n'a de sens ni d'un point de vue énergétique, ni d'un point de vue économique, notamment en raison des investissements supplémentaires à consentir, ainsi que d'une capacité de pompage-turbinage suffisante en Suisse. Cette variante a dès lors été abandonnée.

Finalement, la Suisse n'a et n'aura pas de problème de puissance, même à long terme. Les centrales de pompage-turbinage en exploitation combinées notamment aux bassins de retenues avec centrales de turbinage et aux batteries déployées à futur sur le territoire, permettront un stockage d'énergie suffisant pour les périodes à court et moyen termes. Toutefois, pour garantir son approvisionnement en énergie, la Suisse manque à ce jour clairement d'énergie pour le semestre d'hiver, ce que ne peut offrir le pompage-turbinage. Pour ce faire, elle devra développer rapidement de nouvelles capacités de production d'électricité valorisant essentiellement les ressources hydrauliques, solaires et le vent dans les portions de territoire qui s'y prêtent.

C'est notamment dans ce contexte que s'inscrit la priorisation des projets hydroélectriques au niveau national, établis lors d'une table ronde réunissant le DETEC, les cantons, les représentants des producteurs d'électricité et des associations environnementales, conformément à la loi fédérale du 30 septembre 2016 sur l'énergie définissant les rôles et compétences dans l'approvisionnement énergétique. La table ronde a identifié 15 projets de centrales hydroélectriques à accumulation qui sont les plus prometteurs sur le plan énergétique et dont la mise en œuvre implique un impact minimal sur la biodiversité et le paysage. Le projet SCHEM figurait dans la liste des projets examinés, mais il n'a finalement pas été retenu parmi les quinze projets prioritaires. Toutefois, cela reste un projet très intéressant pouvant participer à l'atteinte des objectifs de politique énergétique de la Suisse.

Par conséquent, le Conseil d'Etat comprend et rejoint la volonté des députés Dafflon et Clément de valoriser au mieux toutes les ressources énergétiques et indigènes disponibles. Toutefois, le faible potentiel encore valorisable grâce à l'hydraulique dans le canton a déjà été étudié et pourra grandement être exploité avec le projet de base SCHEM, mais il ne pourra certainement pas l'être par le rehaussement des barrages existants, ni par la réalisation d'installations de pompage-turbinage.

Considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à rejeter le postulat.



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat 2022-GC-125

### Pumpspeicherpotenzial der Wasserkraft im Kanton Freiburg

---

Urheber:	Dafflon Hubert / Clément Christian
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	19.07.2022
Begründung:	19.07.2022
Überweisung an den Staatsrat:	22.07.2022
Antwort des Staatsrats:	16.05.2023

---

#### I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 19. Juli 2022 eingereichten und begründeten Postulat weisen die Grossräte Hubert Dafflon und Christian Clément darauf hin, dass der Staatsrat in seiner Antwort auf das Postulat 2021-GC-98 Wicht / de Weck seinen Willen geäussert hat, die Wasserkraftproduktion durch eine verbesserte Energieeffizienz der bestehenden Kraftwerke und den Bau von neuen mittleren und grossen Wasserkraftwerken zu steigern.

Damit alles getan wird, um die Energieproduktion zu steigern und so die künftigen Herausforderungen im Energiebereich zu meistern und unsere Energieunabhängigkeit zu sichern, verlangen die Verfasser des Postulats vom Staatsrat, dass er eine vollständige Studie über das Pumpspeicherpotenzial in unserem Kanton und seine Kosten durchführt. Zahlreiche Stauwerke im Kanton Freiburg bieten gewiss Optimierungsmöglichkeiten (Greyerzersee, Montsalvens-See, Saane, Perolles-See usw.).

Diese Studie würde sich auch mit der Erhöhung der Staumauern befassen, die eventuell mit einer Pumpspeicherung verbunden werden kann.

#### II. Antwort des Staatsrats

Die Nutzung von Wasserkraft zur Stromerzeugung geht im Kanton Freiburg auf das Ende des 19. Jahrhunderts und die visionären Projekte des Ingenieurs Guillaume Ritter zurück. 1910 wurde das erste grosse Wasserkraftwerk mit dem Magerau-Stauwerk gebaut.

Ein weiterer Ingenieur machte sich Anfang des 20. Jahrhunderts einen Namen in diesem Bereich. Hans Maurer, damaliger Leiter der industriellen Werke des Kantons, stellte eine Kartografie der Infrastrukturen auf, die realisiert werden sollen, um die Energieressourcen der Saane und ihrer Zuläufe besser zu nutzen. Fast alle Werke, die sich Hans Maurer seinerzeit vorgestellt hat, wurden realisiert. Die einzige Ausnahme bildet das Projekt eines Kraftwerks zwischen dem Schiffenen- und dem Murtensee (das Projekt SCHEM), das zurzeit geprüft wird.

Aktuell deckt die Wasserkraft etwa 30 % des Stromverbrauchs des Kantons. Dem ist anzufügen, dass bereits knapp 90 % des Wasserkraftpotenzials genutzt wird. Allein das Projekt SCHEM würde einen zusätzlichen Beitrag von etwa 6 % leisten.

Zur Steigerung der Energieeffizienz, indem dank Betriebsoptimierung bzw. Ersatz bestimmter Maschinen mehr Strom produziert wird, nehmen die Eigentümer der Bauwerke angeführt von Groupe E schon seit vielen Jahren die dafür nötigen Arbeiten vor, sobald sich eine Gelegenheit dafür bietet. Dieser energetischen Effizienzsteigerung muss jedoch die Abnahme der Produktion gegenübergestellt werden, die auf Sanierungsmassnahmen gestützt auf die Gesetzgebung über den Gewässerschutz zurückzuführen ist.

Der Staatsrat weist ferner darauf hin, dass eine Erhöhung der Staumauern keinen Einfluss auf die im Kanton produzierte Strommenge haben würde. Sie würde es einzig ermöglichen, ein grösseres Wasservolumen zu speichern, um es in den Zeiten des Jahres zu turbinieren, in denen es am meisten gebraucht wird, namentlich um über eine zusätzliche Reserve im Falle eines Energiemangels zu verfügen. Die durch Stauwerke geschaffenen Gewässer des Kantons gehören heute zur Freiburger Landschaft. Der Raum und die Infrastruktur haben sich in den vergangenen Jahren mit dieser Komponente entwickelt. Die Erhöhung der Staumauern würde den Wasserstand der Seen deutlich anheben. Allerdings befinden sich in der Nähe der Seen und Speicherbecken zahlreiche Infrastrukturen. Deshalb kann schon jetzt ein derartiges Szenario in wirtschaftlicher, territorialer, sozialer und ökologischer Hinsicht als unverhältnismässig gewertet werden.

Was das Pumpspeicherpotenzial der verschiedenen Stauwerke des Kantons betrifft, sind die folgenden Punkte zu beachten:

Bei einem Pumpspeicherkraftwerk wird das Wasser aus einem Becken durch einen Druckschacht in ein höher gelegenes Becken gepumpt, wenn es auf dem Markt ein Überangebot an Strom gibt. Anschliessend, wenn der Markt mehr Strom nachfragt, wird der Prozess umgekehrt und das Wasser wieder turbiniert. Durch ihre Energiespeicherkapazität tragen die Pumpspeicherwerke zur Stabilisierung des Stromnetzes bei.

Wird die Turbinierung des Neuwassers aus dem Einzugsgebiet ausgeklammert, weist der Pumpspeicherbetrieb eine negative Energiebilanz auf. Das heisst, das Vorgehen verbraucht mehr Energie als es liefert, hauptsächlich aufgrund der Reibungsverluste in den Druckschächten.

Je nach ihrer Ausgestaltung und der Marktlage ermöglichen Pumpspeicherwerke eine tages- oder wochenweise Energiespeicherung. Sie sind nicht dafür angelegt, Energie über längere Zeit, wie eine ganze Saison, zu speichern.

In der Schweiz gibt es mehrere Pumpspeicherwerke mit einer Gesamtleistung von über 3 GW. Das ist mehr als die Leistung aller Kernkraftwerke, die in der Schweiz noch in Betrieb sind. Ein Grossteil dieser Leistung wurde kürzlich in Betrieb genommen: Linth-Limmern mit 1000 MW im Jahr 2016, Nant de Drance mit 900 MW im Jahr 2022 und FMHL mit 480 MW im Jahr 2017 nach der zweiten Bauphase, die die Leistung um 240 MW erhöhte. Dieses Pumpspeicherwerk befindet sich in Veythaux (VD) und verbindet den Genfersee mit dem Hongrin-Stausee. Groupe E ist zu 13 % am Aktienkapital der Gesellschaft beteiligt.

Im Rahmen der Studien zum Projekt SCHEM hat Groupe E eine Variante geprüft, die ein Pumpspeicherwerk beinhaltet. Die Studie hat ergeben, dass die Variante weder aus energetischer noch aus wirtschaftlicher Sicht sinnvoll ist. Der Grund dafür sind namentlich die zusätzlichen

Investitionen, die getätigt werden müssten, und die Tatsache, dass die Schweiz bereits über ausreichend Pumpspeicherkapazität verfügt. Die Variante wurde deshalb verworfen.

Die Schweiz hat kein Problem mit der Leistung, und wird auch in ferner Zukunft keines haben. Die heute in Betrieb stehenden Pumpspeicherwerke insbesondere zusammen mit den Stauwerken und den Batterien, die künftig auf dem Kantonsgebiet zum Einsatz kommen, gewährleisten eine ausreichende Energiespeicherung für kurze und mittlere Zeitspannen. Doch damit die Energieversorgung auch im Winterhalbjahr gesichert ist, fehlt es der Schweiz an Produktionskapazität. Diese Lücke kann nicht durch Pumpspeicherkraftwerke geschlossen werden. Deshalb muss die Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen wie Wasser-, Sonnen- und Windenergie in den dafür geeigneten Gebieten möglichst rasch ausgebaut werden.

Dies ist namentlich der Hintergrund, vor dem die Wasserkraftprojekte auf nationaler Ebene nach ihrer Priorität eingereiht wurden. Zu diesem Zweck fand ein Runder Tisch statt, an dem das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK), die Kantone, die Vertreterinnen und Vertreter der Stromerzeuger und die Umweltverbände teilgenommen haben, wie es das Energiegesetz des Bundes vom 30. September 2016 vorsieht, das die Rollen und Zuständigkeiten bei der Energieversorgung festlegt. Der Runde Tisch hat 15 Projekte von Speicherkraftwerken bezeichnet, die energetisch am vielversprechendsten sind und deren Umsetzung sich am wenigsten auf die Artenvielfalt und die Landschaft auswirkt. Das Projekt SCHEM befand sich auf der Liste der geprüften Projekte, wurde aber nicht in die Liste der 15 vorrangigen Projekte aufgenommen. Dennoch bleibt es ein interessantes Vorhaben, das dazu beitragen kann, die energiepolitischen Ziele der Schweiz zu erreichen.

Der Staatsrat versteht und unterstützt den Wunsch der Grossräte Hubert Dafflon und Christian Clément, die verfügbaren einheimischen Energiequellen bestmöglich zu nutzen. Im Kanton ist jedoch nur noch ein geringes ungenutztes Wasserkraftpotenzial vorhanden, das bereits analysiert wurde und mit dem Basisprojekt SCHEM weitgehend ausschöpft werden kann, aber gewiss nicht mit der Erhöhung bestehender Staumauern oder dem Bau von Pumpspeicherwerken.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung des Postulats.



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Ingold François / Berset Alexandre  
**Sortir de la dépendance au gaz**

2022-GC-64

### I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 24 mars 2022, les députés François Ingold et Alexandre Berset, ainsi que les 13 cosignataires, thématisent les conséquences de la guerre en Ukraine en lien avec l'approvisionnement énergétique de la Suisse et la nécessité de réduire notre dépendance, et demandent au Conseil d'Etat de formuler des propositions ambitieuses et volontaires pour y arriver.

Ils relèvent également le fait que le gaz naturel est une ressource énergétique fossile, génératrice de gaz à effet de serre, et utilisée en grande partie pour le chauffage des bâtiments.

Afin de réduire notre dépendance envers les importations gazières, provenant notamment de Russie, différentes mesures sont proposées. Elles devraient être mises en œuvre en complément de ce qui existe déjà.

### II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle que la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables est une des priorités de la politique énergétique en Suisse et en particulier dans le canton. Depuis 2009 et pour rappel, Fribourg s'est doté d'une stratégie énergétique, laquelle a été adaptée à l'échelle temporelle de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération acceptée en votation populaire en 2017.

Dans ce contexte, de nombreuses mesures ont déjà été prises et il ressort, par exemple dans le domaine du bâtiment, que le gaz n'est pratiquement plus installé dans les nouvelles constructions (<1 % des systèmes de chauffage), ainsi que dans l'assainissement des installations de chauffage. Ce résultat s'explique en grande partie par une combinaison de mesures incitatives et de mesures contraignantes mises en place, comme par exemple l'obligation d'un part d'énergie renouvelable lors de l'installation ou le renouvellement d'une production de chaleur utilisant de l'énergie fossile.

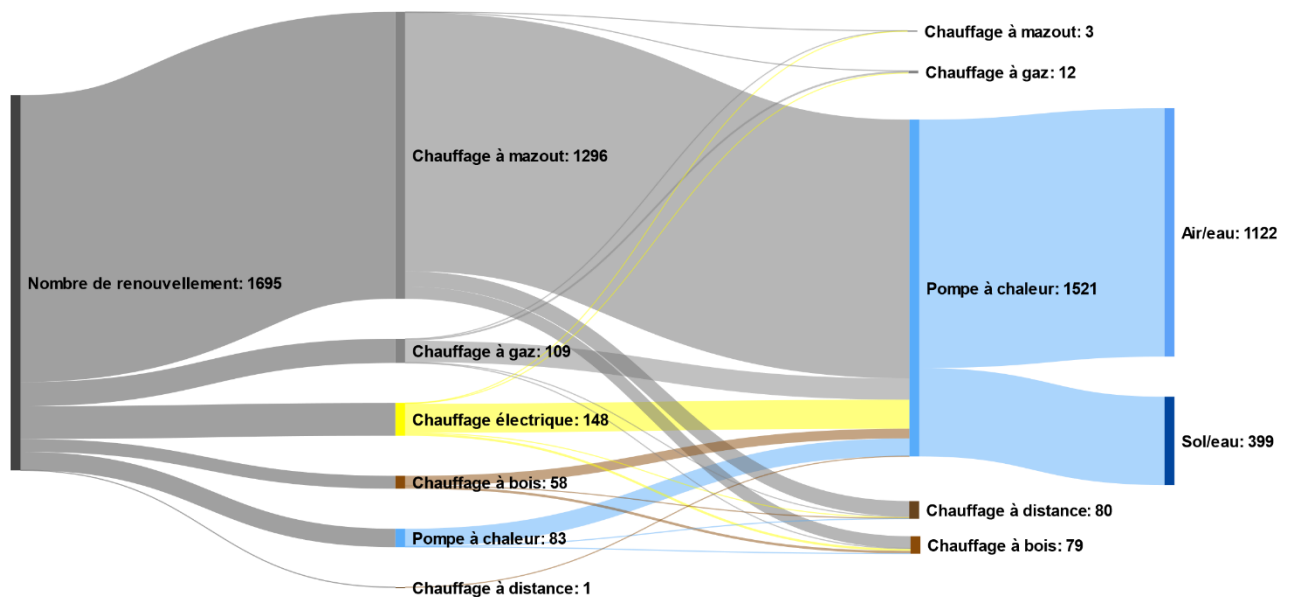
En outre, par rapport aux propositions de mesures évoquées par les députés François Ingold et Alexandre Berset, ainsi que les cosignataires, le Conseil d'Etat a l'avantage de faire les remarques suivantes :

#### ***Réduire la consommation générale de gaz, p.ex. en augmentant les montants du programme actuel d'assainissement des bâtiments***

La mesure M-01 du Programme Bâtiments dédiée à l'amélioration de l'enveloppement des bâtiments connaît un grand succès, comme la plupart des autres mesures d'ailleurs, et répond au principe d'encourager la réduction sensible de la consommation d'énergie en générale, et de gaz en particulier.

Les mesures M-02 à M-18 du Programme Bâtiments concerne directement ou indirectement le remplacement des installations de production de chaleur à énergies fossiles dont le gaz et le mazout font partie, et les installations de chauffages électriques, par des installations valorisant les énergies renouvelables.

Comme le démontre le graphique ci-après, tiré des données statistiques sur les dossiers de remplacement de systèmes de chauffage mis à l'enquête en 2022, le remplacement des installations de chauffage utilisant à l'origine des énergies fossiles se fait presque exclusivement par de nouvelles installations valorisant les énergies renouvelables.



Source : SdE/2023

Il en résulte que sur un total de 1695 installations de chauffage assainies, seules 15 l'ont encore été avec une ressource fossile, soit moins de 1 % de l'ensemble.

Dès lors, le Conseil d'Etat en déduit que le Programme Bâtiments actuel porte ses fruits et qu'il n'est pas nécessaire, en l'état du moins, de le compléter spécifiquement pour diminuer la consommation de gaz dans le canton.

### ***Encourager le remplacement des chauffages à gaz par des systèmes de chauffage reposant sur les énergies renouvelables***

Comme mentionné précédemment, l'obligation d'installer une part d'énergie renouvelable et le Programme Bâtiments remplissent ce rôle à satisfaction et il n'y a pas lieu de mettre en place un programme parallèle.

### ***Encourager les alternatives durables, en analysant par exemple le potentiel de la production locale de biogaz***

Le potentiel de valorisation du biogaz a été analysé dans le canton. Il en ressort que si tout son potentiel théorique était valorisé, ce qui est toutefois improbable, le biogaz permettrait de couvrir environ 3 à 5 % des besoins énergétiques du canton.

Il n'en demeure pas moins que le biogaz doit être valorisé car la concrétisation de la stratégie énergétique impose pratiquement la valorisation de toutes les ressources disponibles. Toutefois, sa faible disponibilité impose une utilisation très locale, proche de la source.

Pour ce qui est de l'encouragement du biogaz, comme cette ressource est bien mieux valorisée en production d'électricité et de chaleur qu'en production de chaleur seule, c'est le programme de soutien de la Confédération qui s'applique.

***Cesser de promouvoir le gaz et astreindre les fournisseurs d'énergie à informer leur clientèle sur les économies d'énergie et les alternatives renouvelables***

Le Conseil d'Etat insiste sur le fait que le canton n'a jamais fait de la promotion pour le gaz naturel, d'ailleurs ressource fossile.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat tient à relever que le principal fournisseur de gaz dans le canton est la société Groupe E Celsius SA qui, à ce jour, développe essentiellement les réseaux de chauffage à distance alimentés par des énergies renouvelables. Ces dernières années, l'extension du réseau de gaz a été pratiquement nulle, et les travaux sur le réseau se sont essentiellement résumés à l'entretien de l'existant ou à des déplacements de conduites pour cause de travaux divers. On note également que la durée de vie d'une telle installation est d'environ 20 ans et que cela fait plus de 10 ans que Groupe E n'installe pratiquement plus de fossile dans les nouvelles constructions.

***Lancer une campagne d'information et de sensibilisation sur les possibilités de réduire sa consommation d'énergie et de passer aux énergies renouvelables***

Dans le cadre de la sensibilisation, l'information et la formation en lien avec le Programme Bâtiments, de nombreuses actions ont été mises en œuvre.

Par exemple, des soirées d'information sur la rénovation des bâtiments ont lieu dans les communes et avec leur concours. Ces manifestations connaissent d'ailleurs un grand succès. Depuis ce printemps, un second concept de soirées d'informations sur les installations de solaires photovoltaïques est venu le compléter.

Le programme de formation continue Energie-FR ([www.energie-fr.ch](http://www.energie-fr.ch)) offre aussi une très grande palette de formations pour les professionnel-le-s et de manifestations pour les particuliers. Il a également créé une plateforme d'annonces pour toutes les formations diffusées en Suisse romande dans le domaine de l'énergie ([www.agenda-energie-so.ch](http://www.agenda-energie-so.ch)). Cette plateforme est devenue une référence dans le domaine ; elle est utilisée également par d'autres cantons, et les organisations professionnelles. En outre, Energie-FR réalise toute l'offre des conférences du Salon Energissima pour lequel le canton est partenaire.

Finalement, le canton a également créé le Centre de compétence en rénovation des bâtiments (CCRB), constitué en association depuis septembre 2022. Celui-ci est actuellement opérationnel avec notamment la diffusion de nombreux cafés-conseils depuis 2022 destinés à tous les propriétaires de bâtiments, ainsi que la mise à disposition d'une hotline. De nombreuses prestations du CCRB (par ex. conseils, workshops et conférences, développement de produits, partenariats) sont en préparation pour les mois et les années à venir.



D'une manière plus générale, le Service de l'énergie (SdE) sensibilise tout au long de l'année la population sur les possibilités de réduire la consommation d'énergie. Il est présent également dans les écoles avec des cours de sensibilisation donnés aux niveaux primaire et secondaire. A titre d'exemple, au niveau primaire, plus de 3'000 élèves suivent annuellement cette sensibilisation.

Autre exemple, au début de l'année 2023, une brochure a été distribuée à 170 000 exemplaires en tout-ménage afin de sensibiliser toute la population fribourgeoise aux économies d'énergie dans les ménages.

Finalement, les services de l'énergie et les services de l'environnement des cantons romands ont mis en place depuis 2005 un site internet [www.energie-environnement.ch](http://www.energie-environnement.ch), lequel connaît une fréquentation considérable, proche du million de visiteurs par année.

***Eliminer les obstacles administratifs en créant un « guichet Énergie » pour toutes les questions relatives à la sortie des énergies fossiles, de l'activité de conseil aux demandes de subsides en passant par les procédures d'autorisation***

Le SdE, ainsi que le Centre de compétence en rénovation des bâtiments (CCRB), jouent déjà clairement le rôle de « guichet énergie » pour l'ensemble du canton. Ils sont amenés à répondre à de nombreuses questions pouvant émaner de spécialistes, de propriétaires ou de citoyens-ennes.

Dans ce contexte, différents outils sont notamment mis à disposition, comme par exemple des sites internet spécifiquement dédiés à une thématique particulière (<https://www.leprogrammebatiments-fr.ch/>, <https://www.fr.ch/energie-agriculture-et-environnement/energie/approvisionnement-en-energie-et-risques-de-penurie>), ou les café/conseils et la hotline du CCRB (<https://ccrb.ch/>). La présence du SdE dans de nombreuses manifestations en lien avec le domaine de l'énergie permet aussi de renseigner toute personne susceptible de vouloir obtenir des informations.

S'agissant des procédures d'autorisation, celles-ci sont imposées par l'application du droit en vigueur. Le Canton offre par exemple la possibilité aux communes de traiter les demandes de permis pour l'installation de pompes à chaleur air/eau en procédure simplifiée de manière autonome. Différentes analyses sur le processus d'octroi des permis de construire ont d'ailleurs déjà été menées et ont déjà fait l'objet de réponses à différentes interventions parlementaires.

***Encourager le raccord aux réseaux thermiques***

Depuis 2017, la mesure M-07 du Programme Bâtiments prévoit une subvention pour le remplacement d'un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance, pour autant que la chaleur obtenue provienne principalement des énergies renouvelables ou des rejets thermiques.

***Obliger une communication transparente sur la provenance du gaz***

La communication sur la provenance du gaz a toujours été faite de manière très transparente, en particulier par les offices fédéraux compétents (Office fédéral de l'énergie, Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays, Office fédéral de l'environnement) et les cantons.

Le Conseil d'Etat retient finalement que les mesures nécessaires ont été mises en œuvre dans le canton afin d'atteindre les objectifs de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, laquelle prévoit la sortie des énergies fossiles, et par conséquent aussi celle du gaz. De plus, à ce jour, il n'y

a plus de gaz provenant de Russie dans l'approvisionnement énergétique de la Suisse, lequel dépend surtout des pays européens et des nouvelles filières d'approvisionnement qui ont été créées.

Le Conseil d'Etat est également conscient qu'une accélération de la mise en œuvre des mesures serait souhaitable, soit une concrétisation plus rapide des objectifs de politique énergétique, mais cela dépendra grandement de l'évolution des prix du marché, de la main d'œuvre qualifiée à disposition qui fait encore cruellement défaut à ce jour, ainsi que des capacités du marché à fournir les installations en qualité et en nombre.

Considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de rejeter le postulat.

*16 mai 2023*



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat Ingold François / Berset Alexandre  
**Weg von der Gasabhängigkeit**

2022-GC-64

### I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 24. März 2022 eingereichten und begründeten Postulat thematisieren die Grossräte François Ingold und Alexandre Berset sowie 13 Mitunterzeichnende die Folgen des Ukraine-Kriegs für die Energieversorgung der Schweiz und die Notwendigkeit, unsere Abhängigkeit zu reduzieren. Sie verlangen vom Staatsrat, dass er ehrgeizige und ernsthafte Vorschläge macht, um dieses Ziel zu erreichen.

Sie weisen ferner darauf hin, dass Erdgas zu den fossilen Energieträgern zählt, die Treibhausgase verursachen, und zu einem grossen Teil für die Gebäudeheizung verwendet wird.

Um unsere Abhängigkeit von Gas, das hauptsächlich aus Russland importiert wird, zu reduzieren, schlagen die Verfasser des Postulats verschiedene Massnahmen vor. Diese sollten zusätzlich zu den bestehenden Massnahmen umgesetzt werden.

### II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass der Ersatz von fossilen Energien durch erneuerbare Energien zu den Prioritäten der Schweizer und besonders der kantonalen Energiepolitik gehört. Seit 2009 verfügt der Staat Freiburg über eine Energiestrategie, die an den zeitlichen Masstab der vom Stimmvolk abgesegneten Energiestrategie 2050 des Bundes angepasst wurde.

In diesem Zusammenhang wurden bereits zahlreiche Massnahmen getroffen und es zeigt sich beispielsweise im Gebäudebereich, dass in Neubauten kaum noch eine Gasheizung eingebaut wird (<1 % der Heizsysteme). Dasselbe wird auch bei der Sanierung von Heizanlagen beobachtet. Diese Entwicklung ist weitgehend auf die Verbindung von Anreizmassnahmen und zwingenden Massnahmen zurückzuführen, wie etwa die Pflicht, beim Einbau einer neuen bzw. beim Ersatz einer alten Öl- oder Gasheizung einen Teil des Wärmebedarfs durch erneuerbare Energien zu decken.

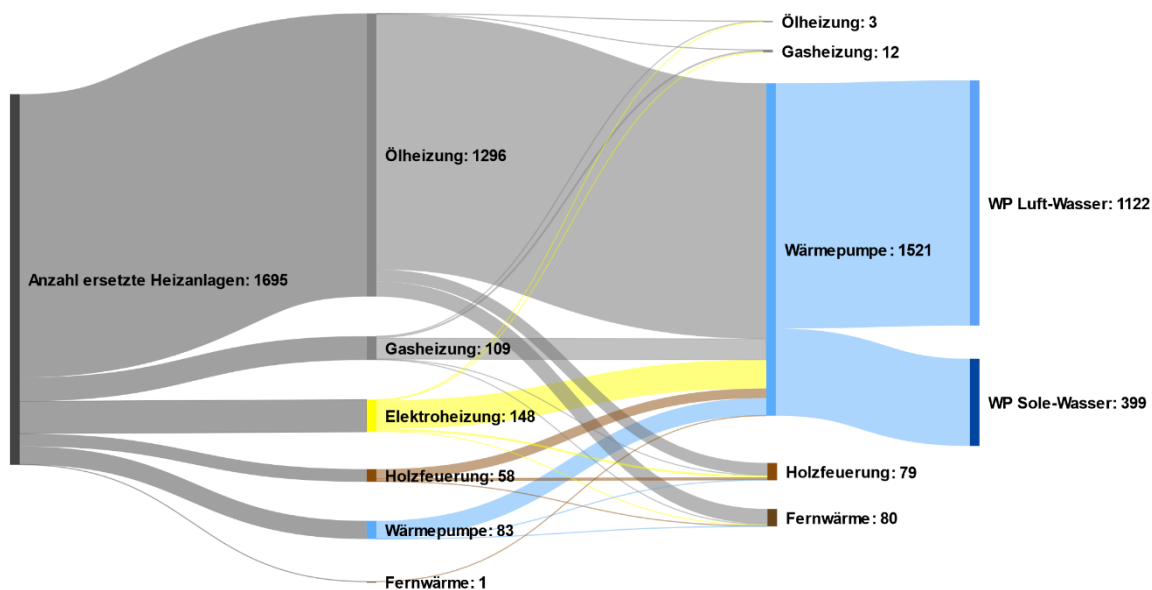
Zu den Massnahmen, die im Postulat von den Grossräten François Ingold und Alexandre Berset sowie den Mitunterzeichnenden erwähnt werden, kann der Staatsrat wie folgt Stellung nehmen:

***Den Gasverbrauch gesamthaft senken, indem z.B. die Beiträge des aktuellen Gebäudesanierungsprogramms erhöht werden.***

Die Massnahme M-01 des Gebäudeprogramms fördert die Verbesserung der Wärmedämmung der Gebäudehülle und ist sehr gefragt, wie übrigens auch die meisten anderen Massnahmen. Sie ermöglicht eine deutliche Senkung des Energieverbrauchs und namentlich auch des Gasverbrauchs.

Die Massnahmen M-02 bis M-18 des Gebäudeprogramms betreffen direkt oder indirekt den Ersatz von fossil betriebenen Wärmeerzeugern, darunter Gas- und Ölheizungen, und von elektrischen Widerstandsheizungen durch Wärmeerzeuger, die mit erneuerbaren Energien betrieben werden.

Wie aus der unten stehenden Grafik hervorgeht, die auf den statistischen Daten der im Jahr 2022 öffentlich aufgelegten Projekte für einen Heizungsersatz basiert, werden die ursprünglich fossil betriebenen Heizsysteme fast ausschliesslich durch neue Anlagen ersetzt, die erneuerbare Energien nutzen.



Quelle: AfE/2023

Es zeigt sich also, dass von insgesamt 1695 sanierten Heizanlagen nur 15 und somit weniger als 1 % durch eine fossil betriebene Heizung ersetzt wurden.

Der Staatsrat schliesst daraus, dass das Gebäudeprogramm in seiner aktuellen Form seinen Zweck erfüllt und dass eine Ergänzung zumindest zum jetzigen Zeitpunkt nicht notwendig ist, um den Gasverbrauch im Kanton zu senken.

***Den Ersatz von Gasheizungen durch Heizsysteme fördern, die mit erneuerbaren Energien betrieben werden.***

Wie oben erwähnt, erzielen das Gebäudeprogramm und die Pflicht, den Wärmebedarf teilweise durch erneuerbare Energien zu decken, die gewünschte Wirkung, so dass keine zusätzliche Massnahme nötig ist.

***Nachhaltige Alternativen fördern, indem beispielsweise das örtlich vorhandene Potenzial zur Herstellung von Biogas genutzt wird.***

Das im Kanton vorhandene Potenzial zur Nutzung von Biogas wurde einer Analyse unterzogen. Diese hat ergeben, dass etwa 3 bis 5 % des Energiebedarfs des Kantons gedeckt werden könnte, wenn das gesamte theoretisch vorhandene Potenzial verwertet wird, was allerdings unwahrscheinlich ist.

Biogas muss aber trotzdem verwertet werden, denn die Umsetzung der Energiestrategie setzt voraus, dass praktisch alle verfügbaren Energiequellen genutzt werden. Da aber nur wenig Biogas verfügbar ist, muss es sehr lokal und nahe der Quelle genutzt werden.

Für die Förderung von Biogas kommt das Förderprogramm des Bundes zur Anwendung, denn diese Ressource wird am effizientesten nicht allein zur Erzeugung von Wärme, sondern von Strom und Wärme genutzt.

***Aufhören, für Erdgas zu werben und die Energieversorger dazu anhalten, ihre Kundschaft über Energiesparmöglichkeiten und die erneuerbaren Energiequellen aufzuklären.***

Der Staatsrat möchte klarstellen, dass der Staat nie für die Nutzung von Erdgas geworben hat, das im Übrigen ein fossiler Energieträger ist.

Im Übrigen weist der Staatsrat darauf hin, dass der wichtigste Gaslieferant im Kanton die Groupe E Celsius SA ist. Diese hat aber bis heute vor allem die Fernwärmenetze ausgebaut, die mit erneuerbaren Energien betrieben werden. In den vergangenen Jahren wurde das Gasnetz kaum ausgebaut und die Arbeiten am Gasnetz bestehen hauptsächlich aus Wartung und Unterhalt oder aus der Umliegung von bestehenden Leitungen infolge anderer Arbeiten. Erwähnenswert ist auch, dass die Lebensdauer einer derartigen Anlage etwa 20 Jahre beträgt und dass Groupe E seit über 10 Jahren praktisch keine fossil betriebenen Heizungen mehr in Neubauten einbaut.

***Eine Informations- und Sensibilisierungskampagne starten, die Möglichkeiten zur Senkung des Energieverbrauchs und zum Wechsel auf erneuerbare Energien aufzeigt.***

Im Rahmen der Sensibilisierung, Information und Schulung im Zusammenhang mit dem Gebäudeprogramm wurden viele Aktionen bereits umgesetzt.

Zum Beispiel fanden in den Gemeinden und unter ihrer Mitwirkung Informationssitzungen zur Gebäudesanierung statt. Diese Veranstaltungen sind übrigens sehr gefragt. Seit diesem Frühjahr gibt es ein zweites Konzept für Informationssitzungen über den Einbau von Fotovoltaikanlagen.

Das Weiterbildungsprogramm Energie-FR ([www.energie-fr.ch/DE](http://www.energie-fr.ch/DE)) bietet ebenfalls eine breite Palette von Bildungsangeboten für Fachpersonen und Veranstaltungen für Privatpersonen. Ausserdem wurde eine Plattform geschaffen, über die alle in der Westschweiz stattfindenden Schulungen im Energiebereich gemeldet werden können ([www.agenda-energie-so.ch/de](http://www.agenda-energie-so.ch/de)). Diese Plattform hat sich zu einer Referenz in diesem Bereich entwickelt und wird auch von anderen Kantonen sowie von Berufsorganisationen genutzt. Energie-FR ist auch für das gesamte Angebot an Konferenzen der Energissima-Messe zuständig, die den Staat zu ihren Partnern zählt.

Der Staat hat ausserdem das Kompetenzzentrum für Gebäudesanierung (KGS) geschaffen, das im September 2022 als Verein gegründet wurde. Das Kompetenzzentrum hat seit 2022 insbesondere zahlreiche Beratungs-Cafés durchgeführt, die sich an alle Gebäudeeigentümerinnen und Gebäudeeigentümer richten. Das KGS betreibt ausserdem eine Hotline. Das KGS bereitet für die kommenden Monate und Jahre zahlreiche weitere Leistungen vor.

Im Übrigen sensibilisiert das Amt für Energie (AfE) das ganze Jahr hindurch die Bevölkerung ganz allgemein über die Möglichkeiten zum Energiesparen. Das Amt ist auch an den Schulen präsent mit Sensibilisierungsangeboten auf Primar- und Sekundarschulstufe. Auf Primarschulstufe etwa werden jährlich über 3000 Schülerinnen und Schüler für das Thema Energie sensibilisiert.

Ein weiteres Beispiel ist die Broschüre, die Anfang 2023 mit einer Auflage von 170 000 Exemplaren an alle Haushalte geschickt wurde, um die Freiburger Bevölkerung zum Energiesparen im Haushalt zu animieren.

Die Energie- und Umweltfachstellen der Westschweizer Kantone unterhalten zudem die Website [www.energie-umwelt.ch](http://www.energie-umwelt.ch), die mit knapp einer Million Sichtungen pro Jahr sehr erfolgreich ist.

***Bürokratische Hürden abbauen, indem eine zentrale «Energie-Anlaufstelle» geschaffen wird, die für alle Fragen zum Ausstieg aus den fossilen Energien zuständig ist, und zwar für die Beratung, die Bewilligungsverfahren und die Fördergesuche.***

Das Amt für Energie und das Kompetenzzentrum für Gebäudesanierung (KGS) haben bereits klar die Rolle der «Energie-Anlaufstelle» für den gesamten Kanton inne. Sie beantworten zahlreiche Fragen, die von Fachpersonen, Eigentümerinnen und Eigentümern sowie von Einwohnerinnen und Einwohnern gestellt werden.

In diesem Zusammenhang werden namentlich verschiedene Tools zur Verfügung gestellt, wie etwa Websites, die sich mit einer besonderen Thematik befassen (<https://www.leprogrammebatiments-fr.ch/de/>, <https://www.fr.ch/de/energie-landwirtschaft-und-umwelt/energie/energieversorgung-und-risiko-einer-mangellage>), oder die Hotline des KGS (<https://ccrb.ch/de/>). Die Anwesenheit des AfE an zahlreichen Veranstaltungen im Energiebereich ermöglicht es ebenfalls, allen Personen Auskünfte zu erteilen, die an Informationen interessiert sind.

Die Bewilligungsverfahren richten sich nach geltendem Recht und der Staatsrat ist der Meinung, dass dem Bau von Anlagen zur Nutzung von erneuerbaren Energien nicht unbedingt «bürokratische Hürden» im Wege stehen. Das Baubewilligungsverfahren wurde bereits mehrfach einer Analyse unterzogen und war auch schon Gegenstand von Antworten auf verschiedene parlamentarische Vorstösse.

***Den Anschluss an Wärmenetze fördern.***

Seit 2017 sieht die Massnahme M-07 des Gebäudeprogramms einen Förderbeitrag für den Ersatz einer Öl- oder Gasheizung bzw. einer ortsfesten elektrischen Widerstandsheizung durch den Anschluss an ein Wärmenetz vor, das Wärme aus erneuerbaren Quellen oder Abwärme liefert.

***Zur transparenten Information über die Herkunft des Gases verpflichtet.***

Die Herkunft des Gases wurde schon immer transparent kommuniziert, insbesondere durch die zuständigen Bundesämter (Bundesamt für Energie, Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung, Bundesamt für Umwelt) und die Kantone.

Der Staatsrat stellt abschliessend fest, dass die erforderlichen Massnahmen im Kanton umgesetzt wurden, um die Ziele der Energiestrategie 2050 des Bundes zu erreichen, die den Ausstieg aus den fossilen Energien und folglich auch aus dem Erdgas vorsieht. Zurzeit wird die Schweiz nicht mehr mit russischem Gas beliefert. Die Herkunft des Gases für die Energieversorgung der Schweiz hängt vor allem von den europäischen Ländern und den neuen Versorgungskanälen ab.

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass es wünschenswert wäre, die Umsetzung der Massnahmen zu beschleunigen, um die energiepolitischen Ziele rascher zu erreichen. Doch dies hängt stark von der Entwicklung der Marktpreise, der Zahl der Fachkräfte, an denen es auch heute noch stark mangelt, und von der Menge an qualitativ hochstehenden Anlagen ab, die der Markt liefern kann.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat die Ablehnung des Postulats.

*16. Mai 2023*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat 2022-GC-161

### Pour un plan urgent d'économie d'énergie contribuant aux objectifs climatiques

---

Auteurs :	Vuilleumier Julien / Schmid Ralph Alexander
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	10.09.2022
Développement :	10.09.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	12.09.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	13.06.2023

---

#### I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 10 septembre 2022, les députés Julien Vuilleumier et Ralph Alexander Schmid relèvent que le contexte présent, avec la guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques, ainsi que la crise climatique, nécessite une planification de mesures d'économie d'énergie.

Dès lors, ils demandent au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité de :

- > définir un plan cantonal de mesures d'économie permettant de réduire rapidement la consommation d'énergie pour faire face à une situation de crise. Ce plan doit inclure des critères et objectifs, une priorisation et un échéancier des mesures ;
- > faire coïncider ce plan avec les objectifs du plan climat cantonal et de la stratégie de développement durable. En d'autres termes, il s'agirait d'accélérer et de renforcer les mesures de protection du climat et non de les atténuer en raison de la potentielle crise énergétique ;
- > mettre en œuvre au plus vite des mesures de politique énergétique permettant de répondre à une potentielle crise, de renforcer la résilience du canton et de contribuer aux objectifs climatiques.

#### II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, il est utile de rappeler que la politique énergétique de la Suisse et, subsidiairement, du canton, a pour but d'assurer un approvisionnement sûr, économique et respectueux de l'environnement. Ces principes sont notamment fixés dans la Loi fédérale sur l'énergie (LEne ; RS 730.0) ainsi que dans le projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (21.047). Selon la LEne, un approvisionnement énergétique sûr implique une disponibilité énergétique suffisante en tout temps, une offre d'énergie diversifiée et des systèmes d'approvisionnement et de stockage techniquement sûrs et efficaces. La LEne dispose en outre que l'approvisionnement relève de la branche énergétique. De façon subsidiaire, la Confédération et les cantons créent les conditions générales nécessaires pour que la branche puisse assurer l'approvisionnement de manière optimale (art. 6). De façon analogue, la Loi sur l'énergie du



canton de Fribourg (LEn ; RSF 770.1) définit comme principe de l'action publique cantonale la subsidiarité des interventions étatiques, conformément à la législation fédérale.

Dans la situation actuelle, soit en mai 2023, après un premier hiver passé avec l'épée de Damoclès d'une potentielle crise énergétique en Suisse, le Conseil d'Etat a pu faire un bilan positif des actions qu'il a menées depuis l'automne 2022 via l'instauration d'une délégation ad hoc et d'un Etat-major Energie. Elles concernent notamment les aspects structurels et organisationnels mis en œuvre, les mesures de réduction de la consommation d'énergie, et les mesures de préparation engagées dans les différents secteurs d'activités afin d'assurer autant que faire se peut la sécurité de la population, le maintien des soins, ainsi que la continuité de l'économie et des administrations publiques si une pénurie d'énergie était devenue effective et qu'une activation du plan fédéral OSTRAL était inévitable.

Finalement, la crise a été évitée durant l'hiver 2022/2023, mais le risque qu'elle se produise durant les prochains hivers n'est pas pour autant écarté. La capacité des pays voisins de nous fournir de l'énergie en hiver, période durant laquelle la Suisse est déficitaire car nous manquons encore de capacités importantes de production, fait qu'il faudra s'attendre à revivre cette situation au moins durant les 5 prochaines années. Il s'agit du temps nécessaire à réaliser de nouvelles centrales électriques valorisant les ressources indigènes et renouvelables et à accélérer le virage de la transition énergétique 2050+ de la Confédération. La Confédération et les cantons, sous la coordination de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK), travaillent à la mise en place de mesures allant dans cette direction.

Cela étant précisé, le Conseil d'Etat a l'avantage de répondre comme suit aux différentes demandes formulées par les députés Julien Vuilleumier et Ralph Alexander Schmid :

> *Définir un plan cantonal de mesures d'économie permettant de réduire rapidement la consommation énergie pour faire face à une situation de crise. Ce plan doit inclure des critères et objectifs, une priorisation et un échéancier des mesures.*

La Confédération et les cantons disposent depuis mai 2017 d'objectifs clairement définis par la stratégie énergétique 2050 acceptés en votation populaire, avec de nombreuses mesures déjà mises en œuvre dans les cantons afin de réduire la consommation d'énergie, notamment auprès des gros consommateurs, des collectivités publiques et des particuliers<sup>1</sup>. Ces objectifs ont par ailleurs déjà été renforcés au début des années 2020 par l'adoption par le Conseil fédéral des perspectives énergétiques 2050+<sup>2</sup>. Ils le seront encore prochainement, avec les décisions à venir des Chambres fédérales, notamment avec la loi relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables, et possiblement par la population avec la votation de 18 juin prochain sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI).

---

<sup>1</sup> Stratégie énergétique 2050 de la Confédération <https://www.uvek.admin.ch/uvek/fr/home/energie/strategie-energetique-2050.html>

<sup>2</sup> Perspectives énergétiques 2050+ de la Confédération <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-81356.html>

En lien avec toute cette évolution, l'EnDK œuvre également à la révision du Modèle d'ordonnances énergétiques des cantons (MoPEC), qui pourrait être mis en œuvre dès 2025 dans tous les cantons. Ce cadre législatif permettra d'accélérer la transition dans le domaine du bâtiment, lequel est spécifiquement de la compétence des cantons et couvre près de 45% de la consommation d'énergie en Suisse.

S'agissant des mesures prises durant cet hiver au niveau du canton de Fribourg, mesures découlant de la préparation à une potentielle pénurie d'énergie, il y a lieu de relever en particulier la baisse des températures dans les bâtiments publics, la sensibilisation à la réduction de la consommation d'énergie pour l'ensemble des consommateurs, y compris dans l'administration publique et les milieux économiques, l'extinction de l'éclairage public dans la mesure où la sécurité n'était pas engagée, etc.

En outre, le cadre légal en vigueur dans le canton a été déjà particulièrement adapté ces dernières années pour favoriser la substitution des énergies fossiles par des ressources renouvelables en ce qui concerne les systèmes de chauffage des bâtiments, l'utilisation efficace des ressources énergétiques au sens large, et la sensibilisation de l'ensemble de la population. De plus, il est complété depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023 par une nouvelle disposition visant à éteindre l'éclairage public, les enseignes lumineuses et les vitrines durant une partie de la nuit dans le but de réduire aussi la pollution lumineuse.

Partant de ce qui précède, le Conseil d'Etat estime dès lors que les mesures d'économie permettant de réduire rapidement la consommation d'énergie pour faire face à une situation de crise ont été prises l'hiver passé, et ce de manière proportionnée. Elles ont concerné l'ensemble de la population jusqu'aux gros consommateurs, à savoir ceux ayant une consommation supérieure à 100 GWh par an. A titre d'exemple, ces derniers étaient amenés à se préparer à un contingentement et/ou à un délestage en réalisant des plans d'actions, avec le risque de devoir arrêter tout ou en partie leurs activités. En outre, de nouvelles mesures seront introduites dès cet automne 2023 si une crise énergétique devait se profiler pour l'hiver 2023/2024. Entretemps, les mesures découlant du cadre légal en vigueur continuent de produire leurs effets.

Aussi, et compte tenu du plan OSTRAL, le Conseil d'Etat n'estime pas nécessaire d'établir un plan cantonal spécifique de mesures d'économie permettant de réduire en urgence la consommation d'énergie pour faire face à une situation de crise.

*> Faire coïncider ce plan avec les objectifs du plan climat cantonal et de la stratégie de développement durable. En d'autres termes, il s'agirait d'accélérer et de renforcer les mesures de protection du climat et non de les atténuer en raison de la potentielle crise énergétique.*

Le développement de la stratégie énergétique du canton et la mise en œuvre du Plan Climat cantonal se font de manière coordonnée et relèvent du même axe du programme gouvernemental 2022-2026. Pour mémoire, le Plan Climat cantonal<sup>3</sup>, adopté en 2021, propose un plan d'action de 115 mesures à mettre en œuvre jusqu'en 2026, dont 17 répondent de la dimension « Energie et bâtiment », l'objectif étant d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire la consommation des combustibles fossiles, notamment en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments, en favorisant

---

<sup>3</sup> Plan climat du canton de Fribourg <https://www.fr.ch/energie-agriculture-et-environnement/climat/climat/plan-climat-cantonal>

un approvisionnement énergétique efficace et décarboné, ainsi qu'en augmentant la production d'énergie renouvelable localement dans le canton.

La Stratégie cantonale de développement durable<sup>4</sup> renvoie déjà aux objectifs de la politique climatique et de la politique énergétique cantonales, et propose des mesures pour accélérer la réalisation de tels objectifs. Par exemple, le Conseil d'Etat a notamment décidé que les bâtiments de l'Etat doivent être construits selon le standard de construction durable SNBS, lequel allie le confort d'utilisation, une accessibilité à toutes et à tous, une faible consommation d'énergie, une adaptabilité aux changements climatiques et des coûts d'exploitation maîtrisés, tout en laissant une place à la nature.

*> Mettre en œuvre au plus vite des mesures de politique énergétique permettant de répondre à une potentielle crise, de renforcer la résilience du canton et de contribuer aux objectifs climatiques.*

Des mesures continuent d'être prises au niveau de la Confédération pour assurer un approvisionnement suffisant, tandis que la préparation en vue des prochains hivers se poursuit. L'adoption par le Parlement fédéral de l'offensive solaire ([21.501](#)) et par le Conseil national de l'offensive éolienne ([22.461](#)), s'il est suivi par le Conseil des Etats, devraient permettre d'augmenter significativement la production d'énergie indigène renouvelable en hiver.

Au niveau cantonal, les contacts au sein de l'Etat-major Energie avec les fournisseurs d'énergie reprendront dès la fin de l'été en vue de prévenir le plus tôt possible une éventuelle situation de crise l'hiver prochain. Le Service de l'énergie continue de suivre étroitement l'évolution de la situation sur le plan de l'approvisionnement énergétique et de risques de pénurie. Le Service de la sécurité civile et militaire continue les contacts avec le terrain pour améliorer le degré de préparation, notamment des infrastructures critiques, en cas de pénurie. La communication pour inciter à maintenir l'effort en matière d'économie d'énergie va se poursuivre également. Les mesures prises participent évidemment à l'objectif global de sortir de la dépendance énergétique et ne doivent pas être perçues comme passagères. Elles s'inscrivent en totale cohérence avec la stratégie énergétique cantonale. Enfin, le Conseil d'Etat a consacré une journée à la question de la promotion des énergies renouvelables et est en passe de présenter une stratégie en matière de photovoltaïque. En ce sens, le Conseil d'Etat estime qu'il répond déjà aux demandes formulées par les députés.

Considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter le postulat.

---

<sup>4</sup> Stratégie cantonale de développement durable 2021-2031 <https://www.fr.ch/etat-et-droit/gouvernement-et-administration/fribourg-durable-strategie-cantonale>



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat 2022-GC-161

### Energiesparplan und Klimaziele

---

Urheber:	Vuilleumier Julien / Schmid Ralph Alexander
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	10.09.2022
Begründung:	10.09.2022
Überweisung an den Staatsrat:	12.09.2022
Antwort des Staatsrats:	13.06.2023

---

#### I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 10. September 2022 eingereichten und begründeten Postulat weisen die Grossräte Julien Vuilleumier und Ralph Alexander Schmid darauf hin, dass der aktuelle Kontext mit dem Krieg in der Ukraine und seinen geopolitischen Folgen sowie die Klimakrise die Planung von Energiesparmassnahmen erfordern.

Sie bitten den Staatsrat deshalb, die folgenden Möglichkeiten zu prüfen:

- > Einen kantonalen Plan für Energiesparmassnahmen festlegen, mit denen der Energieverbrauch schnell gesenkt werden kann, um eine Krisensituation zu bewältigen. Dieser Plan muss Kriterien und Ziele, eine Priorisierung und einen Zeitplan für die Massnahmen enthalten.
- > Diesen Plan mit den Zielen des kantonalen Klimaplans und der Strategie Nachhaltige Entwicklung in Einklang bringen. Das heisst mit anderen Worten: Die Massnahmen zum Klimaschutz sollen beschleunigt und verstärkt und nicht wegen der potenziellen Energiekrise abgeschwächt werden.
- > So schnell wie möglich energiepolitische Massnahmen umsetzen, die es erlauben, auf eine potenzielle Krise zu reagieren, die Widerstandsfähigkeit des Kantons zu stärken und zu den Klimazielen beizutragen.

#### II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ist darauf hinzuweisen, dass die Energiepolitik der Schweiz und damit auch des Kantons darauf abzielt, eine sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sicherzustellen. Diese Grundsätze sind namentlich im Energiegesetz des Bundes (EnG; SR 730.0) verankert und werden auch im Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) erwähnt. Eine sichere Energieversorgung umfasst gemäss EnG die jederzeitige Verfügbarkeit von ausreichend Energie, ein breit gefächertes Angebot sowie technisch sichere und leistungsfähige Versorgungs- und Speichersysteme. Das EnG schreibt ferner vor, dass die Energieversorgung Sache der Energiewirtschaft ist. Subsidiär sorgen der Bund und die Kantone für die Rahmenbedingungen, die erforderlich sind, damit die Energiewirtschaft diese Aufgabe

optimal erfüllen kann (Art. 6). Analog dazu legt das Energiegesetz des Kantons Freiburg (EnGe; SGF 770.1) das Prinzip der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung fest.

Im Mai 2023, nach einem ersten Winter, bei dem die Energiekrise wie ein Damoklesschwert über der Schweiz hing, konnte der Staatsrat eine positive Bilanz über die Massnahmen ziehen, die er seit Herbst 2022 unter Einsetzung einer Ad-hoc-Delegation und eines Führungsstabs Energie getroffen hat. Dabei handelt es sich insbesondere um die strukturellen und organisatorischen Massnahmen, die Senkung des Energieverbrauchs und die in den verschiedenen Wirtschaftszweigen getroffenen Vorbereitungen, um die Sicherheit der Bevölkerung, die Aufrechterhaltung der Gesundheitsversorgung sowie die Kontinuität der Wirtschaft und der öffentlichen Verwaltung so weit wie möglich zu gewährleisten, falls eine Energieknappheit tatsächlich eintreten und eine Aktivierung des OSTRAL-Plans des Bundes unvermeidlich sein sollten.

Letztendlich wurde eine Krise im Winter 2022/23 vermieden, doch das Risiko, dass sie in den kommenden Wintern eintritt, ist noch nicht gebannt. Da die Schweiz im Winter jeweils ein Stromdefizit aufweist, weil uns noch grosse Produktionskapazitäten fehlen, ist die Stromversorgung in dieser Jahreszeit von den Lieferkapazitäten der Nachbarländer abhängig. Aus diesem Grund müssen wir zumindest in den nächsten fünf Jahren wieder mit einer möglichen Mangellage rechnen. Diese Zeit wird benötigt, um neue Kraftwerke zu bauen, die mit einheimischen erneuerbaren Energiequellen betrieben werden, und um die Energiewende 2050+ des Bundes zu beschleunigen. Bund und Kantone arbeiten unter der Koordination der Schweizerischen Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK) an der Einführung von Massnahmen, die in diese Richtung gehen.

Dies vorausgeschickt, antwortet der Staatsrat wie folgt auf die verschiedenen Forderungen der Grossräte Julien Vuilleumier und Ralph Alexander Schmid:

> *Einen kantonalen Plan für Energiesparmassnahmen festlegen, mit denen der Energieverbrauch schnell gesenkt werden kann, um eine Krisensituation zu bewältigen. Dieser Plan muss Kriterien und Ziele, eine Priorisierung und einen Zeitplan für die Massnahmen enthalten.*

Der Bund und die Kantone verfügen seit Mai 2017 über Ziele, die in der vom Volk angenommenen Energiestrategie 2050 klar definiert wurden. In den Kantonen wurden bereits zahlreiche Massnahmen umgesetzt, um den Energieverbrauch zu senken, insbesondere bei Grossverbrauchern, öffentlichen Körperschaften und Privatpersonen.<sup>1</sup> Diese Ziele hat der Bundesrat zudem bereits Anfang der 2020er-Jahre durch die Verabschiedung der Energieperspektiven 2050+<sup>2</sup> noch etwas höhergesteckt. Sie dürften demnächst weiter bekräftigt werden durch die anstehenden Entscheidungen der eidgenössischen Räte, insbesondere zum Bundesgesetz über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien, und möglicherweise durch die Bevölkerung mit der Abstimmung vom 18. Juni zum Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz, die Innovation und die Stärkung der Energiesicherheit (KIG).

Im Zusammenhang mit all diesen Entwicklungen überarbeitet die EnDK derzeit auch die Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKE), die ab 2025 in allen Kantonen umgesetzt werden könnten. Dieser gesetzliche Rahmen wird die Energiewende im Gebäudebereich

---

<sup>1</sup> Energiestrategie 2050 des Bundes: <https://www.uvek.admin.ch/uvek/de/home/energie/energiestrategie-2050.html>

<sup>2</sup> Energieperspektiven 2050+ des Bundes: <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-81356.html>

beschleunigen, der spezifisch in die Zuständigkeit der Kantone fällt und für fast 45 % des Energieverbrauchs in der Schweiz verantwortlich ist.

Zu den Massnahmen, die während dem Winter im Kanton Freiburg ergriffen wurden, um sich auf eine mögliche Energiemangellage vorzubereiten, gehörten insbesondere die Senkung der Temperaturen in öffentlichen Gebäuden, die Sensibilisierung aller Verbraucher, einschliesslich der öffentlichen Verwaltung und der Wirtschaft, für das Energiesparen, das Abschalten der öffentlichen Beleuchtung, sofern die Sicherheit nicht gefährdet war, usw.

Darüber hinaus wurde der im Kanton geltende gesetzliche Rahmen in den letzten Jahren bereits angepasst, um den Ersatz von fossilen Energieträgern durch erneuerbare Energien bei Gebäudeheizungen, die Steigerung der Energieeffizienz im weiteren Sinne und die Sensibilisierung der gesamten Bevölkerung zu fördern. Seit dem 1. Juni 2023 ist zudem eine neue Bestimmung in Kraft, die die Abschaltung der öffentlichen Beleuchtung sowie von Leuchtreklamen und Schaufenstern während eines Teils der Nacht vorsieht, um auch die Lichtverschmutzung zu reduzieren.

Aufgrund dieser Darlegungen ist der Staatsrat der Ansicht, dass bereits im vergangenen Winter Energiesparmassnahmen ergriffen wurden, die eine rasche Senkung des Energieverbrauchs zur Bewältigung einer Krisensituation ermöglichen, dies unter Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit. Die Massnahmen betrafen alle Verbraucher von der Bevölkerung bis zu den Grossverbrauchern, das heisst, diejenigen mit einem Stromverbrauch von über 100 GWh pro Jahr. Von letzteren wurde beispielsweise verlangt, dass sie sich auf eine Kontingentierung und/oder periodische Netzabschaltung vorbereiten, indem sie angesichts des Risikos, dass sie ihre Geschäftstätigkeit ganz oder teilweise einstellen müssen, einen Aktionsplan ausarbeiten. Ab Herbst 2023 werden im Übrigen neue Massnahmen eingeführt, falls sich im Winter 2023/24 eine Energiekrise abzeichnen sollte. Bis dahin sind die Massnahmen, die sich aus dem geltenden gesetzlichen Rahmen ergeben, weiterhin wirksam.

Daher hält es der Staatsrat nicht für notwendig, zusätzlich zum OSTRAL-Plan noch einen spezifischen kantonalen Plan für Energiesparmassnahmen aufzustellen, mit denen der Energieverbrauch schnell gesenkt werden kann, um eine Krisensituation zu bewältigen.

*> Diesen Plan mit den Zielen des kantonalen Klimaplanes und der Strategie Nachhaltige Entwicklung in Einklang bringen. Das heisst mit anderen Worten: Die Massnahmen zum Klimaschutz sollen beschleunigt und verstärkt und nicht wegen der potenziellen Energiekrise abgeschwächt werden.*

Die Weiterentwicklung der Energiestrategie des Kantons und die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes erfolgen koordiniert und fallen in dieselbe Achse des Regierungsprogramms 2022-2026. Der kantonale Klimaplan<sup>3</sup>, der 2021 verabschiedet wurde, schlägt einen Aktionsplan mit 115 Massnahmen vor, die bis 2026 umgesetzt werden sollen. 17 davon fallen in die Achse «Energie und Gebäude», wobei das Ziel darin besteht, die Energieeffizienz zu steigern und den Verbrauch fossiler Brennstoffe zu senken, und zwar insbesondere durch die Verbesserung der Energieeffizienz

---

<sup>3</sup> Klimaplan des Kantons Freiburg:

<https://www.fr.ch/de/energie-landwirtschaft-und-umwelt/klima/klima/kantonaler-klimaplan>

von Gebäuden, die Förderung einer effizienten und kohlenstofffreien Energieversorgung sowie die Steigerung der Produktion lokaler, erneuerbarer Energien im Kanton Freiburg.

Die kantonale Strategie Nachhaltige Entwicklung<sup>4</sup> verweist bereits auf die Ziele der kantonalen Klima- und Energiepolitik und schlägt Massnahmen vor, um sie schneller zu erreichen. So hat der Staatsrat beispielsweise beschlossen, dass die Gebäude des Staats nach dem Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz (SNBS) gebaut werden müssen. Dieser verbindet Nutzungskomfort, Erreichbarkeit für alle, geringen Energieverbrauch, Anpassung an den Klimawandel und kontrollierte Betriebskosten miteinander und lässt gleichzeitig Raum für die Natur.

*> So schnell wie möglich energiepolitische Massnahmen umsetzen, die es erlauben, auf eine potenzielle Krise zu reagieren, die Widerstandsfähigkeit des Kantons zu stärken und zu den Klimazielen beizutragen.*

Auf Bundesebene werden weitere Massnahmen ergriffen, um eine ausreichende Versorgung zu gewährleisten, während die Vorbereitungen auf die kommenden Winter weiterlaufen. Die Verabschiedung der Solaroffensive durch das Bundesparlament ([21.501](#)) und der Windkraftoffensive durch den Nationalrat ([22.461](#)) – sofern diese auch vom Ständerat angenommen wird – sollte die Produktion von einheimischer erneuerbarer Energie im Winter deutlich erhöhen.

Auf kantonaler Ebene wird der Führungsstab Energie ab Ende Sommer wieder mit den Energieversorgern in Kontakt treten, um einer möglichen Krisensituation im nächsten Winter so früh wie möglich vorzubeugen. Das Amt für Energie verfolgt weiterhin aufmerksam die Entwicklungen in Bezug auf die Energieversorgung und die Gefahr einer Mangellage. Das Amt für zivile Sicherheit und Militär setzt die Kontakte vor Ort fort, um den Bereitschaftsgrad, insbesondere jenen der kritischen Infrastruktur, für den Fall einer Mangellage zu verbessern. Die Bevölkerung wird ebenfalls weiter dazu animiert, ihre Anstrengungen zum Energiesparen aufrechtzuerhalten. Die ergriffenen Massnahmen tragen natürlich zum übergeordneten Ziel bei, den Ausstieg aus der Energieabhängigkeit zu schaffen, und sollten nicht als vorübergehend angesehen werden. Sie stehen voll und ganz im Einklang mit der kantonalen Energiestrategie. Der Staatsrat hat sich zudem einen Tag lang dem Thema Förderung erneuerbarer Energien gewidmet und wird bald eine Fotovoltaik-Strategie vorlegen. In diesem Sinne ist der Staatsrat der Ansicht, dass er die von den Grossräten gestellten Forderungen bereits erfüllt.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung des Postulats.

---

<sup>4</sup> Kantonale Strategie Nachhaltige Entwicklung 2021-2021:  
<https://www.fr.ch/de/staat-und-recht/regierung-und-verwaltung/nachhaltiges-freiburg-kantonale-strategie>